

Cristina Pompa, *Religião como tradução. Missionarios, Tupi e Tapuia no Brasil colonial*, São Paulo, Edusc, 2003, 443 p.

Charlotte de Castelnuovo-L'Estoire

DANS **ANNALES. HISTOIRE, SCIENCES SOCIALES** 2006/2 61^e année , PAGES V À V
ÉDITIONS ÉDITIONS DE L'EHESS

ISSN 0395-2649

ISBN 9782200920982

Date de mise en ligne : 01/04/2006

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-annales-2006-2-page-V?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Éditions de l'EHESS.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Júnia Ferreira Furtado (org.)

Diálogos oceânicos. Minas Gerais e as novas abordagens para uma história do Império ultramarino português

Belo Horizonte, Editora UFMG, 2001, 521 p.

L'histoire au XXI^e siècle devra élargir ses horizons aux espaces planétaires si elle veut répondre encore aux exigences de son temps, aux défis de la mondialisation et aux transformations des moyens de penser et de communiquer. Le renouveau nous vient de l'Amérique latine davantage que de l'Europe ou des États-Unis. Plusieurs ouvrages parus ces dernières années au Pérou et au Brésil indiquent de manière magistrale la marche à suivre : à côté des travaux de Margarita Suárez, Luiz Felipe de Alencastro, João Fragoso et Maria Fernanda Bicalho¹, ces *Diálogos oceânicos* orchestrés par Júnia Ferreira Furtado s'engagent résolument dans la même voie. La tâche n'est pas aisée. Pour rétablir et explorer les connexions qui ont uni les histoires des pays et des continents, il faut savoir tourner le dos aux histoires nationales héritées du XIX^e siècle et préférer l'enquête collective au travail solitaire. La notion de connexions, fondées sur la circulation des marchandises, des esclaves mais aussi des idées, est ici cruciale. Elle apparaît à plusieurs reprises dans l'introduction des *Diálogos*. Comme le rappelle J. Ferreira Furtado, « à la fin du XVIII^e siècle, des livres, des cartes, des histoires de sédition circulent sur les mers et font trembler les fondements de l'empire ». On est très proche ici de l'idée de *Connected histories* que le spécialiste indien de l'Empire portugais, Sanjay Subrahmanyam, a lancée dans un article destiné à faire date². Ce n'est pas une simple coïncidence si des historiens

que des océans séparent se rejoignent dans cette quête des *conexões transversais* dont le repérage et l'étude produisent « des échanges originaux et stimulants ». Ce n'est pas un hasard non plus si le passé impérial portugais suscite de l'Inde au Brésil des interrogations analogues. Quelle domination occidentale, mieux que celle de Lisbonne, est parvenue à articuler l'Europe, l'Amérique, l'Afrique et l'Asie ? Voilà de quoi offrir un riche laboratoire à tous ceux qui cherchent à comprendre les origines ibériques de la mondialisation et qui savent que l'histoire atlantique ne se réduit pas à celle de l'Atlantique-Nord.

Certes, ce vaste programme n'est pas toujours aisé à mettre en œuvre. Nos esprits ont parfois du mal à penser en termes interocéaniques, voire planétaires. Comment s'étonner alors que toutes les contributions n'arrivent pas à remplir le contrat qui leur avait été fixé, même si la plupart recèlent des données précieuses ? Une partie d'entre elles jouent le jeu. Si le texte de A. J. R. Russell-Wood remonte à 1975, il a le mérite d'établir le lien entre la vieille tradition d'étude de l'empire et les nouvelles pistes ici proposées. La première s'intéresse aux femmes et nous entraîne du Portugal à l'Afrique, de l'Angola au Brésil, de Goa à la région de Minas Gerais. Une manière d'envisager à la fois le quotidien des conditions de vie et d'explorer les liens qui unissent des activités modestes, souvent délaissées par les historiens : comme ce petit commerce qu'animent les *quitandeiras* de chaque côté de l'Atlantique, après en avoir transporté la pratique de l'Afrique au fond du Brésil. L'univers des grands commerçants fait ressortir des circulations qui non seulement articulent les différentes régions de l'empire entre elles, mais aussi avec le reste de l'Europe. Au XVII^e siècle, à travers l'histoire du marrane

Duarte da Silva, surgissent des réseaux internationaux dont les uns aboutissent à Amsterdam, Londres ou Anvers, d'autres à Livourne, Rome ou Venise. Les circuits du tabac, du sucre, des esclaves, des pierres précieuses habituent les marchands à se déplacer entre les mondes et à exploiter toutes sortes d'informations. À la fin du XVIII^e siècle, d'autres circuits entre Rio de Janeiro, l'Afrique et l'Asie faisaient du port *carioca* non seulement un exportateur de marchandises brésiliennes vers l'Europe mais aussi un « lieu de réexportation de biens européens, asiatiques et africains » vers Santos, Rio Grande do Sul ou l'Angola. De Duarte da Silva, marrane du XVII^e siècle, au richissime Francisco Xavier Pires, qui s'éteint en 1826, le lecteur découvre un univers de puissants négociants qui, bien avant nos élites globalisées, ont appris à circuler entre les continents et à faire travailler ensemble différentes parties du monde. Sans doute est-ce là une des contributions majeures des Ibériques à la modernité européenne.

Mais *Diálogos oceânicos* s'intéresse aussi longuement aux dimensions politiques de l'empire portugais et des connexions qui le traversent. L'étude des révoltes qui secouent cette partie du monde, et notamment l'évocation des troubles qui se multiplient à la fin du XVIII^e siècle, inspire une série de réflexions sur la crise de la domination portugaise. Celle-ci est saisie dans ses manifestations locales comme internationales, car elle apparaît indissociable des événements qui ébranlent l'Amérique – indépendance des colonies anglaises et espagnoles – et l'Europe – la Révolution française et ses répercussions. On suivra donc avec intérêt l'évolution des pratiques politiques au sein de l'empire tout au long des XVII^e et XVIII^e siècles, en commençant par les réactions des oligarchies locales à la politique de centralisation impériale menée par un Portugal restauré, à peine sorti de son conflit avec l'Espagne. À Rio de Janeiro, Ceylan, Macao, Pernambouc ou Luanda, pour une raison ou pour une autre, les colons chassent le représentant de la Couronne. Ces mouvements s'éclairent dès qu'on les replace dans la perspective d'une histoire politique commune opposant les rigidités d'un nouvel ordre impérial aux résistances locales. Ils sont aussi le symptôme d'un

nouveau paysage politique qui annonce les événements brésiliens du XVIII^e siècle, « centré sur l'Amérique, le discours des rebelles commencera alors à dessiner dans le nouveau monde un nouveau type de sujet politique ».

La place qu'occupe le Minas Gerais dans cet ouvrage ne tient pas seulement à une tradition bien ancrée au sein de l'historiographie brésilienne qui voit dans cette région, à tort ou à raison, une incarnation privilégiée du Brésil colonial. Elle permet d'alterner les points de vue sans lesquels une histoire aux horizons planétaires s'en tiendrait aux généralisations et aux approximations de la *World history*. Il n'est pas de compréhension du global sans une étude attentive du local. D'où, après les coups de projecteur lancés sur l'histoire de Luanda (1667) ou de Goa (1787), cette remise en perspective de la *conjunção mineira* à laquelle se livrent plusieurs collaborateurs de l'ouvrage. Tous les chapitres ne parviennent pas à relever le défi. Les contributions centrées sur le Portugal sont parmi les moins réussies, probablement parce qu'elles ont plus de mal à passer du local au global et à opérer les décentrement qui s'imposent aujourd'hui.

Diálogos oceânicos se propose d'être « une invitation lancée pour développer la recherche entre les différentes régions de l'empire portugais d'outre-mer ». On souhaiterait que les spécialistes de l'Empire espagnol se joignent aussi à cette équipe pour nous offrir un panorama des deux empires qui, plusieurs siècles durant, ont jeté ensemble les bases d'une mondialisation dont les répercussions sont encore perceptibles aujourd'hui.

SERGE GRUZINSKI

1 - *Desafios transatlânticos*, Lima, IFEA/Fondo de Cultura Económica, 2001; LUIZ FELIPE DE ALENCASTRO, *O trato dos viventes*, São Paulo, Companhia das Letras, 2000; JOÃO FRAGOSO et MARIA FERNANDA BICALHO, *O Antigo regime nos trópicos*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2001.

2 - SANJAY SUBRAHMANYAM, « Connected histories: Notes towards a reconfiguration of Early Modern Eurasia », in V. LIEBERMAN (éd.), *Beyond binary histories. Re-imagining Eurasia to c. 1830*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1999, pp. 289-315.

Evaldo Cabral de Mello*Um imenso Portugal. História e historiografia*

São Paulo, Editora 34, 2002, 363 p.

Ce livre se compose de trente-six petits articles originellement publiés entre 1996 et 2002, à l'exception de l'un d'entre eux, qui date de 1992. Leur auteur, un diplomate aujourd'hui à la retraite, est l'un des historiens les plus importants et les plus réputés du Brésil colonial. Son ample vision compense largement le caractère fragmentaire d'un ouvrage de ce genre, et l'on pourrait affirmer que, après *Raízes do Brasil*¹, il constitue la meilleure introduction à l'histoire du Brésil pendant la période moderne.

Quelles sont les fondements sur lesquels repose l'édifice de E. Cabral de Mello ? Il importe de souligner au premier chef la sensibilité profondément historique de l'auteur aux rythmes temporels, notamment aux phénomènes de longue durée. L'auteur s'attache à comprendre et à faire comprendre le Brésil colonial durant ses trois premiers siècles d'existence comme un prolongement de l'histoire de la métropole portugaise. À ses yeux, l'on ne peut saisir l'Amérique portugaise si l'on ne prend pas en considération les liens qui l'unissent à la métropole, tout comme il n'est pas possible de concevoir l'histoire d'un Portugal enclavé dans la péninsule Ibérique sans le commerce avec le Brésil et sans les richesses qui en viennent. Afin de démontrer ces liaisons, l'auteur analyse la façon dont les colons brésiliens prolongent l'appétence métropolitaine pour le pain de froment, le vin ou l'huile, au moins jusqu'à la conquête du Pernambouc par les Hollandais. Il étudie les structures d'occupation du territoire, notamment par les frontières ténues qui existaient entre la campagne et les villes, qui constituaient une caractéristique structurelle de la société portugaise et qui, des siècles durant, fut reproduite dans la colonie. Ou bien encore, dans une perspective très différente, il suggère que ce fut cette même conception d'un « immense Portugal » qui incita le Brésil à se constituer, tout au long du XVIII^e siècle, en centre d'un empire luso-brésilien, à tel point que ce fut au Portugal qu'eut lieu en 1820 un mouvement natio-

naliste destiné à regagner l'indépendance perdue à la faveur d'une cour établie à Rio de Janeiro depuis 1808.

En second lieu, E. Cabral de Mello envisage les structures matérielles requises pour la production et le commerce du sucre – avant tout à travers la figure de l'esclave africain – qui ont façonné toute l'histoire du Brésil. Sur ce plan, il note la persistance des modèles d'organisation spatiale, dans ce que l'on appelle « le triangle du Nord-Est » (*casa-grande*, chapelle, fabrique), déjà éprouvé dans le cadre de l'économie sucrière amorcée dans l'île de Madère dès le xv^e siècle. Le modèle madérien, une fois adapté au territoire brésilien, se ruralise progressivement, ou perd ses caractéristiques urbaines de production industrielle développée dans les limites d'un périmètre urbain. Il s'oriente également vers une spécialisation toujours plus grande, pour s'imposer en régime de monoculture, comme ce fut le cas également en Virginie et dans la Caraïbe. Conséquence inévitable de ce processus, le « triangle » en question qui caractérisait la plantation gagne un nouvel élément : les huttes ou les cases des esclaves. Notons au passage que la représentation de celles-ci est absente de la série bien connue de tableaux du Nord-Est brésilien du peintre hollandais Fernand Post (1612-1680), ce qui indique que ce phénomène n'est pas antérieur à la seconde moitié du xvii^e siècle.

Toujours dans ce registre des structures matérielles, s'insère la belle analyse des types d'embarcations affectées au cabotage et à la navigation fluviale du Nord-Est. E. Cabral de Mello retrace alors l'histoire de l'évolution et du déclin de la production et du commerce du sucre et du coton, du xvi^e au xix^e siècle, illustrant ainsi la possibilité d'une enquête centrée sur un vestige de la culture matérielle pour évoquer une série de conjonctures économiques et sociales. L'étude des continuités temporelles se révèle, ainsi, comme un cadre général où s'inscrivent d'autres rythmes, plus rapides, et d'autres ruptures. À ces dynamiques temporelles correspondent des groupes sociaux qui, loin d'être présentés comme « donnés », sont en réalité constitués en objets concrets d'analyse. Les esclaves, pour commencer par ceux qui se trouvent au niveau le plus bas de la hiérarchie, sont ainsi présentés comme des

acteurs historiques, au sens plein du terme. Tout en portant toujours les marques de leur subalternité, ils démontrent à plusieurs reprises une capacité d'intervention et de négociation avec leurs maîtres et avec les autorités. Dans une étude de cas basée sur un procès inquisitorial inédit et hors du commun, l'auteur montre ainsi comment un Africain dénommé José réussit à manipuler l'Inquisition pour défendre ses intérêts contre ceux de son propriétaire. La même attention est portée aux artisans du Brésil, libres des traditions corporatistes qui, au Portugal même, n'étaient pas systématiquement suivies ; ils révèlent une grande mobilité géographique, indicatrice d'une capacité de prise de décision et de gestion des opportunités qui s'offraient à eux. Le rôle des réseaux de marchands – surtout des nouveaux-chrétiens, engagés dans le financement de la production du sucre comme dans sa distribution à partir d'Anvers, est également mis en relief. Ce sont eux qui, à travers leurs alliances avec les propriétaires des plantations, contrôlent d'en haut les destinées de la société coloniale. Soulignons toutes les facettes dont il a fallu spécialement tenir compte ici, depuis les formes de spécialisation, les phénomènes de concentration, les luttes entre secteurs (coton ou sucre), jusqu'aux divisions entre les fils de la terre (*mazombos*) et les nouveaux arrivants du Portugal (*mascates*). E. Cabral de Mello avait déjà montré toute sa finesse dans l'explication de tels conflits, tout comme dans l'analyse des mécanismes de reproduction sociale des groupes situés au sommet de la hiérarchie sociale dans deux ouvrages majeurs². Ici, il s'agit pour lui d'insister sur la façon dont les familles, les parentés et les relations de clientèle se trouvent à la base de nombreux conflits politiques ; il s'agit aussi de percevoir la manière dont la configuration des familles, en particulier dans leurs phases de déclin, contribua à la formation de groupes de fonctionnaires qui façonnèrent un État dont ils demeurèrent étroitement dépendants pour leur propre subsistance.

Si la politique est comprise à partir de ses bases sociales, on détecte également chez l'auteur une volonté de lui conférer une épaisseur autonome. C'est ce qu'il parvient à faire dans la discussion relative aux pouvoirs municipaux

et aux limites de la représentativité que ceux-ci imposaient. C'est encore ce que l'historien, qui ne cache pas sa prédilection pour les sujets relatifs à l'histoire régionale du Pernambouc, parvient à réaliser en saisissant le processus d'installation de la cour à Rio de Janeiro, à travers une intensification des appareils courtisans et bureaucratiques parasitaires alimentée par les contributions fiscales émanant d'autres régions. Toutefois, là où l'analyse politique acquiert toute sa force, c'est dans le champ des événements et des relations diplomatiques, conçus comme l'expression d'opinions, ces dernières étant considérées dans le même mouvement comme des parties prenantes d'une rhétorique ou d'une idéologie. E. Cabral de Mello avait également traité de la restauration de l'indépendance du Portugal et de la guerre contre les Hollandais dans le Nord-Est brésilien dans une série d'ouvrages spécialisés, dont nous retrouvons les principaux arguments dans *Um imenso Portugal*. Ses analyses de l'idéologie d'un empire luso-brésilien sont d'autant plus neuves qu'elles couvrent un arc temporel allant du XVI^e au début du XIX^e siècle.

Des structures matérielles puis de l'économie aux majorités silencieuses et groupes élitaires, des événements politiques et diplomatiques aux idéologies, ce livre parcourt une série de « paliers en profondeur », pour utiliser l'expression de George Gurvitch, allant « de la cave au grenier ». L'inspiration de Fernand Braudel ou l'exemple de Georges Duby sont pour l'auteur des modèles d'une histoire comprise comme une explication des dynamiques temporelles dans leur totalité. Cela est particulièrement net dans la dernière partie de ce recueil d'articles, quand l'auteur présente ses filiations intellectuelles et dénonce les diverses « idoles ». Il fait même plus. Il invite à abattre ces idoles qui vident l'histoire totale de sa dimension politique à travers la pratique d'une forme d'histoire économique et sociale plus braudélienne que celle du Braudel de la troisième partie de la *Méditerranée* ; tout comme ce sont les historiens qui, influencés par l'anthropologie, décontextualisent la culture dans un tableau jamais assez vaste pour expliquer les dynamiques de la mobilité sociale. De la même manière, E. Cabral de Mello dénonce également – à propos de Carlo Ginzburg –

ceux qui transforment le métier d'historien en un champ d'expérimentations avant-gardistes, et suggèrent que les modèles mis en circulation, du simple fait qu'ils sont déjà connus, devraient être abandonnés. Dans ce contexte, il est clair que sa conception d'une histoire totale ne peut être confondue avec une sorte de survivance de vieux modèles dont les effets continueraient de se faire sentir à la périphérie, quand il sont abandonnés au centre. Ceux qui le penseraient auraient tort, et le feraient au mépris de la riche historiographie brésilienne, ouverte aux influences les plus diverses et qui s'appuie sur une longue tradition de recherche. À son admiration affichée pour Braudel et Duby se mêle une sorte de vigilance critique à l'égard de l'historiographie brésilienne et à un travail d'évaluation de ceux qui se sont penchés sur l'histoire du Brésil, de Nabuco ou Capistrano de Abreu à Gilberto Freyre, Sérgio Buarque de Holanda ou Caio Prado; de Charles Boxer, Eduardo de Oliveira França, Luiz Felipe de Alencastro et Laura de Mello e Souza aux plus jeunes historiens brésiliens. Dans ce travail de réflexion sur l'histoire brésilienne, la critique des tendances historiographiques teintées de nationalisme est une constante. En somme, son orientation n'est pas un passéisme que nous pourrions évaluer avec la distance critique de l'observateur externe; c'est encore moins la manifestation d'une mode remise au goût du jour; ce n'est pas non plus, loin s'en faut, une acceptation passive d'une quelconque tradition historiographique nationale. L'auteur est conscient de sa responsabilité et réalise combien, à travers son exemple, il est susceptible d'influencer un milieu historiographique trop riche pour être imperméable, et trop ostracisé, car héritier de logiques coloniales, pour être tenté de durcir ses orientations les plus nationalistes.

E. Cabral de Mello continuera de servir de maître à penser des études du Brésil colonial et du XIX^e siècle. L'image sur laquelle s'ouvre son livre, celle d'un Machiavel qui ne fut capable de produire ses œuvres de réflexion politique les plus importantes que dans l'exil et dans le retrait de la vie publique, traduit bien l'esprit qui guide son travail. Cette image constitue d'ailleurs une forme d'inversion de l'explication maintes fois avancée par les histo-

riens portugais depuis le XVI^e siècle, lorsqu'ils se lamentaient de ce que les hauts faits d'armes lusitaniens n'étaient que très rarement relatés par les lettres portugaises. Éloigné de l'action publique, tout comme de la carrière des armes, mais détenteur d'une grande maîtrise de la langue portugaise et du métier d'historien, E. Cabral de Mello a encore beaucoup à nous apprendre sur son Brésil colonial, sans pour autant le célébrer.

DIOGO RAMADA CURTO

1 - SÉRGIO BUARQUE DE HOLANDA, *Racines du Brésil*, trad. par Marlyse Meyer, Paris, Gallimard-Arcades, [1936] 1998.

2 - *O nome e o sangue: Uma parábola genealógica no Pernambuco colonial*, São Paulo, Companhia das Letras, 1989; *A fronda dos mazombos: Nombres contra mascates, 1640-1715*, São Paulo, Companhia das Letras, 1995.

Kenneth Maxwell

Naked tropics. Essays on Empire and other rogues

New York-Londres, Routledge, 2003, 336 p.

Kenneth Maxwell est un des plus importants historiens anglais et nord-américains qui, après Charles Ralph Boxer, se soient intéressés à l'histoire du Brésil. Ses monographies initiales, publiées dans les années 1960 et au début des années 1970, sont devenues des classiques de l'historiographie brésilienne¹.

Ce livre, qui comprend seize essais, la plupart antérieurement publiés, confirme le goût de l'auteur pour cette période de transition qui va des « Lumières » et des réformes de l'administration coloniale introduites par le marquis de Pombal au transfert de la cour portugaise à Rio de Janeiro, et finalement à l'indépendance du Brésil. Cependant, à travers cette série de fragments, c'est bien plus que l'étude de la transition brésilienne de la colonie à la nation que l'auteur propose ici. Il s'agit, en vérité, d'une lecture d'ensemble de l'histoire brésilienne de 1500 à nos jours, accompagnée d'une réflexion sur des questions de méthode historique. K. Maxwell réussit en effet, avec une rare habileté, à inscrire, tout au long de son récit,

ses préoccupations théoriques et méthodologiques. Cependant, pour rendre compte de l'ouvrage, il convient de prendre la direction contraire. La fresque que l'auteur a composée constitue en effet un agenda de vigilance réflexive sur l'écriture de l'histoire d'une nation qui fut une colonie.

Quels sont les principaux éléments de cette geste du Brésil, selon K. Maxwell ? Si tout a commencé avec la grande vision géographique des Portugais des *xv^e* et *xvi^e* siècles – bien différente de celle qui a mené Christophe Colomb à penser, encore à la fin de sa vie, qu'il était arrivé en Orient –, le Brésil est resté pendant près d'un siècle et demi une série d'enclaves limitées à la frange côtière. Cette configuration, valide jusqu'en 1580 au moins, s'est modifiée au cours de la première moitié du *xvii^e* siècle avec l'expansion de l'économie du sucre. Mais à partir de 1690, la concurrence internationale pour la production de sucre était notoire. En compensation, la découverte de l'or a conduit à une occupation définitive de l'intérieur. Malgré les changements induits par l'exploitation du sucre et de l'or, ainsi que du tabac, auxquels plus tard s'ajoutent le coton et le café, il faut souligner la constante économique qu'est l'esclavage. La révolution industrielle, comme l'a suggéré Sidney Mintz² pour l'Angleterre et les États-Unis, a même donné une nouvelle vie à l'esclavage, avec la création de vastes marchés urbains pour les produits comme le sucre, le café, le coton, ainsi que le cacao. Et, comme le rappelle K. Maxwell, il n'y a pas que les commerçants de Rio de Janeiro à avoir continué la traite négrière : tout au long du *xix^e* siècle, il est possible d'identifier la constitution de grandes fortunes liées à ce même commerce, de la part de négociants de Baltimore ou New Haven, Londres ou Liverpool. De même, c'est la défense des intérêts des propriétaires d'esclaves qui a déterminé le sens des changements politiques au Brésil : de colonie en centre de l'empire luso-brésilien, les tentatives des révolutionnaires républicains ayant avorté car elles étaient une menace au maintien d'une société hiérarchique et esclavagiste ; et d'empire monarchique indépendant en République, celle-ci ayant coïncidé – non par hasard – avec l'abolition de l'esclavage en 1888 seulement.

Si la résistance au changement de la société coloniale est avant tout représentée par le conservatisme de ses élites économiques – les propriétaires d'esclaves –, il faut considérer également le rôle joué par les élites intellectuelles, les élites politiques et les forces internationales. Les idéaux réformateurs des Lumières, dans la version qu'ils ont assumée dans l'Europe du Sud catholique et dont ont été protagonistes Muratori, Genovesi et Verney, ont servi de cadre à la pensée des intellectuels portugais et brésiliens. Mais la référence est aussi le modèle constitutionnel de l'indépendance des États-Unis, et l'enseignement à caractère scientifique que représente le voyage en Angleterre en pleine mutation industrielle, ou vers la Suède de Linné. Toutes ces références contribuent à la formation d'une élite intellectuelle effrayée par les extrémismes déclenchés par la Révolution française, en particulier dans ses prolongements libérateurs et égalitaires de la révolte d'Haïti. Mais, selon K. Maxwell, l'identification de ces modèles et contre-modèles de pensée et d'action ne fonctionne pas comme un schéma qui, une fois construit, a été transmis ou inculqué dans l'esprit des intellectuels portugais et brésiliens. Au contraire, les idées de l'abbé Correia da Serra, l'ami de Thomas Jefferson, ou de José Bonifácio de Andrade e Silva, un des pères fondateurs de l'indépendance du Brésil, sont originales. C'est d'ailleurs cette même capacité inventive que manifestent les politiques de la réforme du système colonial, telles celles mises en œuvre par le marquis de Pombal et D. Rodrigo de Sousa Coutinho. Le premier, auquel K. Maxwell a consacré un autre livre, est une sorte de mercantiliste à la Colbert, mettant ces idées au service du développement des groupes économiques portugais, de façon à atténuer la dépendance du Portugal à l'égard de la Grande-Bretagne. Simultanément, Pombal a cherché à s'attacher l'alliance des élites brésiliennes, se démarquant ainsi du scénario de l'Amérique espagnole, caractérisée par une opposition des élites créoles aux réformes des Bourbons. Sousa Coutinho a lui aussi cherché à impliquer les élites brésiliennes, en particulier dans de grandes expéditions destinées à la connaissance scientifique du territoire, ayant aussi jeté les bases d'un

empire luso-brésilien. Le transfert de la cour à Rio de Janeiro, qu'il proposa antérieurement, est l'une des conséquences de cette idéologie politique impériale. À son tour, ce transfert est une conséquence directe de la protection contre les intérêts de l'Angleterre, et a dessiné tant au Portugal qu'au Brésil les contours d'une domination impériale plus formels qu'informels, au contraire de ce que l'on pourrait penser à première vue.

Il existe encore deux éléments à considérer au sein de ce récit. D'un côté, le centralisme politique et autoritaire, hérité des temps de formation de l'État colonial et du régime impérial; en effet, la longue dictature militaire brésilienne (1964-1985) a ranimé certains des traits de la violence héritée de l'époque coloniale. D'un autre côté, il faut donner la parole aux « déclassés » – pour utiliser l'expression de l'historienne brésilienne Laura de Mello e Souza. Leur sort, selon K. Maxwell, n'a pas seulement été à la merci de l'arbitraire des autorités ou des disparités brutales d'une hiérarchie sociale où, clairement, continuent à s'exprimer des formes de racisme. Dans un territoire aussi grand que le Brésil, avec de très longues frontières, les situations d'impunité et les modes d'appropriation privée du pouvoir de la part de familles démontre toujours qu'il s'agit de faire valoir la force des intérêts économiques. Comme autrefois les maîtres des plantations et seigneurs d'esclaves, les propriétaires engagés dans l'élevage et, par là même, intéressés à la destruction de la forêt amazonienne, continuent aujourd'hui d'imposer leur statut de puissants à des masses de déclassés. C'est même ce qui explique que plus d'un millier de militants ouvriers et de leaders paysans aient été assassinés au Brésil depuis la fin de la dictature.

La façon dont ce récit est raconté ne peut être comprise qu'à la lumière d'une série de questions de méthode. Avant tout, il importe de remarquer que, si l'effort de K. Maxwell a pour but de comprendre l'histoire du Brésil, l'auteur a constamment recours à la méthode comparative et aux façons transnationales de faire l'histoire. Ainsi, pour mettre le Brésil en perspective, il est nécessaire d'inscrire son histoire autant dans le cadre plus général de l'Atlantique-Sud que de le comparer avec

l'Amérique espagnole, où l'opposition des créoles se distingue de la collaboration des élites brésiennes intéressées au maintien de l'ordre social et politique. Il en va de même pour l'identification des formes de pensée éclairée qui avaient cours au sud de l'Europe et étaient appropriées au Brésil, en opposition en tout cas aux lectures des Lumières en France ou dans l'Europe protestante. À propos de l'attention aux aspects transnationaux, K. Maxwell critique vigoureusement ceux qui prétendent encore penser l'histoire du Portugal du XVIII^e siècle en oubliant le Brésil, tout comme les historiens brésiliens qui ne prennent pas en compte ce qui s'est passé en métropole pendant la période coloniale. Plus provocatrices, mais non moins fondées, sont les intentions répétées de se mettre en quête d'une « big picture », comparant le Brésil avec les États-Unis d'Amérique ou invitant à réfléchir simultanément sur les désordres politiques et sociaux en Amazonie, terre de frontière, et à Macau, minuscule territoire adossé à la Chine et que les Portugais abandonnèrent récemment.

Tout au long du livre, l'auteur défend à plusieurs reprises la nécessité d'une connaissance plus globale, où soient intégrés les divers processus économiques, sociaux, politiques, institutionnels avec les différents courants d'opinion. Parallèlement, aucune analyse de tels processus, avec ses récurrences et répétitions structurelles, ne pourra faire oublier l'importance historique des individus et des groupes, des élites aux déclassés, et de leurs prises de décision. À cet égard, particulièrement juste apparaît la critique par K. Maxwell du paradigme fondé sur les théories du développement des nations qui ont été des colonies, lequel, en son eurocentrisme d'orientation autant marxiste que libéral, a fini par condamner au silence ou à marginaliser les élites et ces déclassés brésiliens.

Dans ce livre, qui se confond en partie avec l'histoire personnelle de l'auteur et avec sa passion pour le Brésil, une des nombreuses « vignettes » illustre bien la nécessité de comprendre son histoire en gardant présent à l'esprit cet ensemble de facteurs. Il s'agit de l'impact qu'ont eu au Brésil, dans la décennie 1780, les idéaux républicains représentés par

le modèle constitutionnel nord-américain. Toutefois, divers facteurs ont conduit à ce que les idées républicaines échouent à renverser le système politique. Les intérêts des maîtres des esclaves, la nécessité de maintenir un ordre social fondé sur l'esclavage, la connivence des autorités et de l'État colonial effrayés par les méfaits de la Révolution française, et le caractère circonscrit régionalement de toutes ces tentatives républicaines expliquent cette faillite des révoltes républicaines. Cependant, à cette série de causes, il faut ajouter le fait que Thomas Jefferson – un des pères de la République américaine – avait lui-même opté pour la défense des intérêts commerciaux de son pays nouvellement créé, renonçant à abandonner la diffusion au Brésil des idéaux républicains au nom du maintien des relations avec le Portugal. C'est que ce dernier, traditionnellement déficitaire, importait du blé en provenance des États-Unis.

DIOGO RAMADA CURTO

1 - *Conflicts and conspiracies: Brazil and Portugal, 1750-1808*, Cambridge, Cambridge University Press, 1973.

2 - SIDNEY MINTZ, *Sweetness and power: The place of sugar in Modern history*, New York, Penguin Books, 1985.

Maria Regina Celestino de Almeida

Metamorfoses indígenas. Identidade e cultura nas aldeias coloniais do Rio de Janeiro

Rio de Janeiro, Prêmio Arquivo Nacional de Pesquisa, 2003, 301 p.

L'ouvrage de Maria Regina Celestino de Almeida retrace l'histoire des Indiens des *aldeias* coloniales dans la région de Rio de Janeiro sur le temps long, du XVI^e au milieu du XIX^e siècle. Les *aldeias* coloniales sont des villages créés par la couronne portugaise, où sont regroupés les Indiens libres de la colonie. Ceux-ci, de diverses origines ethniques, ont le statut d'alliés des Portugais et, à ce titre, se voient octroyer des terres. Hommes libres, même s'ils doivent un service en travail obligatoire (mais rémunéré) à la Couronne ou aux colons, et, ainsi regroupés, ils sont administrés conjointement par une autorité coloniale – notamment des

missionnaires (le plus souvent jésuites) – et par des chefs indigènes.

Dans l'historiographie traditionnelle, ces *aldeias* ont été présentées comme des espaces artificiels, des « mouirois » pour Indiens déracinés, dont le rôle paraissait minime dans l'histoire coloniale. L'auteur modifie en profondeur cette vision et en donne une tout autre lecture : les *aldeias* ont été pour les Indiens de la colonie des lieux d'apprentissage de pratiques culturelles et politiques qui leur ont permis de négocier et de collaborer avec la société coloniale. Les *aldeias* n'ont pas existé seulement en fonction des intérêts des colonisateurs mais aussi de ceux des Indiens, qui se sont d'ailleurs battus pour l'existence de leurs « villages » lorsqu'ils étaient menacés, notamment à partir de la période pombalienne au cours de laquelle s'est développée une politique assimilationniste à l'égard des populations indigènes.

L'ouvrage de M. R. Celestino de Almeida invite donc à une relecture du passé colonial du Brésil et témoigne de ce courant très dynamique de l'historiographie brésilienne portant sur l'histoire indigène, à la croisée de l'histoire et de l'anthropologie. Dans la lignée du travail de John Manuel Monteiro sur les Indiens esclaves de São Paulo¹, l'auteur explore l'histoire des Indiens libres de la région de Rio de Janeiro, développant ainsi un autre exemple régional fondamental.

Le titre de l'ouvrage, à la consonance très anthropologique, indique clairement le point de vue adopté : il s'agit d'une recherche sur l'expérience des populations indigènes. Les *aldeias* ont été le lieu d'une ethnogenèse où s'est forgé un processus de reconstruction d'identité et de culture indigènes au sein de l'espace colonial. L'ouvrage met en œuvre des sources nombreuses et de provenances variées ; notamment les archives de l'Arquivo histórico ultramarino de Lisbonne, émanation du Conseil fondé en 1642, celles de l'État de Rio de Janeiro et celles des jésuites à Rome, non entièrement exploitées d'ailleurs.

La première partie de l'ouvrage, « Les *aldeias* en construction », traite tout d'abord de leurs origines, liées à l'histoire très particulière de la difficile conquête sur les Français puis surtout sur les Tamoios, et de la fondation de la ville de Rio de Janeiro (1550-1567). Cinq

aldeias sont successivement créées sur le territoire de la capitainerie et rassemblent les Indiens alliés des Portugais. Ces villages ne seront jamais très peuplés (3 000 habitants par village au maximum à la fin du XVI^e siècle) et seront toujours maintenus au même niveau démographique par l'apport de nouveaux groupes indiens alliés amenés de l'intérieur des terres. Tout au long de la période coloniale, le rôle des *aldeias* est capital, à la fois pour la protection du territoire contre les Indiens ennemis et les envahisseurs étrangers, et pour leur apport en main-d'œuvre, tant au bénéfice des colons que de la Couronne. Du point de vue des Indiens, l'alliance avec les Portugais peut représenter la stratégie la moins désavantageuse dans un contexte de destructions et de difficultés né du contact avec les Blancs. Ainsi, toutes les composantes de la société coloniale : les colons, la Couronne et les Indiens eux-mêmes trouvent dans l'*aldeia* un certain nombre d'intérêts. Cette première conclusion permet d'aborder ces lieux comme de possibles espaces de récréation d'identités indigènes.

La seconde partie du livre, « La vie dans les *aldeias* », décrit le long et complexe processus de socialisation des peuples indigènes par lesquels les indiens *aldeados* deviennent sujets chrétiens de l'Empire portugais. L'auteur aborde dans un premier temps l'organisation et le fonctionnement des *aldeias* en partant du point de vue des Indiens eux-mêmes, et fait aussi émerger la figure très intéressante de leurs chefs. Il y eut de la part des autorités portugaises une politique de valorisation de ces figures d'autorité, accompagnée d'une volonté de création d'une noblesse héréditaire se traduisant par la concession de faveurs, de titres nobiliaires, de patentes militaires et de patronymes portugais prestigieux. Le cas de la famille du chef Arariboia, premier allié des Portugais lors de la conquête de Rio, est examiné dans la longue durée. L'étude souligne l'importance de ces hommes qui se savent être des intermédiaires nécessaires entre les deux mondes et revendiquent à ce titre un certain nombre de privilèges.

Les deux chapitres suivants analysent les fondements économiques des *aldeias* : le travail et la terre. L'importance du travail des Indiens

libres des *aldeias* au bénéfice de la Couronne et des colons permet à l'auteur d'avancer que Rio de Janeiro n'est pas un marché de forte consommation d'esclaves en provenance d'Afrique. L'important trafic négrier du XVII^e siècle auquel se livre la ville de Rio de Janeiro converge vers les régions espagnoles du Río de la Plata. Sur place, on utilise de manière préférentielle la main-d'œuvre indigène, « plus commode, rapide et moins coûteuse ». Rio de Janeiro serait, au même titre que São Paulo et le Parà, une région périphérique, consommatrice d'Indiens à la différence des régions centrales du Brésil telles Bahia ou le Pernambouc, où la présence d'une forte accumulation de capitaux permettait l'achat d'esclaves africains. Par ailleurs, la documentation sur les conflits du travail (durée, salaire, conditions) démontrerait que les *aldeias* n'ont pas seulement existé pour satisfaire les intérêts de la Couronne et des colons, mais que les Indiens ont également cherché à faire entendre leur voix.

Les terres données par les autorités aux Indiens des *aldeias* sont également d'une très grande importance. Du XVI^e au XIX^e siècle, l'auteur montre les fréquentes invasions de ces terres par les colons, la défense par les Indiens de leur propriété et les préoccupations des autorités pour les garantir. Elle analyse le processus de territorialisation, c'est-à-dire l'implantation de communautés ethniques d'origines diverses sur un même territoire. La possession de la terre, dans une société inégalitaire et esclavagiste, représente, selon l'auteur, un vrai avantage qui fait des Indiens des *aldeias* de relatifs « privilégiés » face aux esclaves et même aux colons pauvres.

Le dernier chapitre porte sur le processus d'ethnogenèse. Comment la catégorie coloniale « Indiens des *Aldeias* » devient-elle une réalité ainsi qu'une identité revendiquée par les Indiens ? À travers l'étude de demandes de grâce et de pensions faites par les chefs indigènes, M. R. Celestino de Almeida montre comment les Indiens des *Aldeias* se présentent, tout au long de cette période, à la fois comme des descendants des alliés des Portugais, donc des vassaux libres du roi du Portugal, et comme des pauvres, à ce titre redevables de la faveur royale. L'Indien de l'*aldeia* a donc fait sienne l'identité qui lui a été donnée par

le colonisateur et a su l'utiliser pour en retirer des avantages. L'étude des actions politiques collectives menées par les membres des *aldeias* permet également de saisir la conscience historique que ces communautés ont d'elles-mêmes, leur sentiment subjectif d'appartenance commune et celui de leur inscription dans le territoire. Les Indiens des *aldeias* ont en ce sens constitué de véritables communautés ethniques au sens de Fredrik Barth. L'*aldeia* a représenté pour ces groupes une possibilité d'être Indien pendant la période coloniale et leur a permis de recréer des valeurs, des traditions, des cultures, des histoires et des identités. On voit précisément ici comment l'histoire peut contribuer aux débats actuels sur la dimension indigène de certaines communautés rurales au Brésil².

Tels sont donc les multiples apports de cet ouvrage extrêmement stimulant pour l'histoire du Brésil colonial. Il permet également de jeter de nombreux ponts avec celle des Indiens de l'empire espagnol, les deux historiographies s'étant trop longtemps mutuellement ignorées. Il montre que des phénomènes comparables à ceux du monde hispanique ont donc existé au Brésil : la présence de communautés d'Indiens libres avec la constitution d'une noblesse indigène, des formes de travaux forcés distinctes de l'esclavage. La différence d'échelle avec le monde hispanique est cependant patente, et il faut ici souligner la faiblesse démographique de ces cinq *aldeias* coloniales de Rio de Janeiro (tableau p. 94) : de quelques milliers d'habitants à la fin du XVI^e siècle à quelques centaines au XVII^e siècle. Seule São Pedro de Cabo Frio, la plus intéressante d'un point de vue stratégique et la plus éloignée du centre colonial, se maintient à plus de mille habitants au XVIII^e siècle. Sans mettre en doute les conclusions de l'auteur qui voit dans les *aldeias* des espaces de « résistance adaptative », ces quelques chiffres disent assez, dans leur dure et sèche éloquence, la difficulté de survie de ces Indiens dans la colonie portugaise. Une seconde remarque concerne le relatif silence de l'auteur sur les habitants non indiens des *aldeias*, à savoir les missionnaires. Certes, ceux-ci sont évoqués dans l'ouvrage, mais comme simples informateurs, et leur point de vue ne fait pas l'objet d'une étude approfondie.

Ils ont pourtant beaucoup écrit sur les *aldeias*, qu'ils perçoivent à la fois comme des espaces de conversion des Indiens, des lieux de perdite pour l'esprit missionnaire mais aussi comme des lieux d'un contact étroit, d'une expérience de vie commune avec les Indiens. Cette version missionnaire de l'histoire des *aldeias* aurait mérité d'être analysée à la lumière de la version indigène, si bien restituée par cette étude.

CHARLOTTE DE CASTELNAU-L'ESTOILE

1 - *Negros da terra. Índios e bandeirantes nas origens de São Paulo*, São Paulo, Companhia das Letras, 1994.

2 - JOÃO PACHECO DE OLIVEIRA, « Sur l'expertise anthropologique. Territoires et identités indigènes au Brésil », *Revue de synthèse Anthropologies, États et populations*, 121, 3-4, 2000, pp. 436-441.

Cristina Pompa

Religião como tradução. Missionários, Tupi e Tapuia no Brasil colonial
São Paulo, Edusc, 2003, 443 p.

Dans ce livre passionnant et très original, Cristina Pompa propose une double lecture de la relation entre Indiens et missionnaires dans le Brésil colonial. Utilisant le concept de traduction, l'auteur analyse l'appropriation de la religion chrétienne par les Indiens et la tentative de compréhension de l'univers symbolique indigène par les missionnaires. Loin d'être considérée comme une « conquête spirituelle » ou relevant de phénomènes d'acculturation, l'évangélisation des Indiens est appréhendée comme un processus de traduction réciproque d'univers symboliques profondément différents. La rencontre entre missionnaires et Indiens devient une expérience religieuse complexe, polysémique, où interviennent différents types de négociations et de réinterprétations. La religion serait même le langage privilégié de l'adaptation des indigènes à cet ordre colonial qui s'impose par la force.

Ce livre, dans le droit fil du courant historiographique brésilien de l'*história indígena*, dont le projet, parfaitement mené à bien ici, est de faire surgir une histoire du « point de vue » des Indiens, à la croisée de la discipline historique

et de l'anthropologie (l'ouvrage est d'ailleurs admirablement préfacé par John Manuel Monteiro). L'auteur utilise avec la même aisance les ressources que lui offrent l'histoire coloniale du Brésil, l'anthropologie historique religieuse (notamment italienne) et l'ethnologie amérindienne.

Deux siècles de contacts religieux entre Indiens et Occidentaux sont examinés. De 1550 à 1620, tout d'abord, les missionnaires jésuites sont en relation avec les Tupi – ethnonyme désignant les populations Tupinamba –, essentiellement présents sur le littoral, puis tout au long du XVII^e siècle, à la suite des Hollandais, les missionnaires catholiques, jésuites mais aussi capucins, s'installent auprès des Tapuia – un terme signifiant ennemi en langue tupi –, catégorie coloniale qui désigne les populations du *sertão*, c'est-à-dire de l'intérieur des terres. Brassant une documentation considérable en portugais, néerlandais, français et latin, souvent difficile d'accès et parfois même inédite, C. Pompa – et ce n'est pas là le moindre de ses mérites – transcrit ou traduit de très nombreuses et très longues citations. Il s'agit là d'un choix méthodologique fort, la polyphonie de la narration permettant de rendre compte de la dynamique du processus décrit. À première vue, les deux parties du livre, l'une consacrée aux Tupi et l'autre aux Tapuia, sont construites de manière très dissemblable et leur articulation n'est pas évidente. Ceci tient au fait que les circonstances de la rencontre des missionnaires européens et des Tupi, d'une part, et des Tapuia, d'autre part, s'inscrivent dans des contextes très différents et, surtout, que les récits rapportant ces évangélisations n'ont pas eu la même postérité.

Dans le cas des Tupi, pour lesquels la documentation est relativement bien connue, surtout au Brésil, et a fait l'objet d'importantes relectures, notamment de la part des anthropologues, C. Pompa s'attache tout d'abord à déconstruire les différentes interprétations auxquelles la religion des Indiens a donné lieu depuis le XVI^e siècle, pour analyser ensuite les sources en les considérant non comme un reflet de leur religion originelle mais comme le fruit d'une rencontre où chacun tente de s'approprié l'autre. L'auteur montre comment les Occidentaux du XVI^e siècle, déconcertés par

les formes religieuses des Tupi, ont commencé par parler d'absence du religieux avant de réinterpréter l'altérité indigène à travers un travail sur leurs propres catégories de prophétie, sorcellerie et démonologie. Le « prophétisme tupi-guarani » et la « Terre sans mal » des anthropologues du XX^e siècle (Alfred Métraux, puis Hélène Clastres principalement) sont ainsi des constructions de sens qui ont négligé la dimension historique du contact colonial, de l'interaction entre deux univers mythiques, chrétiens et indigènes.

Dans le cas des Tapuia, au XVII^e siècle, le projet est le même, bien qu'il ne s'agisse plus ici de déconstruire un objet faussement familier (la religion tupi-guarani) mais, plutôt, de donner corps à un objet pratiquement inconnu : « La religion tapuia », le titre de son dernier chapitre. L'auteur reconstitue tout d'abord l'histoire de l'occupation du *sertão* nordestin par les Européens, un détour qui peut paraître fastidieux aux lecteurs non familiers de l'histoire du Brésil, et un peu éloigné du propos central du livre, mais cependant absolument nécessaire. Le contexte de la rivalité entre Hollandais et Portugais, entre missionnaires chargés de la « protection » des Indiens et les grands propriétaires fonciers et éleveurs de bétail, est ainsi retracé, comme celui de « la guerre des Barbares », ce conflit d'extermination qui opposa, durant toute la seconde moitié du XVII^e siècle, les colons et le gouvernement colonial aux indigènes du *sertão* semi-aride. Ce contexte éclaire la littérature hollandaise, française et portugaise, qui décrit les Indiens. Nudité, cruauté, nomadisme, superstitions, langue barbare, tels sont les traits du Tapuia, identifié à l'espace inoccupé du *sertão* et paradigme de la sauvagerie. Au-delà de la mise en évidence de cette construction culturelle coloniale, les textes permettent une étude ethnographique (aspects physiques, codes alimentaires, rituels – liés à la puberté, au mariage, à la mort –, mouvements migratoires), qui montre qu'à la différence des Tupi caractérisés par une grande homogénéité culturelle et linguistique, la diversité des populations de l'intérieur – dont l'origine linguistique reste indéterminée – était grande si l'on tient compte des langues et des coutumes.

À propos de l'évangélisation des Tupi, l'auteur insiste sur le rôle du prophétisme-

chamanisme, point de jonction entre stratégies missionnaires et réponses indigènes au contact colonial. L'histoire de Francisco Pinto (chapitre 4), jésuite et sorcier (*caraiiba*), missionnaire et maître de pluie, vénéré par certains Tupi qu'il entraîna dans une migration vers le Maragnan et finalement tué par des Tapuia au début du XVII^e siècle, en est un bon exemple. Dans le chapitre 5, « Mythe, rite et histoire », les différentes migrations « religieuses » indiennes du XVI^e siècle sont relues comme des tentatives indigènes d'écrire l'histoire de l'évangélisation. C'est à travers le mythe que les Indiens s'ouvrent à l'altérité et donnent une réponse au cataclysme provoqué par l'irruption brutale des Blancs. Ainsi les Tupi ont-ils opéré une « révision critique de leur patrimoine symbolique, remodelant voire détruisant leur univers cosmologique, dans la recherche permanente du sens de la réalité ». Pour ce qui est des Tapuia, C. Pompa montre que le dialogue entre Indiens et missionnaires porte moins sur la question des croyances que sur celle des pratiques rituelles. La cosmologie tapuia adopte en effet rapidement des éléments d'origine chrétienne tandis que les rituels indigènes résistent davantage. La grande fête de Varakidzan, célébrée au début de la saison sèche par plusieurs jours de chants et de danses, et qui est liée à une relance cyclique du temps, devient ainsi l'objet d'âpres négociations, et même d'une « véritable guerre missionnaire ». Pendant plusieurs décennies, les Indiens refusent son interdiction et les missionnaires parviennent finalement à contourner leur résistance en « s'accommodant aux erreurs », selon les termes d'un père jésuite, et en détournant les rites traditionnels, remplaçant l'aspersion de cendres par de l'eau bénite et obligeant les danseurs à se vêtir. Les capucins français, Bernard de Nantes notamment (auteur d'un catéchisme en langue kariri), pratiquent également ces traductions entre les deux univers. À leur tour, les Indiens adoptent le cérémonial chrétien et font leurs rituels et les sacrements comme le baptême et la confession, qui deviennent des pratiques à partir desquelles ils incorporent le changement. Dans ce contexte, où la conversion apparaît avant tout comme une tentative pour échapper aux guerres et à l'esclavage, le baptême acquiert

une valeur thérapeutique. Parce qu'elle s'insère dans des pratiques indigènes traditionnelles, la confession, essentielle pour ces missionnaires de la Contre-Réforme, acquiert une grande importance aux yeux des Indiens. La religion du *sertão*, fruit d'un tel dialogue, sur fond de guerre et d'esclavage, entre les missionnaires et les Indiens, développe alors une culture pénitentielle intense dont on retrouve les manifestations spectaculaires à des époques postérieures. Cette culture religieuse si spécifique est donc directement issue de ce double travail de traduction auquel se sont livrés Indiens et missionnaires, et la religion est bien ici un langage de médiation reliant et rendant familières les altérités culturelles.

Ce travail, riche et novateur, donnera lieu, sans aucun doute, à de multiples discussions et prolongements. En raison de l'ampleur et de l'ambition de son projet, C. Pompa passe rapidement sur certains points. Dans la partie sur les Tupi, elle privilégie les expéditions missionnaires mais traite peu des villages (*aldeias*) qu'ils ont établis. Or, il serait intéressant de repenser le rôle joué par la religion, en tant que langage de médiation, dans la constitution de ces sociétés indiennes hiérarchisées et leur adaptation au monde colonial (c'est d'ailleurs ce que l'auteur esquisse dans la seconde partie sur les *aldeias* tapuia). De même, son approche des pères missionnaires – protagonistes du processus d'évangélisation au même titre que les Tapuia et les Tupi – aurait parfois mérité d'être plus approfondie : les débats internes aux ordres sur la sédentarisation des missionnaires parmi les Indiens ou sur le déplacement des indigènes vers le littoral, les tensions que provoquent dans la province la question des stratégies à adopter pour l'évangélisation, les notions comme celle de martyr sont évoqués trop rapidement ou décontextualisés. De même que l'univers quotidien et mythique des Indiens se modifie dans ce monde colonial, on peut penser que les catégories religieuses des Européens ont pu se transformer. Le projet missionnaire est lui aussi un processus en construction, qui évolue, hésite et se divise. L'histoire de ces divisions n'intéresse pas seulement la culture occidentale, mais appartient pleinement à l'histoire du contact. Dans cette histoire missionnaire inter-

active à laquelle le livre de C. Pompa est une contribution majeure, il y a bien une double dynamique, à la fois occidentale et indigène, dont il faut chercher à restituer la complexité et la richesse.

CHARLOTTE DE CASTELNAU-L'ESTOILE

Andréa Daher

Les singularités de la France équinoxiale.

Histoire de la mission des pères capucins au Brésil (1612-1615)

Paris, Honoré Champion, 2002, 346 p.

Le titre de l'ouvrage d'Andréa Daher reprend en partie celui que le franciscain André Thevet donna au sien en 1557, « Les singularités de la France antarctique », et le combine avec le nom attribué par les Français à la région du nord-est du Brésil qu'ils ont essayé d'occuper au début du XVII^e siècle. L'identification de son ouvrage à ceux des auteurs contemporains des événements que A. Daher analyse est symptomatique de son usage de la documentation, puisque plusieurs notions propres aux textes considérés – la « cordialité » des rapports franco-tupis, par exemple, par opposition à la « lusophobie indigène » – lui servent à affirmer, en accord avec leurs auteurs, les singularités de la deuxième tentative française d'occupation et de colonisation de l'Amérique portugaise. Ces singularités une fois posées, A. Daher fait se télescoper ces notions avec l'histoire culturelle telle qu'elle est pratiquée en France aujourd'hui. L'intérêt polémique de son ouvrage réside dans cette attention portée au croisement des pratiques textuelles des pères capucins et des appropriations politiques auxquelles lesdites notions ont donné lieu à la faveur de la circulation de ces textes.

Quelles sont donc les singularités de cette France équinoxiale ? L'auteur prétend identifier « les spécificités de l'œuvre missionnaire française au Brésil dans ses stratégies et procédés visant la christianisation et l'occidentalisation des Sauvages, ainsi que les perméabilités entre la culture évangélistrice et celle des évangélisés » (p. 29), perméabilités « issues de l'application de certaines "stratégies" de colonisation » par les missionnaires capucins

(p. 112). La minutie avec laquelle l'entreprise coloniale est décrite est certaine. On notera cependant la méconnaissance des éditions des sources portugaises et l'on regrettera l'utilisation de celle du livre du capucin Yves d'Évreux, établie par Hélène Clastres (la principale source pour son étude, pourtant, avec l'ouvrage de son collègue Claude d'Abbeville), qui est amputée de nombreux passages portant sur la politique pastorale capucine, et les emprunts au travail de traduction de la doctrine chrétienne de la langue tupi fait par les jésuites portugais.

Le concept central à partir duquel est construite la première partie de ce travail est celui d'« impératif théologique de la colonisation », forgé par Frank Lestringant¹ pour expliquer comment, au début du XVII^e siècle, « la religion non seulement est réconciliée avec la politique et l'histoire, mais leur dicte en outre ses conditions, leur fixe d'entrée de jeu un champ d'application et un cadre d'exercice » (p. 41). Le « corpus capucin » sur le Brésil permettrait ainsi d'envisager l'entreprise coloniale française sous cet angle. Mais A. Daher se soumet souvent, elle aussi, à ce même impératif, en raison justement, nous semble-t-il, de son approche de la documentation. Prise au piège de la rhétorique capucine, qui valorise l'œuvre missionnaire plutôt que les négociations politiques (lesquelles ont finalement fait avorter la mission et entraîné la destruction de l'ouvrage d'Yves d'Évreux), elle se livre, dans la deuxième partie, à la description de la « pastorale de la séduction » – l'autre concept central de son étude, repris cette fois de Bernard Dompnier². L'idée de la « francisation » des Indiens, donnés en spectacle dans la métropole, fait l'objet de la troisième et dernière partie. Toujours dans la deuxième partie de son ouvrage, A. Daher reprend une hypothèse avancée par Ferdinand Denis en 1864, au moment du plein essor du colonialisme français³, pour affirmer « l'indéniable cordialité des rapports franco-tupis » (p. 26), et accréditer l'idée que les missionnaires capucins « ont eu une vision de l'altérité rare chez leurs contemporains » (p. 145), par opposition aux militaires et aux jésuites portugais⁴.

L'auteur hésite dans son texte entre le caractère « strictement national » (p. 97) ou

« supranational » (p. 98) de la mission capucine. En fait, les capucins cherchaient à adosser l'entreprise missionnaire sur l'entreprise coloniale française afin de combattre la progression des missions jésuites au sein des vastes espaces dominés par la Monarchie catholique ibérique. Là résiderait l'« impératif théologique de la colonisation » française, où la « pastorale de la séduction » et la « pédagogie de la douceur » s'opposeraient à des méthodes jésuites fondées sur la réduction par la force (la peur servile entraînant la peur filiale, selon le modèle thomiste). Voilà le point central de l'ouvrage. Cependant, les concepts empruntés à F. Lestringant et B. Dompnier n'incitent pas l'auteur à critiquer la documentation et à en faire ressortir la logique proprement idéologique, puisqu'elle y recourt plutôt afin de reproduire et valider son argumentaire. Dans la préface de l'ouvrage, Roger Chartier rappelle, par exemple, le paradigme lascasien adopté par les capucins français, selon lequel ces derniers « lient la légitimité de la colonisation à la reconnaissance volontaire, raisonnée, de la souveraineté du roi de France » par les Indiens (p. 21). Autrement dit, le transfert d'autorité suppose la délibération et le libre consentement, ou, selon la formulation de Las Casas, « aucune soumission, aucune servitude, aucune charge ne peuvent être imposées au peuple sans que le peuple, qui portera ces charges, donne son libre consentement à une telle imposition » (*De Regia Potestate*, q. 2, § IV, 1). Y. d'Évreux et C. d'Abbeville font ainsi état de la part des Indiens de plusieurs longues discussions, donnant lieu à des manifestations solennelles, sur l'acceptation de la souveraineté du roi de France. « On leur fit entendre – écrit d'Abbeville (chap. XXVII) – que ce n'était pas encore assez [que de dresser une croix], mais qu'il fallait planter par le même moyen les armes de la France, au milieu de leur terre, auprès de ladite croix ». A. Daher affirme néanmoins que la prise de possession du territoire découle de la seule plantation de la croix (pp. 105-107 et 202). Or l'argument de circonstance développé par le dominicain pour essayer d'obtenir l'abolition de la perpétuité des *encomiendas* concédées au Pérou et en Nouvelle-Espagne sera repris par les jésuites comme la seule voie possible du salut des Indiens, c'est-

à-dire la nécessité de les assujettir politiquement avec leur consentement, avant de pouvoir parfaire leur conversion. Quoique les capucins français aient adopté le même principe et envisagé la même méthode – ce qui est explicite dans de nombreux passages des livres de C. d'Abbeville et Y. d'Évreux, à propos de leurs contacts avec les différentes tribus –, les deux éphémères tentatives françaises d'occupation et de colonisation de l'Amérique portugaise (la France antarctique et la France équinoxiale) n'ont jamais atteint ce stade. Ainsi, A. Daher néglige le volet – « programme d'action » (p. 78) – politique de la deuxième entreprise coloniale française, partagé par les deux missionnaires; faute de critiquer la documentation, elle n'en voit qu'une des facettes, la plus clairement manifeste, soit l'auto-célébration (la « campagne publicitaire ») (p. 80 et *passim*) de l'œuvre des missionnaires capucins.

CARLOS ZERON

1 - FRANK LESTRINGANT, « La littérature géographique sous le règne de Henri IV », in *Les lettres au temps d'Henri IV. Avènement d'Henri IV. Quatrième Centenaire. Colloque. IV.* (Agen-Nérac, 1990), Pau, J. & D. éditions, 1991, pp. 281-308.

2 - BERNARD DOMPNIER, « Pastorale de la peur et pastorale de la séduction : la méthode de conversion des missionnaires capucins », in *La conversion au XVII^e siècle. Actes du XII^e Colloque de Marseille (janvier 1982)*, CMR XVII, 1983, pp. 257-273.

3 - Pour la critique à la fois idéologique et historique de cette position, voir GIULIANO GLIOZZI, « Il "mito del buon selvaggio" nella storiografia tra Ottocento e Novecento », in *Differenze e uguaglianza nella cultura europea moderna*, Naples, Vivarium, 1993, pp. 25-81.

4 - La critique définitive de cette thèse a été faite par DOMINIQUE DESLANDRES, *Croire et faire croire. Les missions françaises au XVII^e siècle*, Paris, Fayard, 2003, p. 95.

Vicente Salles

O negro no Pará sob o regime da escravidão
Belém, Instituto de Artes do Pará,
« Programa Raízes », 2005, 372 p.

Ce livre constitue le bilan le plus récent sur l'esclavage en Amazonie : documents d'ar-

chives, statistiques, sources écrites et dépouillement des journaux du XIX^e siècle livrent une documentation inédite sur cette région. L'esclavage dans le Maranhão et le Grão Pará fut d'abord celui des Indiens, difficilement protégés par les jésuites et pourchassés par des marchands jusqu'aux confins de l'Amérique espagnole, dans ce qui est aujourd'hui la Colombie. Le faible coût de cette main-d'œuvre indigène explique la lente introduction des Noirs à Belém et dans les régions adjacentes. Ce n'est qu'en 1751 que les Indiens furent déclarés affranchis de la servitude, sous le gouvernement de Mendonça Furtado. L'introduction des Noirs s'accroît à partir de la fin du XVII^e siècle, selon plusieurs modalités : les contrats (*asientos*) avec un négociant, les livraisons de la Companhia Geral de Comercio do Grão Pará, les initiatives particulières, la contrebande et le commerce avec Bahia. Seules ces deux dernières voies furent efficaces. Il est cependant difficile d'estimer le nombre de Noirs, car les recensements de l'époque font état d'une population servile métissée d'Indiens et de Noirs. Les esclaves métis étaient en effet nombreux, et, selon des chiffres de 1822, il y en avait 5 719 à Belém auxquels s'ajoutent 1 109 *libertos* (affranchis) Noirs et Indiens, contre 5 643 Blancs.

L'auteur traite de la structure sociale de Belém, des préjugés, des différentes formes de travail servile et des loisirs. Il ressort de ces pages que la condition des *libertos*, qui constituaient une sorte de sous-prolétariat à la périphérie de la ville, vivant dans des zones insalubres et inondables, était extrêmement pénible. Un document reproduit par l'auteur décrit le cas de la mulâtresse Joana Batista, femme libre, qui, en 1789, se vend comme esclave pour échapper à l'extrême pauvreté. Un chapitre traite des *mocambos*, ces villages peuplés d'esclaves fugitifs, très nombreux dans tout le bassin de l'Amazone, y compris dans le Tocantins. Beaucoup se trouvaient dans la forêt à proximité de Belém ; leurs habitants vivaient de rapine et dévalisaient les voyageurs qui remontaient ou descendaient le fleuve. Ces villages étaient en contact les uns avec les autres et avaient aussi des rapports avec des tribus indiennes, qui protégeaient les fugitifs.

L'essentiel à nos yeux de cet ouvrage très complet réside dans l'analyse des rapports entre Belém et Cayenne, et la circulation des hommes de part et d'autre de la frontière, au cours du XIX^e siècle. Les deux abolitions de l'esclavage dans les possessions françaises eurent pour effet de nourrir une propagande en faveur de l'abolition au Brésil, car des Noirs s'enfuirent à Cayenne parce qu'ils étaient protégés par des révolutionnaires, tandis que les Blancs royalistes, pour des raisons inverses, devaient quitter la Guyane. L'auteur retrace aussi le combat de quelques religieux en faveur de l'abolition de l'esclavage, dont Luis Zagalo. Surtout, après 1848, les marrons trouvaient refuge en Guyane française. En 1885, la petite république de Cunani, qui avait été à l'origine un *mocambo* d'esclaves, fut proclamée. Elle s'étendait de l'Oyapok à l'Araguari, et eut pour président éphémère le romancier Jules Gros. Le livre s'achève par une description de la guerre populaire du Cabanagem, entre 1820 et 1836, contre l'administration impériale, guerre qui dévasta la région et fut responsable de son dépeuplement. Elle faucha plus de 30 000 personnes. Dès les premiers soulèvements, les Noirs prirent une part active dans le mouvement, cherchant à faire proclamer la fin de l'esclavage. Mais le Cabanagem réunissait surtout des partisans de réformes, et la question de l'abolition fut laissée en suspens jusqu'en 1888.

L'ouvrage de Vicente Salles intéresse autant les spécialistes de l'Amazonie, qui ont tendance à sous-estimer les métissages des natifs avec des Africains, que ceux du système colonial français. Il apporte également une documentation solide sur l'esclavage des Indiens et sur la circulation des marchands et des fugitifs à travers un immense territoire voué à l'exploitation forestière et surtout à la production de caoutchouc à partir du XIX^e siècle. En fait, le livre s'achève avec l'abolition légale de l'esclavage, qui fait place à une autre forme d'asservissement, celle des *seringueiros*, qui dura jusqu'à la Première Guerre mondiale. Les illustrations, extraites de journaux et de revues du XIX^e siècle, fournissent une documentation intéressante et peu exploitée sur les « types sociaux » de l'époque et les

stéréotypes qui leur étaient appliqués. L'ouvrage comporte également des données intéressantes sur le folklore amazonien et les apports africains.

CARMEN BERNAND

Rafael de Bivar Marquese

Feitores do corpo, missionários da mente. Senhores, letrados e o controle dos escravos nas Americas, 1660-1860
São Paulo, Companhia das Letras,
2004, 479 p.

Les conceptions ayant trait à l'administration des esclaves des plantations aux Amériques, élaborées entre le XVII^e et le XIX^e siècle, constituent le thème de ce livre. L'auteur y développe une analyse comparée des différents manuels et essais juridiques, moraux et économiques publiés en Europe et dans les Amériques sur la bonne gestion de la main-d'œuvre servile. Ces ouvrages s'inscrivent dans des contextes politiques divers – le Brésil depuis la seconde moitié du XVII^e siècle jusqu'en 1860, les Antilles françaises et anglaises de la seconde moitié du XVII^e à la fin du XVIII^e siècle, Cuba et le Sud des États-Unis jusqu'en 1860. Tous ces écrits ont en commun le dessein de rationaliser l'économie de plantations. L'intérêt pour la question agraire néglige d'autres utilisations du travail servile, soit dans les mines, soit dans l'économie urbaine. Cependant, on ne saurait reprocher à Rafael de Bivar Marquese ces manques : ce livre est de première importance, tant par la portée de sa problématique que par les rapprochements faits à plusieurs reprises avec le travail salarié et l'industrie. L'analyse de ces textes d'économie politique fait ressortir la compatibilité de l'esclavage avec la modernité. L'un des points les plus intéressants de cette étude est de mettre au jour les mécanismes pratiques et idéologiques permettant aux propriétaires des plantations d'augmenter la productivité du travail servile tout en conservant la mainmise sur les travailleurs. L'autre objectif de l'auteur est d'insister sur la dimension politique du gouvernement des esclaves et l'adaptation du principe de la souveraineté domestique aux normes et aux

valeurs aussi bien de l'Ancien Régime que du libéralisme économique. R. de Bivar Marquese s'inspire de Quentin Skinner et de Michel Foucault, notamment lorsqu'il traite des différents projets de modernisation des plantations et des baraquements pour les esclaves.

La première partie du livre passe en revue les conceptions chrétiennes de l'esclavage qui dominaient au XVII^e siècle. Parmi les traités examinés, celui du père Jean-Baptiste du Tertre, *Histoire générale des Antilles habitées par les Français* (1667-1671), était l'un des plus lus. On y trouve exposées les normes du bon comportement des planteurs pour éviter le marronnage, comme, par exemple, la nécessité de laisser aux esclaves du temps pour leurs loisirs – ce que la couronne d'Espagne avait bien compris, en encourageant la présence des Noirs lors des grandes fêtes religieuses. Le Code noir de Colbert (1685), plus sévère, marque une régression par rapport au père du Tertre. Mais il existe une grande différence entre la politique française dans les Antilles, qui s'efface devant « la souveraineté domestique », et celle de la couronne d'Espagne, qui intervient ou qui tend à intervenir dans toutes les sphères de la société d'outre-mer. Dans les Caraïbes anglaises, davantage encore que dans l'archipel français, où il existait tout de même le Code noir, le gouvernement des esclaves se réglait totalement au sein de la famille. Des voix anglicanes s'élevèrent bien contre l'esclavage, comme celle de Morgan Godwyn, « The Negroe's and indian's advocate », qui défendait en 1680 le droit des Noirs à devenir chrétiens. L'âme, disait-il, ne pouvait pas être asservie.

En Amérique portugaise, les jésuites sont les seuls qui publient des textes sur la question. Précisons que ces écrits sont anciens, et l'un des plus influents – qui n'est pas cité dans ce travail – est celui d'Alonso de Sandoval, *De instauranda Aethiopia salute* (1627), un modèle du genre. L'Église s'interroge sur la résistance des esclaves et la constitution de *quilombos*, et met sur le compte des planteurs et de leur dureté la pratique du marronnage. En France, au début du XVIII^e siècle, le dominicain Jean-Baptiste Labat parachève cette doctrine et publie en 1722 le *Nouveau voyage aux îles d'Amérique*, qui est une sorte de mise à jour

du manuel du père du Terre. Le père Labat insiste sur la nécessité d'aligner les allées et les parcelles des plantations, afin d'améliorer la qualité du travail et de décourager la paresse. Désormais, tout l'espace est quadrillé et les tâches agricoles sont rationalisées et exécutées par des groupes d'esclaves sous les ordres d'un contremaître, Noir lui aussi. C'est là une des premières formulations de ce qui fut connu dans les Caraïbes britanniques sous l'expression de « gang-system ». Dans le courant du XVIII^e siècle, intervient un changement de mentalités : l'intérêt économique l'emporte de plus en plus sur les passions. Sauf dans les cas extrêmes, la violence contre les esclaves doit être contenue. Le livre du père Labat devient un ouvrage de référence durant tout le XVIII^e siècle.

La deuxième partie développe une comparaison entre l'administration du travail servile dans divers systèmes esclavagistes à l'époque des Lumières. Après le père Labat, plusieurs années se passent sans qu'il ne paraisse de traité important sur cette question. À partir de 1750, on constate la diffusion d'un vocabulaire nouveau. Dans son article sur les Noirs de l'*Encyclopédie*, M. Le Romain introduit une nuance importante et exhorte les propriétaires à ne pas mettre au travail les Africains fraîchement débarqués, en vertu de « l'humanité » qui se substitue à la volonté divine. De fait, la littérature française de cette époque emploie largement le binôme « humanité et intérêt ». Mais le même binôme sera utilisé en Angleterre pour critiquer l'esclavage. C'est le cas de John Millar, dans *Origins of the distinction of ranks* (1771). Pour cet auteur, l'esclavage est non seulement contraire aux droits de l'humanité mais, en outre, une pratique non économique. Comparant les législations française, anglaise et espagnole dans son *Traité sur le gouvernement des esclaves* (1777), Émile Petit, contrairement à Millar, considérait que le travail servile était extrêmement rentable, à condition d'y introduire quelques améliorations. Il ne conteste pas en tout cas la souveraineté domestique.

D'une manière générale, les arguments en faveur de l'esclavage sont plus structurés dans la littérature anglaise. Pour R. de Bivar Marquese, cela est dû au besoin pressant de contrer, par une argumentation solide, le cou-

rant abolitionniste très fort en Angleterre, pratiquement inexistant en France. L'un des défenseurs éclairés de l'esclavage qui eut le plus d'influence fut Collins, ancien administrateur d'une plantation à Saint-Vincent et médecin. Collins soutenait que la condition des esclaves était égale, sinon meilleure, à celle des ouvriers de l'industrie. L'esclavage civilisait le Noir en le soustrayant à la barbarie africaine. Enfin, cette main-d'œuvre servile était, selon lui, économiquement nécessaire pour exploiter des ressources naturelles très abondantes, sous un climat impropre aux Européens. Il proposait une série de mesures pour améliorer la santé des esclaves et favoriser la croissance démographique, en prévision de l'arrêt de la traite (1809), dont la diversification des vêtements : afin de leur inculquer la propreté et de chasser les miasmes, mais aussi de permettre aux esclaves mieux formés de se distinguer des autres et créer ainsi une émulation.

Moderniser l'économie des plantations est une préoccupation commune aux différents États qui se partagent les ressources tropicales américaines ; au Brésil, la politique du marquis de Pombal vise à réorganiser une industrie sucrière devenue peu rentable et, dans les Caraïbes espagnoles, le défi consiste à augmenter la production dans la partie orientale de l'île de Saint-Domingue, avec l'aide d'une législation mieux adaptée que les *Siete Partidas* médiévales, le *Código negro carolino* (1789). L'impact de la révolution de Saint-Domingue eut pour conséquence le retour à une surveillance plus sévère des esclaves : prohibition des réunions, des assemblées, interdiction de jouer de la musique. Aux États-Unis, le durcissement est très net, y compris chez les missionnaires qui avaient défendu par le passé la cause des esclaves. Entre 1790 et 1820, une série de lois racistes, fondées sur l'affirmation de l'infériorité raciale du Noir, sont promulguées.

La troisième partie aborde la période comprise entre 1820 et 1860, où des changements importants surviennent à la suite de la suppression de la traite, dès 1809 pour l'Angleterre, en 1850 seulement au Brésil, mais bien plus tard pour Cuba. Au Brésil, la restructuration de l'économie de plantation se traduit par le démarrage foudroyant de la culture du café et la reprise de l'industrie

sucrière. Dans cet empire, les auteurs des textes relatifs à l'administration des esclaves s'expriment au nom des propriétaires des moulins. Miguel Calmon, par exemple, met en avant la notion d'intérêt commun pour inciter les planteurs à bien traiter « leurs nègres ». Le recours au travail forcé étant nécessaire dans un pays aussi peu peuplé que le Brésil, écrit-il, il faut améliorer l'ordinaire des esclaves et même leur permettre d'acquérir une petite propriété pour mieux les enraciner. Dans le *Manuel de l'agriculteur brésilien*, le Français Charles Auguste Taunay développe une double argumentation. D'une part, le mal que représente l'esclavage est établi depuis si longtemps qu'il est devenu normal. L'abolir mettrait en danger tout le corps social, comme l'expérience de Saint-Domingue l'avait montré. D'autre part, la transplantation des Africains au Brésil est justifiée par l'amélioration sensible de leur condition et par l'infériorité de la race noire. Pour les inciter à obéir, la peur est nécessaire, mais il faut qu'elle soit équilibrée, sans excès contre-productifs. Taunay insistait sur la nécessité qu'il y avait à encourager la formation de la famille esclave et la natalité, car la traite était devenue illégale, bien que reprise clandestinement jusqu'en 1850. La défense de ce que Luiz Felipe de Alencastro a appelé la « territorialisation du marché du travail » au Brésil s'imposait donc, si l'on voulait perpétuer l'esclavage sans recourir à l'apport toujours renouvelé de captifs africains.

Le cas de Cuba est quelque peu différent. L'île connut une véritable révolution sucrière à partir de 1790, favorisée par l'effondrement de Saint-Domingue. Après l'arrêt de la traite en 1820, le commerce, contrôlé désormais par les marchands cubains, continua de façon clandestine pendant près de quarante-cinq ans, dans des proportions considérables. Ce fut la clé du succès du sucre cubain. En outre, par un décret des Cortès de Madrid, Cuba cessa d'être une province d'Espagne et devint légalement une colonie. Cela favorisa l'abandon par les élites des projets d'émancipation et la production à grande échelle, sans souci véritable d'atténuer les effets de l'oppression servile par une politique paternaliste. Les traités

d'agriculture recommandent de contrôler le travail, mais aussi de réduire éventuellement la production afin de conserver la main-d'œuvre. La discipline est un autre point essentiel. Le règlement des esclaves de 1825 justifiait l'utilité de les enfermer la nuit dans des baraquements collectifs en les séparant par sexe plutôt que de laisser les familles vivre dans des cabanes ou *bohíos*. Ce manque d'intérêt pour la famille et sa reproduction s'explique par la grande disponibilité en esclaves, qui se maintiendra jusqu'en 1850.

Aux États-Unis, le coton des États du Sud inonde les marchés anglais. Le développement spectaculaire d'une énorme aire agricole – le *cotton belt* – au détriment des territoires indiens offre un espace très étendu aux plantations nord-américaines. Après l'achat de la Louisiane et la conquête de nouveaux territoires situés à l'Ouest, la création de l'État septentrional du Missouri où l'esclavage est maintenu, après un compromis politique, porte en germe la guerre de Sécession. Comme la traite a été abolie, il est fondamental pour le développement des plantations de reproduire sur place le système esclavagiste. La défense de cette « institution particulière » utilise désormais des arguments religieux (elle existe dans la Bible), raciaux (l'infériorité des Noirs), sociaux (le système servile est moins dur que le travail salarié dans l'industrie naissante), politiques (l'existence de l'esclavage souligne par contraste la valeur que représente la liberté). L'importance des plantations et la suppression de la traite ont pour conséquences le durcissement de la politique à l'égard des Noirs et la restriction du nombre des affranchissements – très nombreux dans les républiques hispano-américaines. Les esclaves du sud des États-Unis ont des libertés restreintes, et il leur est interdit, par exemple, de se marier en dehors de leur plantation d'origine. En l'absence de traités politiques, l'unification du comportement de la classe seigneuriale revint aux périodiques agricoles sudistes.

Ce livre passionnant apporte des références mal connues sur l'esclavage, dans une perspective comparatiste prenant en compte les diffé-

rentes conceptions idéologiques qui ont servi à justifier cette pratique. On aimerait que cette étude exemplaire, à même d'intéresser des chercheurs de divers horizons, soit traduite en français et diffusée auprès d'un large public.

CARMEN BERNAND

Marina de Mello e Souza

Reis negros no Brasil escravista.

Historia da festa de coroação de Rei Congo

Belo Horizonte, Editora UFMG,

2002, 387 p.

Dans toute l'Amérique ibérique, les fêtes des esclaves noirs où un roi et une reine étaient couronnés sont attestées par une documentation importante. Les premiers exemples se trouvent dans les villes ibériques de Séville et de Lisbonne. Ces fêtes, appelées *congadas* au Brésil parce que le roi (ou la reine) étaient fréquemment des Congos, étaient accompagnées d'une musique spécifique et de danses. L'auteur, historien de l'Afrique, reconstruit l'histoire de ces festivités en partant du Congo et de l'espace symbolique que ce royaume occupait en Afrique, aussi bien pour les Africains des contrées voisines que pour les Européens, notamment les Portugais.

L'importance de la cour et de ses rituels n'était pas caractéristique des seuls royaumes ibériques. Lorsque les premiers Portugais arrivèrent au Congo en 1483, ils furent surpris par le cérémonial du Mani Kongo. À partir de la fin du xv^e siècle, ce royaume fut christianisé et il s'y développa un catholicisme africain, étudié par Wyatt MacGaffey et John Thornton¹. Le premier catéchisme écrit en kikongo, langue courante dans la région, parut en 1556, et le premier dictionnaire en 1652. Les missionnaires utilisèrent des concepts africains comme celui de *nkisi* pour se référer aux objets des sacrements chrétiens et à la croix, et eux-mêmes furent considérés comme des *nganga*.

Une description de la cour congolaise, datant de 1506, signale que derrière le trône se trouvaient les *cumbis*, des poteaux couronnés d'une sphère recouverte d'or, de fibres végétales et de plumes d'oiseau. En dehors de

l'enceinte se trouvaient les tambours, faits de peaux de chat sauvage (jaguar) et décorés avec de la soie, de l'or et les dents des hommes morts durant les guerres contre leur roi. Ces tambours n'étaient montrés au public qu'à de rares occasions, tel le couronnement du souverain. Ces instruments musicaux étaient complétés par un sifflet, une défense d'éléphant (oliphant) et une clochette en fer. Beaucoup de ces objets rituels seront mentionnés plus tard dans les Amériques.

L'auteur consacre une partie de son livre à retracer l'histoire tourmentée du Congo et de l'Angola, les guerres dynastiques qui s'y succèdent et le cas exceptionnel de la reine Njinga Bandi, née à Ndongo, elle-même métisse de Ambundo et de Jaga. Alliée des Portugais, puis des Hollandais, elle fut finalement vaincue par les premiers au terme d'une âpre résistance. Quant à dom Afonso I^{er}, roi du Congo, il conserva le monopole du trafic d'esclaves dans sa première phase, cependant très vite ce commerce lui échappa. Mais l'essentiel, dans l'argumentation de Marina de Mello e Souza, est que les renommées de Njinga et d'Afonso I^{er} traversèrent les siècles et les mers. Au Brésil, Njinga est toujours évoquée dans les rituels et reste associée à la résistance des Noirs d'Angola. D'une façon complémentaire, le roi du Congo est associé à la conversion des Africains au christianisme. L'importance de Luanda dans la traite, et le fait que s'y trouvaient de nombreux esclaves parlant une langue bantoue, explique la place et le rôle des Congos au Brésil et à Cuba – et nous pouvons ajouter que c'est aussi le cas dans le Río de la Plata.

À juste titre, l'auteur signale l'existence de couronnements de rois congos à Lisbonne dès 1533. Ces cérémonies étaient métisses et comportaient des éléments lusitaniens fondus dans des traditions africaines. La littérature concernant les fêtes des esclaves Noirs dans toute l'Amérique ibérique atteste l'importance de ces cérémonies, associées à des *cabildos*, des confréries ou *tangos*. Il est intéressant de retrouver cette coutume aux États-Unis (p. 173) dans une description d'Alice Morse qui, se référant aux États de New York, du Maryland et de la Pennsylvanie, parle du *Pinkster Day* (Pentecôte en hollandais), célébré par les

Noirs avec des danses originaires du Congo, et un roi.

La partie la plus intéressante du livre est celle consacrée au Brésil et aux fraternités de « homens pretos » (p. 179 *sqq.*). Les sources abondent pour le XVIII^e siècle, mais ces fêtes des Congos existaient depuis longtemps au sein des confréries fondées par les jésuites à la fin du XVI^e siècle. Les rois pouvaient être libres ou esclaves ; le « roi Congo » jouissait d'un statut plus élevé que ceux des autres nations. M. de Mello e Souza montre de façon convaincante que cette charge était symbolique et pouvait être occupée par quelqu'un qui n'était pas originaire du Congo. Associée à une confrérie religieuse, elle était également liée à l'appartenance à un corps de milice des Noirs (p. 206). Ce rapprochement, que l'on observe ailleurs, n'a pas fait encore l'objet d'une étude approfondie. L'élection du roi s'accompagnait de la distribution d'une série de charges, afin de constituer une cour, et ses différents membres recevaient des titres de duc, comte ou marquis, qui renvoyaient aux cours portugaise et congolaise. Signalons encore, lors de la collecte d'aumônes, l'importance de la musique et des danses, qui sont à l'origine de la culture populaire musicale du Brésil. Les attributs indispensables du « roi » étaient la couronne, le sceptre, les bâtons de commandement, des *minkisi*, qui incorporent des pouvoirs quasi divins, le parasol et d'autres objets investis de forces. Ces rois détenaient quelques privilèges, comme celui de pouvoir libérer des prisonniers et empêcher les punitions corporelles des esclaves. À l'égard de ces couronnements et festivités, l'attitude des autorités était ambiguë. S'il est vrai que ces débordements suscitaient une certaine inquiétude, on estimait qu'ils trouvaient place au sein d'un contexte catholique et, de ce fait, étaient préférables aux rituels de possession, les *batuques*.

Dans toute l'Amérique ibérique, des « rois » de nations africaines étaient élus au sein des corporations de métier, des confréries religieuses, des communautés de marrons ou des groupes de rebelles. Mais, progressivement, le roi Congo s'éleva au-dessus des rois d'autres nations. Il participait avec son cortège

à toutes les cérémonies d'investiture des autorités coloniales – arrivée d'un gouverneur, d'un capitaine ou d'un vice-roi pour l'Amérique hispanique. Les danses *cucumbis* ou *congos* se déroulaient selon un cérémonial compliqué, qui mettait en scène la mort d'un fils de roi et de reine ; les souverains exigeaient sa résurrection, qu'ils obtenaient grâce à des rituels magiques. Au XIX^e siècle, des descriptions de *congadas*, à l'occasion de la célébration de la fête de Notre-Dame du Rosaire, mentionnent, après la procession, un combat entre deux groupes qui se disputaient la couronne de la reine. Ces batailles suivaient une chorégraphie précise, menée au son de cantiques entrecoupés par le choc des épées, et s'achevaient par la conquête de la couronne. On peut y voir la fusion de traditions métisses africaines et des représentations de *moros y cristianos*, célèbres dans tout le monde ibérique.

Que ces couronnements aient créé des liens identitaires forts est chose certaine. M. de Mello e Souza analyse le mythe fondateur présent dans la *congada* qui renvoie à l'histoire du Congo et de dom Afonso I^{er}, mais aussi à dom Afonso Henriques, qui, en 1139, vainquit à Ouriques les infidèles grâce à l'apparition du Christ et instaura la monarchie portugaise (p. 308). Ce modèle fut transporté au Congo par les chroniqueurs qui écrivirent l'histoire de dom Afonso I^{er} et incorporé par les Congolais dans leur histoire, puisque leur souverain comptait sur saint Jacques pour vaincre ses ennemis dirigés par son frère, non converti. L'autre légende liée aux Congos est le repêchage de l'image de la Vierge, qui flottait dans l'Atlantique. Pour M. de Mello e Souza, ce sauvetage par un Noir de l'image sainte indienne, au-delà du traumatisme de la traite, une dimension millénariste présente dans le christianisme africain.

Très riche, ce livre deviendra vite, sans nul doute, un classique pour les spécialistes des cultures africaines issues de l'esclavage.

CARMEN BERNARD

1 - *Africa and Africans in the making of the Atlantic world, 1400-1680*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

Flávio dos Santos Gomes

A hydra e os pântanos: Mocambos, quilombos e comunidade de fugitivos no Brasil (séculos XVII-XIX)

São Paulo, Editora UNESP/Editora Polis, 2005, 464 p.

Flávio dos Santos Gomes a déjà une œuvre importante derrière lui, pour l'essentiel consacrée à l'esclavage en Amérique portugaise et, plus particulièrement, au marronnage. D'abord centré sur la province de Rio de Janeiro au XIX^e siècle, son travail s'est déplacé, au moment de sa thèse, vers les régions amazoniennes (Pará) et pré-amazoniennes (Maranhão) longtemps considérées comme peu concernées par l'esclavage africain. Parallèlement, il n'a jamais cessé de multiplier des recherches ponctuelles dans les autres régions du Brésil esclavagiste (Minas Gerais, Bahia) ou de fédérer aux côtés de João Reis, de l'Université fédérale de Bahia (UFBa), d'importants travaux collectifs qui ont étendu l'enquête aux autres régions brésiliennes riches en implantations de marronnage, tout particulièrement celles du Nord-Est (Pernambouc, Bahia, Ceara, etc.)¹.

Sa trajectoire de chercheur s'est d'emblée inscrite dans le renouveau d'une historiographie brésilienne de l'esclavage et de la traite qui se souciait de donner voix aux esclaves en explorant les archives qui, sous la plume des greffiers, rapportaient leurs propos d'une manière plus ou moins diffractée (archives policières, judiciaires, etc.). La description de l'oppression née de l'économie coloniale sucrière laissait place à celle des multiples formes de résistance d'une population censée être sans statut et sans droits mais qui retrouvait régulièrement les chemins de la rébellion ou de la fugue individuelle, quelquefois de la révolte organisée ou du marronnage. Le souci de cette génération d'historiens était de montrer que l'abolition si tardivement concédée au Brésil (1888) n'était pas seulement le résultat d'une désagrégation de l'économie esclavagiste combinée à la lutte politique et idéologique des sociétés abolitionnistes, mais qu'elle était aussi née des coups de boutoirs d'une population esclave ou issue de l'esclavage qui n'avait cessé, depuis le XVI^e siècle, de se révolter contre son état.

Marronnages et révoltes comme voies majeures de déstructuration des sociétés esclavagistes :

l'hypothèse est puissante, d'autant que certains événements relevant des uns ou des autres ont été si fortement ressentis qu'ils sont devenus des symboles. Il en est ainsi des guerres des marrons de la Jamaïque contre les Anglais en 1729 et 1795, de la révolte de 1791 à Saint-Domingue et même des guerres des esclaves fugitifs du Surinam qui, entre 1744 et 1767, contraignirent les colons hollandais à signer des traités reconnaissant leur existence. À cet égard, le double échec de Zumbi à Palmares (1695) et des Malés à Bahia (1835) aurait fait du Brésil un contre-modèle, et le caractère tardif de l'abolition concédée par la princesse Isabelle en aurait été la conséquence prévisible.

Abordant, après quelques pionniers, le dossier du marronnage brésilien, F. Gomes s'inscrit dans la dynamique ouverte par la nouvelle génération d'historiens mais la prolonge : oui, les résistances des esclaves à leur situation sont un aspect majeur de l'histoire de l'esclavage et de l'abolition au Brésil ; non, il n'y a pas continuité directe entre marronnage et abolition.

La démonstration en est faite dans *A hydra et os pântanos* avec patience et détermination. Dossier d'archives après dossier d'archives (plus de six cents références sont citées en bibliographie), l'auteur amène des preuves convergentes. Les esclaves de toutes les régions du Brésil colonial puis impérial n'ont cessé d'échapper à l'emprise de leurs maîtres. Dès qu'un *quilombo* (c'est ainsi que l'on désigne au Brésil les regroupements durables de fugitifs dans des lieux éloignés – on utilise aussi le terme de *mocambo*) est détruit, plusieurs autres surgissent. Le plus souvent avertis de l'arrivée prochaine des expéditions militaires qui les pourchassent, les *quilombolos* abandonnent leur village et morcellent leur communauté en plusieurs petits groupes qui s'installent en des lieux moins accessibles et attendent que de nouveaux fugitifs viennent grossir leurs effectifs. Jusqu'à ce qu'une nouvelle expédition soit l'occasion d'un nouvel essaimage. Le cycle qui commence dès le XVII^e siècle dans les régions étudiées par F. Gomes semble se poursuivre avec la plus étrange des régularités jusqu'à l'année même de l'abolition. Du côté des propriétaires des grandes exploitations et des autorités, il est nourri par la peur récurrente d'une insurrection de masse (plus forte

encore après la révolution de Saint-Domingue), dont les innombrables *quilombos* pourraient servir de bases arrières. Pourtant, cette lente dissémination des fugitifs ne semble pas, au Brésil, avoir d'effet cumulatif : d'un côté, le flux des nouveaux arrivants ne cesse de croître et de combler les rangs des fuyards, particulièrement au moment où la traite devient illégale ; de l'autre, le marronnage semble fonctionner comme un processus de résistance, certes, mais qui s'inscrit dans le tissu économique et social du Brésil esclavagiste sans véritablement en entamer la logique.

Là commence la deuxième partie de la démonstration. Au marronnage comme rupture radicale (réussie ou manquée), F. Gomes substitue le *quilombo* (ou le *mocambo*) comme lieu de négociation installé au cœur même des sociétés esclavagistes. Il s'attache à reconstruire leur histoire comme l'un des processus d'organisation toléré, sinon pleinement accepté d'une forme d'agriculture vivrière au sein d'un monde colonial tout entier voué à la monoculture d'exportation (canne à sucre d'abord, café ensuite) ; ou, plus tard, comme un système d'exploitation artisanale des mines aurifères trop pauvres pour relever d'une extraction industrielle organisée. C'est dans cette tension assumée entre des interprétations apparemment contradictoires que réside l'originalité des analyses de F. Gomes, d'autant qu'elles ont été proposées au moment même où se développaient au Brésil les mouvements militants pour la reconnaissance de l'identité « nègre », fondée en particulier sur l'événement originaire de la mort de Zumbi, chef du mythique *quilombo* de Palmares (l'anniversaire de sa mort, le 20 novembre 1695, est « jour de la conscience noire » au Brésil).

Dans cette perspective, F. Gomes a repris les matériaux de sa thèse (essentiellement l'histoire des *quilombos* de la colonie portugaise du Maranhão et du Grão Pará – un temps indépendante de celle du Brésil) et les a complétés par les travaux qu'il a parallèlement accumulés sur les capitaineries du Sud-Est (Rio de Janeiro, São Paulo et Minas Gerais), du Centre-Ouest (Mato Grosso) et d'une partie du Nord-Est (Bahia). C'est dire que l'on dispose là de la vision la plus complète de ce phénomène qui, aux côtés des travaux de Richard Price pour les

Guyanes ou Mavis Christine Campbell pour la Jamaïque, fait maintenant autorité².

L'ouvrage est organisé en trois parties qui développent trois problématiques différentes : une histoire du marronnage frontalier dans la zone amazonienne entre 1732 et 1816 ; une histoire du *quilombo* de Turiaçu-Gurupi dans le Maranhão, de 1702 à l'abolition de l'esclavage ; une histoire des multiples formes de marronnage dans la diversité du Brésil colonial et post-colonial, qui nous conduit de Rio de Janeiro à Bahia en passant par les capitaineries de São Paulo, du Mato Grosso et du Minas Gerais. Ce n'est pourtant pas un texte aisé à lire. Le souci minutieux de l'archive, qui a prévalu dans son élaboration, a conduit l'auteur à privilégier la logique des sources au détriment de leur articulation dans une problématique homogène. Au premier abord, on tend à le regretter. Au fur et à mesure que l'on avance dans le livre, on se prend au jeu et l'on finit par y adhérer. En effet, ce que nous savons du marronnage brésilien dans la période coloniale comme sous l'Empire provient de la minutie avec laquelle les chefs d'expéditions ont rendu compte de leurs incessants efforts pour l'éradiquer. Plaintes des *fazendeiros* ou des autorités, rassemblement des fonds et des hommes nécessaires, organisation matérielle de l'expédition, cheminement vers l'objectif, accidents de parcours, résultats obtenus, justification *a posteriori* de la stratégie choisie, etc. : ils ont tout décrit par le menu. F. Gomes est devenu expert dans l'art de retourner leur rhétorique. D'une expédition à l'autre, il retrouve dans des rapports apparemment divergents les traces des implantations, reconstitue les essaimages, identifie les chefs des communautés, nous fait vivre les subtilités des négociations qui s'intercalent entre les attaques militaires et les incessants passages du statut de marron à celui de collaborateur de la répression ou *vice versa*. Car, dans la plupart des cas, ce sont des fugitifs pris dans une expédition précédente qui guident la suivante, avant de repartir, au hasard d'un incident de parcours, vers une nouvelle vie de *quilombolo*.

L'étude des *mocambos* du Grão Pará colonial, qui sont au centre de la première partie, permet d'effectuer un premier déplacement historiographique. En effet, dans cette région amazonienne, les Noirs marrons jouent sur

deux espaces complémentaires : la forêt et la frontière. Du premier, ils utilisent la densité qui les cache, mais aussi la relative perméabilité (l'immense réseau hydrographique) qui facilite les déplacements. Ils y côtoient les Amérindiens qui, selon les moments, ont partie liée avec eux (lorsqu'ils fuient le travail forcé) ou deviennent antagonistes. Pour ceux qui chassent les uns et les autres, la terreur d'une entente possible reste la plus forte. De la frontière, ils utilisent la possibilité qu'elle offre de jouer des antagonismes entre empires concurrents : la France surtout, dont la Guyane est toute proche, mais aussi la Hollande ou l'Espagne. Quelquefois, la chasse aux fugitifs l'emporte sur les conflits de frontières ; plus souvent, ces derniers la font oublier. Pour les autorités, ces tracés mal définis sont aussi le lieu privilégié du refuge des déserteurs et des criminels dont on imagine – et non à tort – qu'ils viennent renforcer la puissance de résistance des *quilombolos*. Enfin, par les zones frontières circulent aussi les nouvelles ou les idées : la révolution de Saint-Domingue, la première abolition française de l'esclavage... Ainsi, les *mocambos* sont considérés comme d'autant plus dangereux qu'ils ne sont pas seulement des refuges mais aussi des lieux de rencontre et d'échange entre les diverses populations marginales ou en révolte. Le problème est que la traque coûte cher, que les colons se refusent le plus souvent à y participer et que les autorités hésitent à y engager des militaires qui peuvent être à tout instant tentés par la désertion.

Le cœur de l'ouvrage est sa très longue deuxième partie, consacrée à la lutte des autorités du Maranhão contre les fugitifs installés durant deux siècles (1702-1887) au plus profond de la forêt et des marais qui bordaient les rives des fleuves Turiaçu et Gurupi ; ils ont servi successivement de frontières – longtemps inexplorées – entre le Maranhão et le Pará. C'est d'ailleurs à leur propos que le ministère fédéral de la Justice, en 1867, demandait au président de la province d'en finir avec cette « hydre de Lerne » qu'était le marronnage. Là, pendant deux siècles, des esclaves mettant à profit l'impénétrabilité de la forêt et des marécages côtiers ont échappé aux plantations et ont constitué des communautés plus ou moins

pérennes vivant de l'agriculture, de la cueillette ou de la recherche de l'or, attaquant à l'occasion des *fazendas* pour se procurer des armes ou des instruments de travail, voire pour libérer d'autres esclaves. Là, avec la même ténacité, les colons et les autorités ont quasi chaque année, à la saison convenable, organisé des expéditions militaires pour débusquer les marrons et les ramener à leurs propriétaires ou, plus souvent encore, les exterminer. C'est le récit minutieux de cette activité qui fournit les sources exploitées par l'historien. Elles permettent d'établir une démographie, une économie et une ethnographie de la vie des *quilombos*. De la première, il faut garder l'idée de la reconstitution d'une vie familiale (le nombre des femmes est souvent proche de celui des hommes et les rapports ne s'étonnent jamais de la présence de nombreux enfants). De la seconde on retiendra une économie de subsistance centrée sur la production de la farine (de manioc), nécessitant donc des unités artisanales de traitement des tubercules mais aussi la production d'excédents susceptibles d'être vendus ou troqués dans les exploitations voisines qui, de ce fait, deviennent complices des fugitifs. De la troisième se détache la reconstitution de communautés dont la complexité se lit dans les plans des villages fidèlement décrits ou dessinés par les chefs d'expédition (F. Gomes les complète, dans la troisième partie, par l'étude d'une magnifique collection de cartes des *quilombos* du Minas Gerais). L'auteur est tenté d'y voir un espace inversé de la *senzala*. À l'absence voulue de toute structuration propre (marquée par l'alignement des habitations réservées aux esclaves dans la plantation) qui caractérise cette dernière, le village marron substitue une organisation récurrente qui s'inscrit dans le cercle de ses défenses (souvent très complexes) et y dessine des espaces différenciés : religieux (case de prière mélangeant souvent la croix et les *orixas*), économique (case des farines, case du forgeron ayant peut-être aussi une fonction religieuse), politique (case du chef ou même du « roi » ou de la « reine »). Le *mocambo* structure également un réseau complexe de dépendances plus ou moins éloignées étendant toujours plus loin la sphère d'exploitation économique (brûlis, orpaillage, cueillette, chasse ou

pêche) et servant à l'occasion de refuge ou de point de départ pour une nouvelle implantation.

La troisième partie, plus éclatée, permet de mettre en évidence la difficulté de faire du marronnage brésilien un dispositif uniforme. Chaque capitainerie a dû lutter contre des manifestations sans cesse renouvelées de la fugue qui apparaît ainsi comme une réalité inséparable de la captivité. C'est à cette occasion aussi que F. Gomes discute les travaux de ses prédécesseurs (Stuart Schwartz en particulier pour Bahia³) et infléchit leurs analyses. Dès le XVII^e siècle, les *quilombos* sont trop proches des *fazendas* ou des villes pour ne pas être intimement reliés à leur vie quotidienne. Si certains d'entre eux, les plus petits, vivent de rapine et des incursions qu'ils font régulièrement dans les exploitations proches, la plupart s'inscrivent dans le tissu complexe de la vie coloniale et sont, peut-être, le point d'origine d'une population paysanne noire, libre, apte à vivre sur de minuscules exploitations qui, contrairement à ce qui a pu se passer dans d'autres économies de plantation, participera à la mise en place de structures agraires plus complexes que celle à laquelle on pourrait s'attendre dans un Brésil trop souvent perçu comme seulement latifundiaire. De nombreuses communautés d'ex-esclaves pourront ainsi, au moment de l'abolition, s'installer sur des lopins de terre plus ou moins concédés par leurs propriétaires, dont la propriété collective leur sera quelquefois reconnue comme une sorte de droit coutumier spécifique directement issu du marronnage, avant que la Constitution de 1988 leur en donne définitivement confirmation en les reconnaissant comme communautés « issues du marronnage » (*remanescentes de quilombos*).

JEAN HÉBRARD

1 - JOÃO JOSÉ REIS et FLÁVIO DOS SANTOS GOMES (org.), *Liberdade por um fio. História dos quilombos no Brasil*, São Paulo, Companhia das Letras, 1996.

2 - RICHARD PRICE (org.), *Maroon societies: Rebel slave community in the Americas*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1990; MAVIS CHRISTINE CAMPBELL, *The Maroons of Jamaica, 1655-1796: A history of resistance, collaboration and betrayal*, Granby, Bergin and Garvey, 1988.

3 - STUART B. SCHWARTZ, «The mocambo: Slave resistance in colonial Bahia», in R. PRICE (org.), *Maroon societies...*, op. cit., pp. 202-228.

João José Reis

Rebelião escrava no Brasil. A história do levante dos Malês em 1835

(Édition revue et augmentée), São Paulo, Companhia das Letras, 2003, 666 p.

Rebelião escrava no Brasil est certainement le livre qui a le plus profondément marqué le renouveau de l'histoire brésilienne de l'esclavage ces trente dernières années. Il est vrai que c'est l'œuvre d'une vie. Dès son doctorat, soutenu en 1982 à l'université du Minnesota, João José Reis met au centre de ses travaux l'étrange révolte qui survient un dimanche de janvier 1835 à Salvador de Bahia. Elle a marqué profondément la mémoire brésilienne moins parce qu'elle est une révolte d'esclaves – le phénomène n'a cessé de se répéter depuis la fin du XVIII^e siècle dans tout le Brésil – que parce que l'on a retrouvé sur les insurgés des textes écrits en écriture arabe (d'où la dénomination de « Malês » utilisée à cette occasion et qui pourrait provenir du yoruba *imalé*, musulman). Pour la première fois, semble-t-il, ce ne sont pas les captifs d'une plantation, toutes ethnies confondues, qui se sont révoltés contre leur condition ou les mauvais traitements qu'ils subissent, mais des hommes et des femmes liés entre eux par des croyances, une langue, une organisation sociale, bref une culture spécifique ayant résisté à la déportation et à la captivité. La répression a été à la mesure de la peur ressentie par la communauté blanche de Salvador : les exécutions, les punitions publiques et les déportations ont touché un nombre important d'esclaves ou d'ex-esclaves connus alors comme Nagô et issus des royaumes de langue yoruba (situés dans la région du Bénin et du Nigéria actuels) qui, depuis la fin du XVIII^e siècle, ont fourni une part importante des effectifs de la traite en raison des guerres intérieures qui les secouaient et qui grossissaient sans cesse les rangs des prisonniers immédiatement revendus.

L'intérêt de J. J. Reis pour l'événement de 1835 ne s'est jamais relâché. Six années après

sa thèse, alors qu'il est jeune professeur à l'Université fédérale de Bahia, il retourne aux archives et retravaille son texte pour en faire un livre encore modeste qui paraît en 1986¹, immédiatement réédité en 1987. Il est vrai que, au-delà d'un intérêt historiographique évident, l'accent porté sur la révolte (J. J. Reis travaille alors non seulement sur les soulèvements d'esclaves mais aussi sur les révoltes politiques contre l'Empire à la veille et au lendemain de l'Indépendance) trouve un écho dans les débats qui secouent le Brésil au sortir de ses années de dictature militaire. L'ouvrage s'organise en quatre parties : le contexte socio-démographique de Bahia au début du XIX^e siècle et les révoltes qui secouent périodiquement ce monde où les esclaves et ex-esclaves représentent plus de 60 % de la population, l'insurrection de 1835 et sa dimension islamique, le profil socio-économique des inculpés et leur place dans le monde noir de Bahia, la répression et son extension à tous les Afro-Brésiens de la province. On sent l'auteur fasciné par les quelque deux cents dépositions de l'enquête au long desquelles la voix des esclaves ne cesse de se faire entendre pour dire le quotidien de leur existence. C'est certainement, de ce point de vue, avant même le travail de Mary Karasch sur Rio de Janeiro², l'une des premières ethnographies de l'esclavage urbain du XIX^e siècle brésilien. Toutefois, la démarche archivistique, qui va des fameux écrits (pour l'essentiel des amulettes faites de versets coraniques copiés et portés sur la poitrine dans de petits sacs de cuir) à la réévaluation de l'enquête policière diligentée en 1835, met en évidence ce qui n'est encore qu'au second plan dans la problématique du livre : si les policiers et l'opinion publique ont été fascinés par les aspects religieux de l'affaire (comme en témoigne le nom que très vite on lui donne), ceux-ci n'épuisent pas les facteurs de la révolte. Du religieux, de l'ethnique ou du social, quelle est la dimension à même de rendre compte de l'intensité des liens qui conduisent à l'insurrection ou, à l'inverse, de la force des divisions qui la font échouer.

C'est cette question qui sous-tend la révision qui intervient en 1993 à l'occasion d'un retour à l'anglais et d'une première publication du texte aux États-Unis³. Le livre s'est enrichi

d'un bon quart par rapport à l'édition brésilienne. Des pans entiers des archives ont été explorés à nouveaux frais tant en Europe qu'au Brésil. Entre-temps, M. Karasch a publié sa monographie sur Rio de Janeiro et l'une des étudiantes de J. J. Reis a terminé une des recherches les plus originales sur les *libertos* (affranchis) de Bahia⁴. L'esclavage urbain brésilien du XIX^e siècle a pris sa vraie et complexe dimension, celle d'une population qui constitue le cœur même de la ville, un centre plutôt qu'une périphérie. J. J. Reis, de son côté, a publié son deuxième grand livre⁵, où il abandonne un moment le monde des esclaves pour celui du petit peuple de Bahia qui, un an après la révolte de 1835, refuse les modernes cimetières que tente d'imposer un pouvoir hygiéniste. Dans sa version américaine, la révolte des Malês permet à son auteur une interrogation plus serrée sur les dimensions ethniques qui sont à l'œuvre dans l'événement. Si les chefs étaient bien des autorités religieuses musulmanes reconnues, les troupes ne se caractérisaient pas seulement par leurs croyances. Comme l'écrit J. J. Reis, nombreux ont été les prévenus interrogés qui ne savaient pas s'ils étaient là parce qu'ils étaient « Nagôs » ou parce qu'ils étaient « Malês ». Toutefois, pour l'auteur, ces dimensions ethniques ne se confondent ni avec les innombrables « nations » (Nagô, Hausa, Jeje, Mina, Tapa, Congo, Cabinda, Benguela, etc.) par lesquelles les autorités coloniales et l'ensemble de la population blanche avait pris l'habitude de caractériser les esclaves récemment importés, ni avec la couleur de leur peau. La barrière, pour J. J. Reis, passe plus certainement entre ceux, Blancs ou Noirs, libres ou esclaves, qui étaient nés au Brésil et ceux, évidemment Noirs, qui étaient nés en Afrique. Ce sont ces derniers, *libertos* ou esclaves, qui ont constitué le gros des troupes de la rébellion. Dès lors, il reste à comprendre la signification de ce clivage et, peut-être, à réviser toute une sociologie implicite de l'esclavage urbain brésilien au XIX^e siècle.

En 2003, paraît une nouvelle version de *Rebelião escrava no Brasil*. Cette fois, le livre a doublé de volume. L'analyse s'est en particulier enrichie du dialogue avec les très nombreuses études qui ont renouvelé ces dernières années

l'histoire africaine, et plus particulièrement celle des nations de langue yoruba. Mais, par-dessus tout, elle a profité de nouveaux documents découverts par J. J. Reis aux archives de l'État de Bahia. Là où, dans ses premières approches, il tentait de caractériser des « communautés » en rassemblant les caractéristiques partagées des différents témoins ou inculpés de la révolte, il met en valeur maintenant les trajectoires individuelles qui traversent une bonne partie du siècle. Contrairement à ceux qui, avant lui, avaient ouvert les chemins de l'exploitation des très riches archives de l'État de Bahia, J. J. Reis a peu « compté ». Il a toujours préféré la parole vive des esclaves ou des ex-esclaves et ce qu'elle révèle des relations de pouvoir ou de dépendance qu'ils tissent dans l'espace social. Mais force est de constater que cela restait, avant 2003, seulement un horizon de sa recherche. Aujourd'hui, il sait comment retrouver dans les méandres des enquêtes policières, des procès ou des articles de la presse quotidienne (au XIX^e siècle, très riche en faits divers) les témoignages qui lui permettent de s'interroger avec patience sur le sens des attitudes exhibées ou cachées, des paroles laborieusement construites ou qu'on a laissé échapper, des alliances qu'on met en avant et des liens qu'on dissimule. Il revient inlassablement sur chacun des personnages de cet étrange théâtre et, à l'égal du dramaturge mais sous le contrôle rigoureux du document, il les laisse vivre devant nous et révèle leurs ambivalences, leurs contradictions. Il ne néglige ni leurs bassesses ni leurs grandeurs. Et pourtant, l'auteur ne se laisse à aucun moment prendre dans les illusions d'une micro-histoire empathique. C'est l'historien qui mène le jeu, c'est lui qui pose les questions auxquelles l'archive est sommée de répondre, même si chaque réponse est plusieurs fois pesée jusqu'à ce que s'épuisent les certitudes trop vite acquises et que naissent d'autres pistes d'analyse, plus subtiles, et donc plus complexes.

Sur le débat ouvert dans la version précédente – du religieux, de l'ethnique ou du social quelle fut la dimension décisive de la rébellion ? –, les longues pages de la partie centrale offrent de nouvelles avancées. Il est vrai

qu'entre-temps le débat sur la réalité d'un djihad musulman dans la Bahia du XIX^e siècle a retenu l'attention de plusieurs chercheurs et engendré quelques polémiques. Les avancées de J. J. Reis reposent, pour l'essentiel, sur le minutieux examen des relations entre l'islam (il vaudrait mieux dire les diverses expressions de l'islam bahianais) et la « religion des orixas », qui cohabite plus ou moins aisément avec lui dans plusieurs des « nations » africaines déplacées par la traite et, en particulier, dans le groupe Nagô. Relatif prosélytisme des fidèles du premier, syncrétisme des adeptes de la seconde qui n'ont pas manqué de trouver une place dans leur cosmogonie à ceux qui suivent les préceptes du Prophète. Si, au terme de cette nouvelle enquête, ceux de la « terre (des Blancs) » paraissent bien toujours séparés de ceux de la terre d'Afrique par une frontière décisive, être encore esclave (que l'on soit *criolo* ou *africano*) paraît avoir été plus déterminant dans l'engagement que la religion ou l'ethnicité. Comme le dit J. J. Reis en un raccourci efficace, la révolte des Malês a été une insurrection « d'esclaves Nagô islamisés ». L'illusion du djihad est peut-être venue du fait que ceux qui ont organisé l'événement étaient souvent des musulmans ayant des responsabilités sacerdotales. Toutefois, comme le rappelle l'auteur, dans la Bahia du premier XIX^e siècle, il fallait statistiquement être esclave pour adhérer à l'islam et, sur les 6 500 Nagô de la province, seule une minorité – et encore, pas tous les musulmans – s'est révoltée.

Peut-être que l'explication la plus décisive réside dans la dernière partie du livre, elle aussi profondément retravaillée. Dès la première version de l'ouvrage, J. J. Reis avait été frappé par le fait que la révolte de 1835 est la dernière grande révolte servile – phénomène d'autant plus étrange que le marronnage, lui, n'avait cessé de se développer jusqu'à la veille de l'abolition. L'auteur avait été tenté d'en rendre compte par la force de l'adversaire et la férocité de la répression. Alors que le monde des esclaves était divisé par de nombreuses disparités – entretenues par les maîtres –, le monde des propriétaires (qu'ils soient Blancs ou Noirs) savait faire bloc face à la dangerosité inhérente à la situation de captivité. Dans la

version de 2003, J. J. Reis remarque que le déplacement de la traite du XIX^e siècle vers des régions plus méridionales de l'Afrique provoque la rapide diminution non seulement des esclaves islamisés mais aussi de ceux qui avaient été réduits à cette condition alors qu'ils étaient en guerre, souvent en qualité de soldats de métier. La « paix bahiane » du deuxième XIX^e siècle pourrait donc renvoyer, au-delà de la répression, à la diminution du nombre de combattants disponibles. Pour J. J. Reis, elle peut tout autant être liée à l'apparition de nouvelles manières de vivre et de cohabiter dans le *melting pot* social de la capitale provinciale. L'influence de la religion des orixas, par exemple, l'emporte progressivement sur celle de l'islam et, comme le fait remarquer Nina Rodrigues à la fin du XIX^e siècle, vient mordre jusque sur le monde des Blancs qui se laissent séduire par ses rituels et ses croyances en une relation étroite entre les hommes et les dieux⁶. Tout au long du siècle, la culture urbaine bahianaise n'a cessé de s'africaniser. D'une manière un peu énigmatique, J. J. Reis conclut en suggérant que, pour les esclaves de Bahia, la « fin des révoltes ne serait pas la fin des résistances. » Peut-être que l'ultime rébellion d'entre elles réside précisément dans la manière dont des populations dominées, aujourd'hui encore marquées par une stigmatisation raciale évidente, parviennent avant même l'abolition à imposer, bien au-delà de leur improbable communauté, leurs manières de sentir, de s'exprimer et de croire.

JEAN HÉBRARD

1 - *Rebelião escrava no Brasil: A história do levante dos Malês, 1835*, São Paulo, Editora Brasiliense, 1986.

2 - *Slave life in Rio de Janeiro, 1808-1850*, Princeton, Princeton University Press, 1987.

3 - *Slave Rebellion in Brazil. The Muslim uprising of 1835 in Bahia*, Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1995.

4 - MARIA INÊS C. DE OLIVEIRA, *O liberto: Seu mundo e os outros*, São Paulo, Corrupio, 1988.

5 - *A morte é uma festa: Ritos fúnebres e revolta popular no Brasil do século XIX*, São Paulo, Companhia das Letras, 1989.

6 - NINA RODRIGUES, *L'animisme fétichiste des Nègres de Bahia*, 1900.

Nireu Cavalcanti

O Rio de Janeiro setecentista. A vida e a construção da cidade da invasão francesa até a chegada da Corte

Rio de Janeiro, Jorge Zahar Editor, 2004, 443 p.

La vaste bibliographie concernant l'histoire de Rio de Janeiro vient de s'enrichir encore avec l'importante étude que Nireu Cavalcanti consacre au développement de cette ville au XVIII^e siècle. Cet architecte de formation nous présente l'éclosion d'une ville, entre mers, collines et marécages, vivant sous la menace de corsaires et d'Indiens, et dont le patrimoine foncier fut longtemps spolié par des institutions ou des individus peu soucieux du bien public : de la « ville de la peur », enserrée dans ses murailles après les attaques corsaires de Du Clerc et Duguay-Trouin (1710-1711), à son élection comme nouvelle capitale de la vice-royauté du Brésil en 1763, jusqu'à « la ville ouverte », que découvrira le prince régent, dom João VI, en mars 1808.

L'ouvrage, version remaniée d'une thèse de doctorat, est construit autour de trois regards emboîtés qui témoignent de ce que fut l'invention de Rio au XVIII^e siècle. L'auteur tient à préciser que ce choix méthodologique « correspond à la façon de procéder d'un architecte quand il développe un projet ». La première partie est donc consacrée à l'étude de ce qui conditionne l'existence et le développement de la ville : « La situation, le terrain, les conditions de salubrité, la question financière, les dispositifs juridiques, sans oublier les technologies et matériaux disponibles. » Ce sont les cinq murailles de Rio. L'auteur présente une à une toutes les contraintes dont celle-ci a dû s'affranchir pour pouvoir s'affirmer comme ville à part entière et s'étendre vers l'intérieur des terres. Méritent d'être signalées de belles pages consacrées aux conflits de délimitation des terres publiques, en raison notamment de l'imbrication des terrains appartenant aux jésuites au cœur du patrimoine foncier de la ville. Jusqu'à leur expulsion en 1759, ces enclaves vont lourdement contrarier l'extension du tissu urbain.

Dans la deuxième partie, « Rio de Janeiro et ses habitants », l'auteur « examine le client pour

lequel sera réalisé l'ouvrage dans toute sa complexité : son profil social, culturel, professionnel, ses rêves, mythes, idiosyncrasies, styles de vie, vision du monde, relations familiales et extrafamiliales ». N. Cavalcanti l'a bien compris : s'il est difficile d'être une ville, dans ce Brésil moderne, il l'est encore plus de construire une société. D'où son attachement à étudier l'instauration d'une vie intellectuelle, à travers l'activité des libraires et des enseignants notamment, avant de réfléchir aux formes sociales d'organisation collective, à travers l'action des confréries et autres associations. Mais ici, il faut bien l'avouer, le projet ne tient pas ses promesses : listes de libraires, d'enseignants, d'associations ou de confréries ne suffisent pas à témoigner de la richesse et de la diversité de la vie sociale qui s'installe peu à peu à Rio. Il aurait fallu les examiner dans leurs pratiques et leurs interactions, et non point déduire de leurs statuts ou fonctions supposés de probables attitudes...

Dans la troisième partie, « Les constructeurs », « reproduction mimétique de la dernière phase de l'acte architectural », il s'agit de révéler l'« image édifiée » de la ville. L'auteur nous invite à observer « la distribution des espaces publics, la quantité de domiciles, la taille de sa population ». En 1808, lors du prélèvement de la dîme urbaine, on pouvait ainsi décompter 60 163 habitants, 2 668 propriétaires immobiliers et 7 548 immeubles ou maisons. L'ouvrage se termine par la présentation des principaux architectes et sculpteurs qui sont intervenus tout au long du siècle pour façonner l'image de Rio.

D'une honnêteté scrupuleuse avec les sources, N. Cavalcanti fait montre d'une rigueur implacable dans cette étude. Trop, peut-être. Traquant inlassablement toute information dans les archives (de Lisbonne à Rio), il en oublie parfois que l'historien fait d'abord « son gibier [de] la chair humaine », comme disait Marc Bloch, et non d'une simple accumulation de sources – fussent-elles inédites. Mais le principal regret du lecteur n'est pas là : à trop vouloir décomposer cette ville à la manière d'un immense Meccano, à trop vouloir reproduire mimétiquement la rhétorique de l'acte architectural, l'auteur ne peut, sinon artificiellement, lui insuffler la vie. Or,

comme le précise justement le dernier chapitre, Rio est « une ville changeante » : elle constitue à ce titre un défi pour qui veut essayer de restituer la dynamique de ses configurations éphémères. On ne peut donc que regretter le fait qu'une telle dépense d'énergie pour exhumer des sources des deux côtés de l'Atlantique et en extraire de précieuses informations pour la connaissance de Rio au XVIII^e siècle n'ait donné naissance qu'à une scène de théâtre statique et trop souvent désincarnée.

LAURENT VIDAL

Cláudia Damasceno Fonseca

Des terres aux villes de l'or. Pouvoirs et territoires urbains au Minas Gerais (Brésil, XVIII^e siècle)

Paris, Fundação Calouste Gulbenkian, 2003, 606 p.

Il est, pour les historiens, des mythes qui paralysent. Ainsi celui de cette étonnante invention qu'est le territoire du Minas Gerais, situé en plein cœur du Brésil colonial, à la jonction des capitaineries de Rio de Janeiro, de São Paulo, du Goiás et de Bahia. Ce territoire s'impose soudain au XVIII^e siècle, après la découverte de mines et de gisements aurifères par des expéditions d'hommes en armes, partis de São Paulo à la recherche d'or et d'Indiens (les *bandeirantes* paulistes). Objet de toutes les convoitises, ce territoire est promu, en 1721, au rang de capitainerie. Frédéric Mauro, fasciné par cette expérience, n'eut de cesse de vanter les ruptures que son apparition a introduites dans la gestion de l'économie et de l'espace brésiliens : c'est là que se redéfinit la politique coloniale du Portugal, que débute le siècle d'or du Brésil, qu'un premier marché intérieur voit le jour, de même qu'un premier réseau urbain terrestre, et non plus maritime ou fluvial ; c'est là également que s'affirme et acquiert toute sa maturité l'architecture baroque... Maintes fois citée et commentée, l'expérience du Minas Gerais tend pourtant à devenir chaque fois un peu plus énigmatique, tant elle est renvoyée au rang de mythe fondateur du Brésil moderne.

Un renouveau historiographique, tournant le dos à toute déférence stérile envers cette expérience, s'avérait donc nécessaire. C'est à cet objectif que s'est attachée Claudia Damasceno Fonseca. Et, à la différence de nombre de ses prédécesseurs, elle a choisi le parti de reconsidérer le problème à sa source, en multipliant les enquêtes archivistiques, au Portugal comme au Brésil, en reprenant dans son intégralité les récits des voyageurs, en dessinant une cartographie originale et en définissant, en un précieux glossaire, les termes juridiques. Par ailleurs, en choisissant d'étudier l'invention du territoire et des villes de l'or au cours de leur mise en place et non en jetant un regard rétrospectif sur un territoire déjà structuré, elle place au cœur de sa démonstration les ambiguïtés des configurations sociales et spatiales. Il ne s'agit donc plus d'un énième commentaire sur l'histoire du Minas Gerais, mais d'une recherche inédite qui réussit le pari de construire cette histoire en sujet de recherche neuf et original.

L'ouvrage cherche à cerner les rapports entre pouvoirs, villes et territoires dans cette région. Il est divisé en trois parties, correspondant chacune à une échelle d'analyse : l'invention du territoire ; les bourgades (*vilas*) et la structuration de l'espace ; la genèse des paysages urbains. Un important appareil cartographique original accompagne cette quête. S'inscrivant dans les pas de Bernard Lepetit, qui avait fort utilement rappelé combien les jeux d'échelles ne sont pas l'apanage de l'historien, mais d'abord, et avant tout, une ressource aux mains des acteurs, l'auteur conduit son enquête avec une rigueur impeccable – même si la densité du propos nuit parfois à la fluidité du style.

C'est tout d'abord le lexique, juridique ou toponymique que C. Damasceno da Fonseca soumet à une réévaluation critique. Non, Minas Gerais ne signifie pas « mines générales », comme on l'a longtemps écrit, mais « mines continues », désignant ainsi non seulement la région proprement minière mais aussi les régions périphériques, qu'il s'agisse de terres vierges ou de zones peuplées grâce à d'autres activités. Ce n'est donc pas un territoire aux contours clairement définis qui se présente à l'historien, mais un espace en mutation aux

configurations incertaines, comme en témoigne le nombre de « paroisses mouvantes » – c'est-à-dire sans église –, parfois seulement dotées d'une chapelle, quand ce n'est pas simplement d'un autel portable que l'on installe, le temps de l'office, au bord d'une rivière. Quant à la société qui occupe ce territoire incertain, elle semble tout aussi improbable, bien loin en tout cas des clichés de prospérité où elle a longtemps été cantonnée. L'historien ne dispose en fait que de très peu d'indications économiques ou démographiques sur les agglomérations de cette région. Aussi convient-il de s'appuyer sur une démarche judiciaire pour tenter d'en approcher les modalités d'occupation, de mise en valeur et d'appropriation.

À ce titre, le lexique utilisé pour décrire un type d'habitat s'offre comme un premier indice. Il y a tout d'abord les termes juridiques : *arraial* (établissement humain groupé, principalement autour d'une activité minière), *pouso* (halte au bord d'une route) et *rancho* (campement pour abriter les voyageurs). Ces établissements ne disposent toutefois d'aucune autonomie judiciaire ou administrative, à la différence de la *vila* (bourgade, chef-lieu d'un territoire municipal, le *concelho*) et de la *cidade* (bourgade avec un titre honorifique, siège d'évêché). Si la variété de ces termes juridiques nous renseigne sur une première hiérarchie administrative, elle ne fournit en revanche aucune indication sur le degré d'urbanisation de chacun de ces noyaux humains. D'autres indices doivent donc être avancés. Ce peut être l'évolution de la toponymie : le passage de noms indiens désignant des éléments naturels (rivière, montagne...) à des noms portugais, recourant au lexique des saints catholiques, témoigne d'une occupation plus ample, dense et continue des agglomérations.

Sur ce chemin escarpé où il doit apprendre à progresser à tâtons et à se satisfaire d'indices vagues et incertains, l'historien dispose parfois de quelques repères chronologiques, comme les dates de fondation de chapelles et d'églises paroissiales. De même la progressive appropriation du territoire par la couronne portugaise, visant à affirmer sa mainmise judiciaire et fiscale sur la région, conduit-elle à la multiplication des documents administratifs, dont certains sont parvenus jusqu'à nous. Mais, là

non plus, il ne faut pas s'attendre à une profusion d'archives : l'importance stratégique de cette région pour la Couronne conduit à mettre en place une politique du secret, où il s'agit de laisser filtrer le moins d'informations possibles, mais aussi à se méfier d'une population instable, connue pour son insubordination (les Paulistes). Trois *vilas* sont d'abord créées (Nossa Senhora do Carmo, Vila Rica, Sabará) pour stabiliser, contrôler la population et prélever l'impôt (le *quinto*). Mais l'instauration d'une *vila* a aussi son revers pour la couronne : elle est un lieu d'apprentissage de la désobéissance – le corps des officiers municipaux pouvant en effet s'opposer au gouverneur. Voilà pourquoi, après une première vague de création, la Couronne suspend toute nouvelle institution de *vilas*. Il est même envisagé de supprimer la *vila* de Pitangi, considérée comme un repaire de Paulistes refusant de payer le *quinto*, en la faisant brûler afin qu'il n'en reste aucune mémoire. On comprend mieux ainsi la gêne de la Couronne, qui a pleinement conscience qu'elle doit composer avec la double nature de ce territoire : un espace flou aux frontières mouvantes, à la merci de nouvelles découvertes de ressources aurifères et de l'instabilité des populations, toujours à l'affût d'un nouvel Eldorado ; et un espace à structurer et quadriller, aux limites à fixer le plus rapidement, afin de contrôler l'extraction et les échanges.

Après cette attention portée à la genèse du territoire, C. Damasceno da Fonseca invite le lecteur à changer d'échelle d'analyse pour observer la formation du réseau urbain, les hiérarchies et niveaux d'urbanisation, les jalousies, les luttes d'influence entre *vilas* et *arraias*... S'appuyant sur la démarche expérimentée par B. Lepetit pour décrire le degré d'urbanisme du réseau des villes dans la France moderne, le croisement des résultats d'une double enquête quantitative et qualitative, l'auteur se trouve toutefois confrontée à la fragilité des sources. Malgré tout, multipliant hypothèses de travail et précautions méthodologiques, elle essaie de débrouiller l'écheveau complexe de la question du niveau d'urbanisation des *vilas* et *arraias* du Minas Gerais. Le lexique portugais ne peut plus être mis à contribution : il ne renvoie qu'à des dispositifs juridiques. La

noblesse des édifices urbains ou encore la « capacité » des habitants sont quelques-uns des nouveaux indices appelés à la rescousse de cette enquête. Cette partie recèle quelques très belles pages, où l'auteur fait preuve d'une grande finesse d'analyse. On pourra simplement se demander s'il était bien nécessaire de vouloir appliquer jusqu'à son terme la méthode de B. Lepetit puisque tout indique qu'elle est inadaptée au cas du Minas Gerais. Ne convenait-il pas plutôt de saisir l'opportunité de cette inadéquation pour suggérer une nouvelle approche ?

Dans un troisième temps, est questionnée la genèse des espaces urbains. C'est désormais la délicate question de la constitution du patrimoine foncier municipal qui est en jeu, avec la délimitation du *rossio*, obligatoire dès lors qu'un *arraial* accède au rang de *vila*. Le *rossio* est un espace, théoriquement continu, situé à l'intérieur du périmètre urbain, à la fois réserve foncière, lieu de pâturage, mais aussi place publique, utilisé pour les fêtes ou les exercices militaires. Géré par la municipalité, il procure quelques revenus à la *câmara* (chambre municipale). Les enjeux de sa démarcation sont des plus complexes. Il est rare, dans ces années *arraias*, qu'il reste encore des terres vacantes (*devolutas*) : aussi faut-il souvent trancher au cœur de propriétés minières, en veillant à ne léser ou n'avantager personne, mais en faisant en sorte que la dîme prélevée sur son utilisation ne soit pas négligeable. Les conflits sont alors fréquents entre officiers municipaux et exploitants des mines, ce qui explique que certains *rossios* se présentent sous la forme d'un espace discontinu, ou encore que les demandes de démarcation soient envoyées à la Couronne avec parfois plusieurs années de retard. L'auteur s'attache ensuite à la question du lent apprentissage des paysages urbains, en recourant cette fois aux écrits des voyageurs, comparant les récits des Brésiliens et des Européens pour montrer la progressive attention à leur esthétique spécifique.

La qualité historiographique d'une telle entreprise, qui aurait même pu donner du travail à plusieurs historiens, est indéniable. Aussi ne faut-il point s'étonner qu'un lecteur curieux ait envie que l'analyse se prolonge. Prenons un exemple : si la question de la socia-

bilité urbaine est bien posée, elle n'est peut-être pas suffisamment travaillée. Il en allait pourtant de la compréhension de l'ordinaire de la vie dans ces villes des confins. Voilà pour quoi, en suivant la méthodologie des jeux d'échelles choisie par l'auteur – même s'il n'est jamais satisfaisant de l'appliquer mécaniquement –, il n'est pas inutile de penser qu'une quatrième échelle aurait pu être envisagée. Il se serait alors agi de descendre encore d'un cran jusqu'à se placer au niveau des sociétés et surtout des individus (hommes, femmes, enfants), pour essayer de faire revivre le quotidien contrasté de ces villes de l'or; envisager les formes de la pauvreté et de l'opulence, les modalités de cette piété baroque qui a fait du Minas Gerais un sanctuaire. Ne conviendrait-il pas également de donner une expression tangible au paysage sonore qui rythme les jours et les nuits de ces agglomérations? En somme, il eût été utile de se demander comment, tout au long du XVIII^e siècle au Minas Gerais (que l'auteur prolonge jusque dans les années 1830), on passe de groupes hétérogènes (les Paulistes, les Portugais, les esclaves) à une communauté plus homogène: les *mineiros*. Quel a été le rôle des villes dans l'affirmation d'une identité *mineira*? Peut-on parler, pour reprendre une expression de l'anthropologue Marvin Harris, d'un « ethos urbain¹ » dans ces villes de l'or? Et, si oui, comment se manifeste-t-il et dans quelles circonstances? Peut-on alors parler, s'agissant des villes du Minas, de villes mûrissées? Certes les travaux novateurs de Laura de Mello e Souza s'inscrivent dans cette veine historiographique². Mais, quitte à rénover en profondeur un champ d'étude, autant mener l'entreprise à son terme, sans craindre de piétiner quelques plates-bandes. Il faut donc souhaiter que cet aspect fasse l'objet d'une prochaine recherche de la part de l'auteur.

C. Damasceno Fonseca le reconnaît d'ailleurs en conclusion: son approche n'épuise pas le sujet. Mais elle le renouvelle magistralement et en profondeur. Voilà qui laisse présager une belle récolte historiographique dans les années à venir.

LAURENT VIDAL

1 - MARVIN HARRIS, *Town and country in Brazil*, New York, Columbia University Press, 1956.

2 - LAURA DE MELLO E SOUZA, *Os desclassificados do ouro. A pobreza mineira no século XVIII*, Rio de Janeiro, Graal, 1990; *Id.*, *Norma e conflitos. Aspectos da história de Minas no século XVIII*, Belo Horizonte, Ed. UFMG, 1990.

Carla Maria Junho Anastásia

A geografia do crime: Violência nas Minas setecentistas

Belo Horizonte, Ed. UFMG, 2005, 173 p.

Ce livre réunit les recherches, réflexions et écrits que Carla Maria Junho Anastásia consacre depuis une douzaine d'années à la violence dans la société coloniale au XVIII^e siècle. Son territoire correspond à cette vaste région où des explorateurs, partis des capitaineries de São Paulo et de Bahia, ont découvert à la fin du XVII^e siècle des dépôts d'or, sans doute les plus importants gisements connus à l'époque. En 1720, la région est érigée en une nouvelle capitainerie, celle de Minas Gerais, et s'y développe, tout au long du XVIII^e siècle, la plus florissante économie de l'Amérique portugaise. En effet, la production minière amène également un développement considérable du commerce, de l'agriculture, de l'élevage et des services. À la différence des régions côtières, les *sertões*, une sorte d'immense maquis, connaissent alors un intense et rapide processus d'urbanisation et les terres inoccupées ou non cultivées se réduisent. Le Minas Gerais du début de la seconde moitié du XVIII^e siècle est dès lors la région la plus peuplée du Brésil, la population étant composée de Noirs, esclaves et affranchis, de non-Blancs libres et de Blancs libres. Au total, 360 000 habitants environ vivent sur les terres du Minas Gerais vers 1780. Si l'on compte plusieurs villes et bourgades, il reste des espaces inhabités, montagnes, forêts et hauts plateaux, traversés de routes et de chemins qui relient les villages et les grandes fermes aux centres urbains. Ces voies sont empruntées par les commerçants, les autorités, les milices et les habitants en général, mais elles servent également de terrains d'opération aux bandits, voleurs et contrevenants en tous genres et de toutes couleurs, ainsi qu'aux esclaves en fuite, les *quilombolos*, rebelles et autres aventuriers.

C. M. Junho Anastásia explore avec aisance ce thème de la violence, si important dans les relations sociales du passé comme du présent. Elle utilise pour cela les concepts, les catégories et les méthodes de l'histoire sociale ; au fil des pages, c'est une histoire sociale et politique de la culture qui est ainsi campée. L'apport historiographique de son travail est indéniable. Ainsi l'auteur a-t-elle examiné une grande quantité de documents administratifs du gouvernement de la capitainerie, ceux de Vila Rica de Ouro Preto, et de documents fiscaux de la Casa dos Contos, déposés à l'Arquivo Público Mineiro, à Belo Horizonte. De plus, C. M. Junho Anastásia a analysé des sources concernant Minas Gerais conservées à l'Arquivo Histórico Ultramarino de Lisbonne, à la Biblioteca Nacional et à l'Arquivo Histórico do Itamaraty, à Rio de Janeiro.

Aux yeux de l'auteur, la violence est autant collective qu'individuelle, et son importance relative et multiforme est à mettre en relation avec la faible institutionnalisation politique de la région au XVIII^e siècle. En outre, les *sertões* de la capitainerie étaient à l'écart, voire hors de portée des institutions publiques, installés principalement dans les secteurs urbanisés. Ainsi, les régions moins connues ou moins mises en valeur, pour ainsi dire incivilisées et ingouvernables, étaient synonymes de lieux de tous les désordres. C'est là que se réfugiaient et vivaient les bandits, vagabonds et contrebandiers, dans ces espaces que l'on imaginait peuplés de monstres et d'êtres fantastiques, royaumes des esprits, qu'ils fussent indigènes, africains ou métis, qui faisaient de la forêt et du maquis des lieux dangereux. Circuler sur les routes et chemins des Minas n'était pas de tout repos. Nombre de crimes s'y commettaient, dont les victimes étaient aussi bien les autorités que de simples gens.

Dans son chapitre « A geografia do crime », le lecteur voit surgir ces « figures du mal », et leurs actes criminels sont rapportés par la plume d'une historienne attentive à ces acteurs historiques, romantiques pour certains, bien peu corrects pour d'autres. Néanmoins, ils sont des protagonistes d'une histoire ignorée par les manuels scolaires et par les livres de vulgarisation. En fait, ils affrontent les représentants de l'ordre et, tout au long de cette période, ils contraignent l'État, par la trans-

gression de ses normes et de ses codes, à marquer sa présence dans les territoires lointains bien plus que de coutume dans une société ancienne.

Dans les *sertões* de C. M. Junho Anastásia, les relations quotidiennes sont régies par les hommes les plus forts, les plus puissants et les mieux armés. Ce sont eux qui contrôlent les chemins reliant les régions minières du centre à Bahia, à Rio de Janeiro, à Espírito Santo, à São Paulo et à Goiás. Parmi ces figures du monde du crime, on trouve, par exemple, le gitan Montanha (Montagne) et sa bande, qui volent et tuent leurs victimes ; le *coronel* et mineur Mão de Luva (Main de velour), à la tête d'une bande de plus de deux cents hommes blancs, noirs et métis, qui rançonne les contrebandiers et des colporteurs. Cependant, on ne saurait prétendre que Mão de Luva n'est qu'un voleur insensé. Contrebandier lui aussi, il collabore avec les agents de l'ordre, éliminant d'autres contrebandiers et portant les évangiles à ses amis Indiens de la région. Bien des criminels hantent ces « zones de non-droit », catégorie d'analyse adoptée par C. M. Junho Anastásia. Ainsi, Januário Garcia Leal, dit Sete Orelhas (Sept Oreilles), qui se lance dans la vie criminelle à la suite de la mort de son frère, assassiné par sept bandits. Pour venger sa mémoire, il les tue avec sa bande les uns après les autres et porte autour de son cou un collier fait des sept oreilles séchées de ses victimes. Une fois cette vengeance accomplie, Sete Orelhas et ses comparses deviennent à leur tour des bandits, volant et tuant ceux qui passent à proximité de leurs domaines.

Cependant, les criminels des Minas du XVIII^e siècle peuvent également être des gens issus du monde officiel. Parmi eux, l'ouvidor de Serro do Frio, au nord de la capitainerie, Joaquim Manoel de Seixas Abranches. Malgré sa qualité, Seixas affronte le gouverneur et ignore les lois de Dieu et de Sa Majesté. En outre, il soumet le peuple et les autorités locales à ses folies administratives, obligeant même des jeunes filles à participer aux *batuques*, les danses des Noires, et à des actes licencieux. C. M. Junho Anastásia conclue que, dans ces zones de non-droit, la tyrannie et l'arbitraire ont été la règle, et que l'exacerbation de la violence en est l'expression presque naturelle.

Un chapitre entier est consacré au cas du Portugais Manuel Nunes Viana, un militaire et grand propriétaire foncier. Comme *Mão de Luva*, Viana mêle actions criminelles et initiatives surprenantes de la part ces hommes sans scrupules. Il figure dans le *Dicionário do Brasil Colonial* comme un amoureux des lettres, qui patronna même la publication du célèbre *Compêndio narrativo do peregrino na América*, en 1728. Mais, ce qui fit de lui un homme puissant, célèbre et craint, se sont précisément ses crimes. Viana est arrivé dans la région des mines d'or au début du XVIII^e siècle, en provenance de Bahia. En 1708, il est l'un des principaux protagonistes du conflit, plus connu sous le nom de guerre des *Emboabas*, qui opposa les exploitants de mines paulistas, originaires de São Paulo, et ceux venus d'autres régions. Viana représente ces *Emboabas*, c'est-à-dire les étrangers, qui l'ont même acclamé comme gouverneur du Minas, contre la volonté du roi. Intelligent et expérimenté, il n'a pas soutenu sa prétention. Quelques années plus tard, il se lance dans des actions violentes, dans le nord de la capitainerie, mais d'une façon différente. Il utilise une milice, formée d'esclaves noirs Mandingues, qui sèment la terreur en s'emparant des fermes et des villages de la région avant l'arrivée de leurs chefs. Craints comme sorciers, ces Africains transmettent une puissance magique à Viana, comme ils le faisaient traditionnellement dans l'ancien empire du Mali, leur région d'origine. Dans les *sertões*, ils font courir le bruit que son corps ne peut être touché par le mal, les armes ou les maladies, qu'il peut voir à travers les murs et écouter tout ce que se dit dans les maisons. Grâce à la force des Mandingues armés, le bandit lettré devient très riche et puissant, au point de rivaliser avec le gouverneur du Minas Gerais, le comte d'Assumar.

Ce sont ces histoires fascinantes que le lecteur trouvera dans les pages de *A geografia do crime*. Deux points mériteraient d'être mieux examinés par l'auteur, à moins que ses options théoriques l'aient empêchée d'y prêter une plus grande attention : la violence n'a jamais été l'exclusivité des *sertões*, ni des hommes qui y sont nés, ni de ceux qui s'y sont installés. Par ailleurs, une plus grande institutionnalisation de la politique dans les villes et

les villages les plus importants – et ils sont nombreux au XVIII^e siècle au Minas Gerais – n'a pas protégé ceux-ci de la violence, bien que celle-ci s'y pratiquât sous des formes différentes. En tout cas, C. M. Junho Anastásia anticipe cette critique du caractère général de la violence et se prémunit contre cette généralisation hâtive, en affirmant qu'il n'existe pas un discours ou un savoir universel sur la violence mais que chaque société doit vivre avec la sienne, selon ses propres critères.

EDOARDO FRANÇA PAIVA

Ana Claudia Marques

Intrigas e questão, vingança de família e tramas sociais no sertão de Pernambuco

Rio de Janeiro, Editora Relume Durama, URFJ, 2002, 350 p.

Dans cet ouvrage, Ana Claudia Marques éclaire de manière novatrice le phénomène des luttes de familles dans l'intérieur de l'État de Pernambouc. S'appuyant sur une solide recherche de terrain, l'auteur nous invite à penser les manifestations de violence autrement qu'en termes d'« absences » de la justice, de carence de l'État et de retard de la modernisation.

Déconstruisant ces stéréotypes, A. C. Marques nuance également l'idée d'une « culture de la violence », à partir de laquelle ces luttes familiales seraient prévisibles et immuables. Contrairement à ces idées reçues, largement répandues, l'auteur montre la plasticité et l'imprévisibilité de ces conflits, qui conduisent à une réélaboration constante des liens d'appartenance. Les luttes de familles, en réalité, inscrivent les individus dans des contextes complexes et parfois paradoxaux : en même temps qu'elles débouchent sur la désagrégation de certains groupes, elles font émerger de nouvelles affiliations, effacent certaines frontières et en délimitent d'autres.

A. C. Marques met ainsi en évidence le caractère discontinu des manifestations de violence et se focalise sur la spécificité de chacun des cas étudiés, accordant une attention particulière aux actes et aux motifs, parfois dérisoires, qui déclenchent les agressions. Puis, de

manière tout aussi pertinente, elle examine les conditions de l'escalade de la violence et l'éclosion du développement des processus de vengeance. Avec une égale justesse, elle prend en considération toute la gamme des différents conflits (depuis les injures jusqu'aux assassinats) qui, de fait, traversent l'ensemble des rapports sociaux : relations de voisinage, de parenté, ou rivalités entre les villes. Pour les analyser, l'auteur distingue la perception de l'adversaire, en quatre chapitres : « L'ennemi proche », « Le parent ennemi », « L'ennemi commun » et « L'ennemi ambigu ». Et comme l'affrontement entre adversaires implique également la recherche d'alliances, le cinquième chapitre est justement consacré à « L'ami ».

Un autre apport important de cet ouvrage tient à la distinction, faite par l'auteur, entre les termes *intrigas* (intrigue) et *questão* (question), même s'ils peuvent être interchangeable dans les discours des protagonistes. Ainsi l'*intriga* se réfère davantage à une prédisposition à l'agression qui, bien que publique, se limite à l'affrontement entre deux individus. La *questão* survient, quant à elle, lorsque le conflit s'étend à d'autres personnes et peut concerner l'ensemble de la communauté.

En théorie, une fois les hostilités déclenchées, l'*intriga* ou la *questão* ne devraient pas connaître de terme. Néanmoins, dans la pratique, les arrangements sont de mise, dans le double objectif de mettre fin à la violence et aux processus de vengeance. Les accords alors établis, souvent grâce à l'intervention d'un médiateur, portent dans la majorité des cas sur des délimitations territoriales : chaque camp doit respecter le territoire attribué à l'adversaire, et il est interdit de s'y rendre. Dès lors, si l'intrigue ou la question ne se résolvent pas, elles prennent concrètement fin mais se déplacent pour intégrer le champ de la mémoire, prêtes à être cependant réactivées par celle-ci : injures, blessures, assassinats, deuils, dommages matériels et déménagements forcés ne doivent en aucun cas tomber dans l'oubli. Ce « stratagème » est précaire – les hostilités peuvent toujours resurgir –, mais pourtant efficace. De fait, dans la plupart des cas, l'intrigue et la question restent cantonnées à ce « temps mythique », tant qu'on les remémore, comme on rend un culte aux morts.

Par la rigueur de la démarche scientifique, la sensibilité et la pertinence de ses analyses, le travail de A. C. Marques dépasse largement le cadre brésilien et régional pour intéresser tous ceux qui s'interrogent sur la question de la violence et sur les processus de vengeance.

PATRICIA SAMPAIO SILVA

Júnia Ferreira Furtado

Chica da Silva e o contratador dos diamantes – O outro lado do mito
São Paulo, Companhia das Letras,
2003, 403 p.

Depuis plus d'un siècle, la figure de Chica da Silva ne cesse d'attirer la curiosité des Brésiliens. Au fil des années, son image s'est transformée, accompagnant en cela les changements des mentalités. D'abord présente dans les livres d'histoire, puis dans les œuvres littéraires, pour être véritablement popularisée par le cinéma et la télévision, elle fut sorcière, mégère, femme sensuelle, rédemptrice des esclaves, héroïne et emblème du mouvement Noir. Autant de visions contradictoires qui se dégagent de ces représentations et reflètent l'évolution des rapports sociaux au Brésil.

C'est en 1868 que naît le mythe de Chica da Silva, personnage qui émerge des pages du livre *Memorias do districto diamantino*, de l'avocat et écrivain Joaquim Felício dos Santos. Consacré à l'histoire du « district des Diamants », ancienne circonscription située dans la partie nord-est du Minas Gerais, une province de l'intérieur du Brésil, cet ouvrage décrit en quelques pages le parcours de Chica da Silva, une esclave affranchie dont la particularité est d'avoir été la concubine du desembargador (haut magistrat) João Fernandes de Oliveira – l'un des hommes les plus riches et puissants de l'Empire portugais dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Le récit de Santos, qui a longtemps constitué la source privilégiée des études historiques ainsi que des œuvres de fiction sur l'ancienne esclave, contient pourtant de nombreuses erreurs et imprécisions ; basé essentiellement sur la tradition orale, il reproduit en outre les préjugés de l'époque à laquelle il a été écrit.

Jusqu'à la parution du livre de Júnia Ferreira Furtado, l'insuffisance voire l'absence de recherche historique étaient en effet le point commun de presque tout ce qui avait été écrit sur Chica da Silva. Pourtant, comme le montre l'auteur, les archives brésiliennes et portugaises renferment nombre de documents susceptibles d'éclairer non seulement l'histoire de la mulâtresse Francisca – son véritable nom de baptême – et de son riche concubin, mais aussi celle de leurs ancêtres et de leur vaste descendance. Toutefois, le principal intérêt de l'ouvrage de J. Ferreira Furtado dépasse la simple approche biographique. Raconter la vie de Chica da Silva n'est pas une fin en soi, car l'auteur établit au contraire que son parcours est semblable à celui de bien d'autres femmes *forras* (affranchies) de la société minière du XVIII^e siècle. Aux côtés de Chica, l'on voit donc défiler une foule d'ex-esclaves noires ou métisses dont les parcours permettent de mieux saisir, dans leurs similitudes et leurs spécificités, le milieu dans lequel elles évoluaient, ainsi que les possibilités offertes par l'*alforria* (l'affranchissement), le mariage ou le concubinage avec les Blancs dans une société esclavagiste. La trajectoire de la famille Oliveira, quant à elle, éclaire de manière inédite l'histoire sociale et politique du Portugal, abordant des thèmes comme les réseaux clientélares sous le marquis de Pombal, les règles de concession d'honneurs et de privilèges, les constitutions de *morgados* (majorats), les barrières à l'ascension sociale que rencontraient les enfants illégitimes ainsi que les moyens de les contourner.

Au milieu du XVIII^e siècle, dans la région diamantifère comme dans le reste de la capitainerie du Minas Gerais, la population la plus nombreuse était celle des esclaves, suivie par celle des femmes et des hommes affranchis, et enfin par une petite classe dirigeante composée de Blancs – des Portugais pour la plupart – qui occupaient les principaux postes administratifs et militaires et qui dominaient le commerce local. Pour plusieurs raisons, l'*alforria* était plus accessible aux femmes qu'aux hommes. En effet, le nombre de femmes blanches étant très réduit dans la région minière, le concubinage avec les Noires et les mulâtresses était très fréquent, malgré

la réprobation et la répression des autorités ecclésiastiques (l'auteur en donne des exemples saisissants). De plus, bien des « seigneurs d'esclaves » affranchissaient leurs maîtresses noires, ainsi que les enfants nés de ces relations illicites ; la manumission pouvait aussi être achetée à crédit, selon le système très courant de la *coartação*, par lequel les esclaves – le plus souvent des femmes – étaient autorisés à rendre des services et à vendre quelques marchandises afin de réunir un pécule.

Une fois libres, les *forras* tentaient de monter dans l'échelle sociale, et le premier signe en était l'achat d'un ou de plusieurs esclaves. Ce comportement, qui peut nous paraître étrange, était partagé par tous ceux qui, parmi la population affranchie, réussissaient à réunir un capital. En s'éloignant du travail manuel, jugé dégradant, ils espéraient effacer le stigmate dont ils souffraient. Parmi les affranchis, c'étaient encore les femmes qui réussissaient le mieux leur ascension sociale. En 1774, dans le florissant village de Tejuco (l'actuelle ville de Diamantina), chef-lieu du district, la plupart des hommes affranchis, cordonniers, maréchaux-ferrants, charpentiers, etc., vivaient de leur office, tandis que la majorité des *forras* subsistaient sans travailler, grâce à la protection d'un concubin blanc ou aux revenus obtenus par le travail de leurs esclaves. Le sort des *forras* était cependant des plus variés : certaines menaient des existences encore plus pénibles et misérables que lorsqu'elles étaient esclaves, alors que d'autres réussissaient à accumuler quelques biens et à assurer à leur descendance une vie confortable et digne, notamment en mariant leurs filles métisses avec des Blancs. Lorsqu'elles allaient à la messe du dimanche, c'est à la manière des dames blanches de la bonne société qu'elles se déplaçaient, assises dans des palanquins et suivies par des cortèges d'esclaves bien habillés, à la grande indignation des hauts fonctionnaires portugais fraîchement arrivés dans la région. L'élite locale, en revanche, acceptait plus facilement la présence de ces femmes – comme le prouve, entre autres, le cas de Chica da Silva, qui était membre de nombreuses confréries de Blancs et était parfaitement intégrée aux autres réseaux de sociabilité du district des Diamants.

C'est en 1753, à l'âge de vingt ans environ, que la mulâtresse Francisca, née d'une mère

esclave d'Afrique (Costa da Mina) et d'un Blanc, devient une femme libre. Cette liberté n'a pas été achetée, mais résulte d'un acte de bienveillance – ou plutôt équivaut à une preuve d'affection – de la part de son nouveau maître, João Fernandes de Oliveira, qui l'a affranchie seulement quelques mois après l'avoir achetée au médecin du village, de qui elle avait eu un fils. Le jeune *desembargador* était arrivé cette année-là dans le Tejuco pour s'installer en tant que *contratador* de l'exploitation des diamants, qu'il avait pris à ferme avec son père. Beau parti, il n'aurait eu aucune difficulté pour se marier avec une jeune fille de bonne famille de la région, mais c'est avec Francisca qu'il décida de faire sa vie. De leur liaison, qui a duré dix-sept ans, sont nés treize enfants. Avec la venue au monde de leur aînée, Francisca change de statut : sur les actes de baptême, les livres de confréries et autres documents, on ne lit plus « Francisca, *mulata* », ou « Francisca da Silva, *forra* », mais « Francisca da Silva de Oliveira » – mention parfois précédée du titre de « dona », qui était réservé aux femmes de la noblesse et des élites locales du monde portugais.

Alors que les seigneurs affranchissaient souvent sur leur lit de mort les esclaves adultes, y compris leurs maîtresses, la précocité de *alforria* de Francisca, le statut de João Fernandes de Oliveira, l'adoption du nom de famille dans une union non formalisée pourtant, la longévité de cette liaison, leur nombreuse descendance et le destin de leurs enfants sont autant d'aspects qui confèrent un caractère remarquable à la trajectoire de Chica da Silva. Ce qui mérite d'être mis en évidence dans l'histoire de cette femme n'a donc rien à voir avec les stéréotypes qui lui furent habituellement associés. Le portrait de la mulâtresse sorcière, lascive et « mangeuse d'hommes » ne convient pas à la vraie Chica da Silva, elle qui a eu en moyenne un enfant tous les treize mois, du même père. À la lumière des sources, le mythe de la femme « rédemptrice des esclaves » est lui aussi sans fondement. Dona Francisca da Silva de Oliveira, qui en posséda jusqu'à cent quatre à son service au cours de sa vie, s'est comportée avec eux comme la plupart des grands propriétaires d'esclaves du Minas Gerais ; cherchant à conserver son patri-

moine et à le transmettre à sa descendance, elle a été très parcimonieuse dans la concession d'*alforrias*.

L'examen rigoureux et fécond d'un ensemble de sources variées a permis à J. Ferreira Furtado non seulement de déconstruire le mythe de Chica da Silva, mais aussi d'éclairer les configurations complexes des relations sociales – et raciales – dans le monde portugais, configurations dont les traces sont encore visibles aujourd'hui au sein de la société brésilienne. Comme le souligne l'auteur à plusieurs reprises, loin d'être le point de départ de la constitution d'une « identité noire », l'*alforria* a plutôt été le début du processus d'acceptation par les Noirs des valeurs de l'élite blanche, mécanisme essentiel pour que l'ex-esclave et ses descendants puissent réussir leur insertion. L'effort constant des *forras* pour s'intégrer et marier leurs enfants métis avec des Blancs participait d'un processus plus vaste de « blanchiment » ethnique et culturel, qui révèle « non pas des caractéristiques démocratiques dans les relations raciales, mais les pièges subtils qui voilent l'oppression raciale au Brésil ».

CLÁUDIA DAMASCENO FONSECA

Laurent Vidal

*Mazagão, la ville qui traverse l'Atlantique.
Du Maroc à l'Amazonie (1769-1783)*
Paris, Aubier, « Collection historique »,
2005, 314 p.

L'itinéraire proposé dans son ouvrage par Laurent Vidal sur le déplacement de Mazagão est un extraordinaire voyage dans l'espace et le temps. Son point de départ est un exploit hors du commun de la part des Portugais qui, en 1769, ont réussi à faire traverser l'Atlantique et à transplanter dans la forêt amazonienne ce grand « radeau de pierre » accroché aux rives marocaines depuis 1514 que fut la ville de Mazagão.

Certes, ce transfert a pris du temps : la forteresse assiégée est abandonnée entre décembre 1768 et mars 1769. Les habitants passent ensuite plusieurs mois en transit à Lisbonne, de mars à septembre 1769. Installés provisoire-

ment à Belém, ils y séjournent presque dix ans, pendant que la ville nouvelle sort de terre, bâtie par des Indiens peu enthousiastes, qui souffrent de maladies diverses (en particulier le paludisme) et du manque chronique de nourriture – ce qui explique le nombre des désertions chez les travailleurs réquisitionnés pour accomplir cette tâche monumentale. L'ironie de l'histoire est que la ville nouvelle, une fois peuplée par les déportés du Maroc, se délite rapidement sous l'action combinée de la chaleur, de l'humidité et des infections tropicales. En 1783, le projet est abandonné par la Couronne, qui doit s'occuper de nouveaux impératifs géopolitiques : le traité de Versailles a entériné l'indépendance des États-Unis d'Amérique et le Portugal cherche à renforcer ses frontières extérieures en fondant de nouvelles *vilas* pour affirmer sa présence face aux prétentions territoriales de l'Espagne. La Nova Mazagão est désertée par ses habitants qui regagnent Belém et laissent derrière eux, en apparence sans regret, des murs et des morts.

La grande originalité du travail réalisé par L. Vidal, à partir du dépouillement des archives conservées des deux côtés de l'Atlantique, ne consiste pas à relater de manière minutieuse toutes les circonstances du transfert : l'embarquement des familles, leur première étape à Lisbonne, le second départ vers le nord Brésilien, l'installation à Nova Mazagão, l'abandon du site amazonien, du programme politique et du projet urbain que représente le déplacement de Mazagão pour les autorités portugaises comme pour les habitants transportés d'un bout à l'autre de la planète au nom de la raison d'État. De manière paradoxale, on peut considérer que le sort étrange de Mazagão n'est pas l'intérêt principal d'un livre qui se lit comme un roman grâce aux qualités d'écriture de son auteur. En fait, le transfert de la forteresse portugaise n'est qu'un prétexte. Si le livre de L. Vidal emporte à ce point l'adhésion du lecteur, c'est parce que, au-delà de l'analyse des faits historiques, il propose une réflexion non seulement sur l'histoire et la mémoire mais aussi sur la ville et le fait urbain.

L'auteur brosse en effet le portrait d'une ville en suspens et d'une société qui s'interroge sur son existence quand elle se retrouve « hors

les murs » et « hors le temps ». L'attente occupe un rôle central dans les mécanismes de contrôle social et de maturation des identités collectives au sein d'une communauté fragilisée par son caractère transitoire. Tout le mérite de L. Vidal est de travailler cette temporalité distendue afin de saisir ce que signifie une cité pour ses habitants. Peu importe alors le contexte géographique (Maroc, Portugal ou Brésil) et l'époque à laquelle se déroulent les faits (la fin du XVIII^e siècle) : Mazagão est une ville d'autant plus intemporelle qu'elle fut éphémère, au moins dans son avatar amazonien.

Dans cette perspective, le dernier chapitre de l'ouvrage (« Le destin de Mazagão, de part et d'autre de l'Atlantique, XIX^e-XXI^e siècles ») apparaît comme un retournement de situation, un pied de nez à l'histoire. On y découvre comment l'ancienne Mazagão, devenue El Jadida (La Rénovée), joue sur son passé colonial pour se donner un sens. On voit aussi que la Nova Mazagão n'a jamais complètement rendu l'âme et qu'elle a plusieurs fois tenté de renaître de ses cendres, sous le nom judicieux ou ironique de *Regeneração* (Régénération, 1833) puis de *Mazagão Velho* (Mazagão-le-Vieux, 1915), au moment où une nouvelle Mazagão voyait le jour sous le nom de Mazaganópolis. La mémoire rattrape ainsi l'histoire, et l'historien se fait anthropologue pour étudier la fête de São Tiago (Saint-Jacques) que les habitants de Mazagão-le-Vieux organisent chaque année afin de commémorer la lutte rituelle entre les maures et les chrétiens : du littoral marocain à la forêt brésilienne, la boucle est enfin bouclée, permettant à L. Vidal de poser les bases scientifiques et méthodologiques d'une véritable histoire sociale de l'attente.

ALAIN MUSSET

István Jancsó (éd.)

Independência: história e historiografia

São Paulo, Editora Hucitec/Fapesp, 2005, 934 p.

Parmi les grandes questions de l'histoire du Brésil, l'Indépendance est, avec l'esclavage, celle qui a suscité le plus grand nombre d'études.

Le premier article des vingt-sept contributions réunies par István Jancsó est d'ailleurs consacré au traitement du thème par les historiens brésiliens, de Francisco Adolfo Varnhagen, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, jusqu'aux problématiques contemporaines, lesquelles font l'objet de cette somme collective de plus de neuf cents pages.

La publication de ce volume couronne en effet des recherches entreprises depuis 1994 sur la formation de l'État et de la nation au Brésil, et prolonge les débats d'un colloque tenu en 2003 à São Paulo. Les meilleurs spécialistes de la première moitié du XIX^e siècle apportent ici leur pièce inédite à la « mosaïque » que constitue, selon I. Jancsó et João G. Pimenta, l'indépendance du Brésil, entendue comme le processus de formation de l'État-nation, entre le transfert de la cour portugaise en 1808 et la fin des années 1840. La métaphore de la mosaïque reflète la méthode employée : là où les travaux individuels offraient des lignes d'interprétation exclusives, souvent téléologiques, parfois chargées d'anachronismes, l'ouvrage dirigé par I. Jancsó rassemble des approches et des éclairages complémentaires, forme une sorte d'encyclopédie de l'indépendance et suggère, par ses inévitables lacunes, des pistes à creuser.

Les avancées dont témoigne ce livre sont assez spectaculaires et ébranlent un des piliers de l'historiographie latino-américaine et de la construction identitaire brésilienne. S'il y a en effet une constante qui sert à distinguer l'Amérique portugaise de l'Amérique espagnole et à conférer au Brésil sa spécificité, ce sont bien les formes qu'a revêtues l'émancipation de ce pays. Conformément à un postulat presque aussi ancien que l'indépendance elle-même, l'Empire du Brésil aurait préservé sans douleur l'unité des possessions portugaises, alors que les vice-royautés espagnoles se sont émiettées en une vingtaine de républiques au terme de longues guerres. Les études de ce volume tendent cependant à rapprocher ces deux expériences, apparemment si dissemblables, et à souligner les convergences entre le mouvement des indépendances hispaniques et celui provoqué par la crise portugaise de 1820. Dans les deux cas, l'impulsion révolutionnaire vient d'Europe et produit ses

effets ensuite en Amérique. De même, l'idée, formulée par José Carlos Chiaramonte, selon laquelle les États qui apparaissent sur les décombres de l'Amérique espagnole ne correspondent pas aux identités politiques collectives, peut aussi s'appliquer au Brésil (André Roberto de A. Machado). L'ouverture sur l'histoire des républiques voisines, la lecture des œuvres de François-Xavier Guerra, cité par la presque totalité des auteurs, ont fortement contribué à cette profonde réévaluation du cas brésilien. D'autres historiens avaient auparavant montré la fragilité et la complexité du processus d'indépendance, la variété des projets qui surgissent au sein d'un espace public en plein développement¹ et, surtout, le possible éclatement de l'Amérique portugaise en plusieurs entités.

Maria Odila da Silva Dias², en 1972, ou Roderick J. Barman³, en 1988, ont fait des tensions régionales l'une des dynamiques de l'indépendance : la première, en montrant l'hostilité des provinces du Nord à la centralisation politique conduite par Rio de Janeiro ; le second, en insistant sur la concurrence à laquelle durent se livrer les Cortes de Lisbonne et le prince-régent Dom Pedro pour rallier les provinces à leur obédience. Cette thématique traverse de nombreux articles du livre : un tiers de l'ouvrage est en effet consacré à l'indépendance telle qu'elle s'est déroulée dans chacune des régions de l'Amérique portugaise, de l'Amazone au Rio de La Plata. Certaines contributions rappellent ce fait bien connu, mais souvent éclipsé, que l'indépendance du Brésil n'est proclamée le 7 septembre 1822 que dans une partie de l'Amérique portugaise. Il fallut attendre en effet plusieurs mois pour que Bahia (juillet 1823), le Pará, le Maranhão (août 1823) et la Cisplatine (février 1824) fassent partie de l'empire. Les textes mentionnent le rôle actif des municipalités dans le processus, particulièrement dans le Recôncavo bahianais, mais on peut regretter l'absence d'un article qui analyserait les conditions spécifiques de « l'indépendance au village ».

Quels facteurs expliquent le basculement des provinces dans le camp de Dom Pedro ? Malgré les différences régionales, certaines situations se répètent, d'un bout à l'autre du Brésil. La révolution portugaise de 1820 a

réveillé les aspirations à l'auto-gouvernement, largement partagées par les élites créoles. Dans un premier temps, les franchises locales paraissent mieux garanties par les Cortes, qui délivrent les provinces de la tutelle de Rio de Janeiro et leur permettent de former leur propre gouvernement, que par un prince absolutiste. Mais la décision de ce dernier, le 3 juin 1822, de convoquer au Brésil une Assemblée constituante renverse la donne. Le régent, avec ses promesses de constitution, apparaît soudain moins tyrannique que les Cortes, lesquelles s'orientent de plus en plus vers une solution militaire pour faire rentrer le Brésil dans l'obéissance. En dissolvant *manu militari* la Constituante le 12 novembre 1823 et en « octroyant » une charte centralisatrice, peu respectueuse des « petites patries », Dom Pedro trahira le pacte tacite conclu entre juin et septembre 1822, préparant ainsi les conditions de sa chute, le 7 avril 1831 (Miriam Dohnikoff).

Le second élément, commun à toutes les provinces, reste l'irruption sur la scène politique de la population pauvre à la faveur de la révolution portugaise. Le rejet de l'absolutisme est quasiment général, mais il devient source d'inquiétude quand les idées de liberté, voire d'égalité, se propagent parmi les esclaves et surtout la plèbe, active dans toutes sortes de manifestations. Dans son article sur le Minas Gerais, Ana Rosa Clochet da Silva cite une définition de la « populace », redoutée par les classes possédantes de tout le pays : « Une infinité de vagabonds – des Blancs, des métis de tout acabit, des Noirs libres – qui ne se soumettent pas au travail mais s'adonnent à d'affreux vices, pour lesquels ils commettent mille désordres, volent et assassinent. » Les révoltes et les risques de révolte incitent les gouvernements des provinces et les municipalités à la composition avec le pouvoir de Rio de Janeiro. Elles servent aussi à écarter des affaires ceux qui défendent l'inclusion des masses dans le système politique du nouvel empire. Le ralliement au gouvernement impérial a été obtenu, dans certains cas, par la force des armes. Plusieurs contributions évoquent ainsi les guerres qui ont émaillé l'indépendance – beaucoup moins pacifique qu'il n'y paraissait –, et dont les conséquences ont pu se faire sentir jusqu'au milieu du siècle.

Le livre, qui traite de nombreux autres aspects (la presse, la franc-maçonnerie...), n'est pas seulement monumental par le nombre de ses pages, d'une grande densité ; il l'est aussi par l'ensemble de ses contenus qui en font une référence indispensable sur le Brésil du premier XIX^e siècle.

ARMELLE ENDERS

1 - MARCO MOREL, *As transformações dos espaços públicos. Imprensa, atores políticos e sociabilidades na cidade Imperial (1820-1840)*, São Paulo, Hucitec, 2005.

2 - MARIA ODILA DA SILVA DIAS, « A interiorização da metrópole (1808-1853) », in C. GUILHERME MOTA (éd.), *1822: Dimensões*, São Paulo, Perspectiva, 1972, pp. 160-186.

3 - RODERICK J. BARMAN, *Brazil: The forging of a nation (1798-1831)*, Stanford, Stanford University Press, 1988.

Evaldo Cabral de Mello

A outra independência. O federalismo pernambucano de 1817 a 1824

São Paulo, Editora 34, 2004, 259 p.

L'une des interprétations les plus couramment admises du processus de l'indépendance du Brésil souligne son caractère original dans le cadre de l'Amérique du Sud, voire des Amériques en général. À l'origine de cette exception, on trouve l'idée que l'unité de cette nation, qui a été une colonie, est la conséquence de la persistance de la monarchie. Celle-ci en effet, transférée de Lisbonne à Rio de Janeiro en 1808, aurait créé les conditions de formation d'une unité nationale. Cette lecture, qui identifie indépendance du Brésil et construction d'un État national avec et par le régime monarchique, était largement diffusée dans les discours de l'époque, surtout dans les cercles qui étaient sous l'influence directe de la Cour. Or, d'argument utilisé dans les pamphlets, cette interprétation a fini par représenter, dans les ouvrages d'histoire des XIX^e et XX^e siècles, le cœur du grand récit de l'État brésilien.

À cette vision téléologique et commémorative de l'indépendance du Brésil, qui n'est que la promotion au rang de vérité historique d'une

vision partisane de l'époque, Evaldo Cabral de Mello oppose une perspective capable de prendre en compte toute une série d'autres projets politiques et d'expériences historiques. Les mouvements autonomistes et fédéralistes qui se déroulent au Pernambouc de 1817 à 1824, même s'ils représentent des tentatives avortées, constituent autant de visions alternatives du Brésil, qu'il faut intégrer et prendre en compte. En fait, leur interprétation ne peut pas se réduire aux accusations de séparatisme, d'anarchie et d'ambition personnelle de leurs chefs, accusations que leurs détracteurs ont portées contre eux à l'époque. De même, ils ne peuvent être présentés – comme l'ont fait ceux qui, à Rio de Janeiro, les combattaient – comme un mélange de fédéralisme et de républicanisme. Mais alors, quel a été le sens de ces mouvements ayant une forte dimension régionale ? Voici la question à laquelle ce livre se propose de donner une réponse d'ensemble.

D'abord, il faut partir de la conjoncture économique qui a conduit le Pernambouc et le Nordeste à jouer un rôle particulièrement actif dans la production et l'exportation du coton, ce qui a permis à cette région d'établir des contacts directs avec les centres industriels anglais, français et nord-américains. À cette dynamique s'opposait le conservatisme de Rio de Janeiro et des commerçants qui étaient restés plutôt liés à Lisbonne et Porto. Il serait aussi possible de distinguer, à l'intérieur même de la géographie du Nord-Est, une région septentrionale, plus tournée vers le coton, et une autre, méridionale, connectée au Portugal en tant que centre de réexportation du sucre. Quoi qu'il en fût du dynamisme commercial du Nord-Est, ses recettes douanières, objet de la convoitise des centres de décision situés à Rio de Janeiro, une fois la douane installée dans la capitale de l'Empire, restaient toujours insuffisantes pour faire face aux dépenses de la cour et de la bureaucratie naissante. Les revendications fédéralistes ont ainsi été une réponse à cette ponction fiscale de la part de Rio. Les plans de Manuel de Carvalho Pais de Andrade, le leader du mouvement de 1824, manifestent la claire intention d'obtenir le soutien de l'Angleterre et des États-Unis, en échange de l'abolition de la traite négrière. Même si ces efforts n'ont pas

été couronnés de succès, les observateurs de Rio ont toujours associé la collusion des mouvements du Pernambouc avec ces deux puissances étrangères.

Dans cette conjoncture, où des intérêts internationaux sont évidents, quelles ont été les forces sociales impliquées dans ces revendications autonomistes et fédéralistes ? Pour répondre à cette question, l'analyse de E. Cabral de Mello refuse tout schématisme, sachant que ces projets politiques ne peuvent être attribués aux *senhores de engenho* (maîtres des moulins), qui représentaient la vieille aristocratie rurale, précisément parce que celle-ci s'était repliée sur elle-même au XVIII^e siècle et était largement sur le déclin. Sauf cas isolés, les membres de ces familles ont adhéré au mouvement, mais n'en ont pas pris la tête. On peut même dire que la région d'Alagoas, où se concentraient les principales plantations de sucre, a joué un rôle contre-révolutionnaire avec l'organisation de milices rurales. Ce qui paraît certain, c'est que l'initiative politique venait des nouvelles couches urbaines supérieures, issues des commerçants portugais qui s'étaient identifiés au fil des générations avec les intérêts cotonniers de la région de Pernambouc et de Paraíba, dans leur nouvelle patrie. Ils composaient d'ailleurs la presque totalité des étudiants du Pernambouc à l'Université de Coïmbre, mais leur éducation européenne restait ouverte aux idées nouvelles.

Pour ce qui est des idées et des sensibilités politiques, le modèle nord-américain était jugé plus à même de conforter la tradition autonomiste de la province, à la différence des projets de centralisation et d'unification inspirés de la Révolution française. Mais dans ce registre, l'héritage de l'époque coloniale a sa place, mêlant sentiment nativiste et confrontation avec les Portugais. On peut établir plusieurs composantes de ce nativisme : le mythe constitutionnel, né au temps de la récupération du Pernambouc sur les Hollandais et forgé par les patriotes locaux, qui considéraient qu'une sorte de contrat direct les liait au roi ; le souvenir des luttes du début du XVIII^e siècle pour le contrôle du pouvoir municipal, qui avaient opposé les nobles locaux aux commerçants portugais parvenus ; le déplacement du sentiment anti-lusitanien dirigé non plus contre

Lisbonne mais contre Rio, à partir du moment où la Cour s'établit dans cette ville ; les diverses tentatives de penser le patriotisme local, depuis Frei Joaquim Caneca jusqu'à Manuel de Carvalho. De toutes façons, les idées républicaines n'étaient ni dominantes ni majoritaires au Pernambouc.

L'enchaînement des événements entre 1817 et 1824 constitue un vrai « labyrinthe politique », selon l'expression d'un consul français de l'époque. Toutefois l'issue des deux mouvements a été semblable. Recife fut soumis à un blocage naval et attaqué par le sud, c'est-à-dire depuis Alagoas, avec le soutien des milices rurales au service de la vieille aristocratie sucrière. Les sentiments monarchiques de cette région, suivant le témoin d'un *senhor de engenho*, étaient très forts. Comme Rio de Janeiro l'avait reconnu avec José Bonifácio de Andrade e Silva, les fédéralistes du Pernambouc comprirent que, pour faire valoir leur autonomie politique dans un projet fédéraliste, il était préférable d'abandonner toute référence au républicanisme, pour s'accommoder d'un empire luso-brésilien.

DIOGO RAMADA CURTO

Wilma Peres Costa

A espada de Dâmoçes. O exército, a guerra do Paraguai e a crise do Império
São Paulo, Hucitec, 1996, 333 p.

La guerre d'Indépendance des colonies hispaniques entre 1810 et 1825 a donné lieu à un processus – inévitable, mais contrôlé – de démocratisation, étant donné que les armées indépendantistes et royales avaient besoin des paysans et d'une partie considérable des anciens esclaves. Suivant une tradition déjà ancienne dans ces sociétés coloniales, où les paysans indiens, les métis et les hommes de couleur étaient toujours de la « chair à canon », prêts à être enrôlés comme soldats dans les milices des frontières, les armées des deux camps de la guerre d'Indépendance, finalement, se ressemblent : les officiers, Blancs – quelques-uns, « Espagnols de la péninsule », la plupart, « Espagnols américains » et membres de familles appartenant à l'aristocratie créole ; les

sous-officiers et soldats, aux origines les plus diverses (métis, Indiens, mulâtres, Noirs...). Mais l'expérience brésilienne est toute différente. L'Empire du Brésil, né en 1822, était non seulement une « île monarchique » dans une « mer de républiques », mais aussi une société esclavagiste qui avait réussi l'exploit de passer de la situation coloniale à l'autonomie totale à l'égard de la mère patrie sans une véritable guerre d'indépendance. C'est-à-dire sans entamer de processus – même limité – de démocratisation, car la guerre aurait pu signifier la fin de l'esclavage. Il n'est pas inutile de signaler que, au Chili, l'autre pays ibéro-américain où le passage de la colonie à l'indépendance s'est effectué sans que l'on puisse à proprement parler de guerre, le contrôle des anciennes familles possédantes sur les « classes dangereuses » n'a pas été inquiété.

La démarche développée par Wilma Peres Costa sur l'armée brésilienne pendant la guerre du Paraguay part de ce constat, et d'un autre : la tâche de construire une nation et de bâtir un État sur une base esclavagiste au XIX^e siècle dans un continent entièrement républicain était une authentique « quadratura do círculo », comme le disait déjà à l'époque José Bonifácio de Andrade e Silva, un des hommes politiques les plus clairvoyants de l'Empire. Bâtir un État impliquait de se doter d'une armée (tâche délicate quand plus d'un tiers de la population était composé d'esclaves) et d'une bureaucratie. Et surtout, disposer des ressources budgétaires suffisantes pour les rémunérer. Comme partout dans les nouveaux États américains (au nord, jusqu'à la guerre de Sécession, et au sud, jusqu'à la fin du XIX^e siècle), le commerce extérieur était la clé de la survie financière de ces jeunes États. Mais le problème principal pour le Brésil – et qui ne trouva pas de solution viable sinon après la chute de l'Empire et avec la fin de l'esclavage dans les années 1880 –, c'était le recrutement d'une véritable armée professionnelle. L'institution d'une Garde nationale, entreprise dans les années 1830, n'a pas donné les résultats escomptés, comme partout ailleurs en Amérique ibérique (il était très difficile de constituer une armée de citoyens avec des populations dont la grande majorité était exclue de la citoyenneté). Même dans le cas de Buenos Aires et

sa campagne, où l'extension de la citoyenneté fut l'une des plus larges du sous-continent, la Garde nationale, créée après 1852, n'est jamais parvenu à constituer une véritable armée de citoyens. Au Brésil, la situation était encore plus complexe parce que, très vite, la Garde nationale s'est muée en une force armée contrôlée par les potentats locaux, les *coroneis*. La réforme de cette institution en 1850 chercha à rompre avec le contrôle local sur la Garde nationale pour en faire le « bras armé » de la politique inspirée à partir du centre. W. Peres Costa rappelle, dans cette perspective, la réflexion d'un autre grand politicien de l'Empire, Joaquim Nabuco, qui énonçait un syllogisme devenu célèbre : le « Poder Moderador » (l'Empereur) nomme un cabinet qui désigne de nouveaux présidents des provinces de l'Empire ; ceux-ci choisissent de nouveaux chefs de la Garde nationale, qui contrôle les élections, gagnées – cela va de soi – par le parti ministériel... Ce compromis entre les pouvoirs locaux et le pouvoir central ne permettait pas d'établir l'armée comme l'institution disposant du « monopole de la violence ». Le long cheminement entamé à cette époque pour faire de l'armée ce dispositif essentiel de la construction étatique passait par une professionnalisation de l'institution, avec une bureaucratization renforcée, une bonne scolarisation et la création d'un corps d'officiers ayant une conception « institutionnaliste » des missions de l'armée. Un autre élément à prendre en compte est sa composition sociale : on se trouvait devant le paradoxe d'une armée « plébéienne » dans le cadre d'un État impérial. C'est à ce moment que la guerre du Paraguay des années 1865-1870 vint compliquer singulièrement la tâche.

La guerre du Paraguay – l'une des premières guerres modernes internationales – a été le conflit le plus meurtrier entre les jeunes nations latino-américaines du XIX^e siècle. La Triple Alliance, composée du Brésil, de l'Argentine et de l'Uruguay, mena contre le Paraguay pendant cinq ans une guerre aux terribles conséquences. À la fin du conflit, ce petit pays était presque anéanti et la population masculine décimée (on parle d'une proportion de cinq femmes pour un homme). Mais la guerre eut aussi des effets dramatiques pour les pays vainqueurs, mettant en lumière et leurs contradictions et leurs faiblesses internes.

Les armées latino-américaines du XIX^e siècle étaient composées d'hommes habituellement recrutés par la force (et les cas argentin, brésilien et uruguayen sont assez proches en ce sens). Les oisifs, les hommes sans occupation visible, les « vagamundos » dans le langage de l'époque, formaient la masse des soldats, mais il y avait aussi des esclaves vendus ou donnés par leurs propriétaires (surtout si ceux-ci voulaient s'en débarrasser pour des raisons d'indiscipline). Dans le cas brésilien, le rôle des ex-esclaves dans les armées envoyées au Paraguay fut secondaire (c'était évidemment un sujet tabou pour les grands propriétaires), l'essentiel de l'effort de guerre ayant été mené par la cavalerie de la région du Rio Grande do Sul – la patrie des « gaúchos » –, par des engagés « volontaires » et par des hommes recrutés par la force ou pris dans les contingents de la Garde nationale¹. Toucher cette institution n'était pas chose aisée, étant donné le contrôle des potentats locaux (les maîtres des esclaves avaient besoin de milices armées toujours prêtes à intervenir). Par ailleurs, comme le souligne W. Peres Costa, le rôle de la cavalerie *gaúcha* sur la frontière méridionale de l'Empire était à double tranchant. D'une part, cette force milicienne était indispensable pour préserver la frontière, mais, d'autre part, les contacts quotidiens entre les « estancieros » uruguayens et ceux du Rio Grande do Sul (qui avaient de multiples rapports entre eux et partageaient une culture rurale originale) pouvaient « contaminer » de républicanisme les élites du sud de l'Empire. Le souvenir de la brève période indépendante des Riograndenses, la *República dos Farrapos* (1835-1845), était là comme un sérieux avertissement. Mais la guerre du Paraguay pose une autre question importante : ce petit pays possédait une armée moderne, recrutée par conscription – on estime à 80 000 le nombre des hommes sous les drapeaux – et avec un fort sentiment de cohésion nationale. Face à ce nouveau défi, on ne pouvait continuer à faire la guerre comme auparavant. La cavalerie *gaúcha*, habituée à faire face au même type de formations militaires – existant de part et d'autre du Rio de la Plata –, ne pouvait pas suffire à assurer seule la victoire dans les nouvelles conditions imposées par le Paraguay. C'est là que le rôle de l'armée brési-

lienne, qui avait été réformée dans les années 1850, s'avéra crucial. Elle passe en quatre ans de quelques milliers de soldats à plus de cent mille hommes. Au Brésil comme en Argentine, cette hausse brutale des effectifs ne put être acquise sans que cela n'affectât l'ensemble de la société (la guerre étant très impopulaire, le président argentin, Bartolomé Mitre, dut faire face à des soulèvements dans plusieurs provinces², où le système de recrutement des hommes destinés à l'armée était aussi impitoyable qu'au Brésil). Mais, pour l'Empire esclavagiste, la guerre révéla ses profondes contradictions et, finalement, elle sonna le glas de l'expérience impériale. Les contacts entre les officiers argentins, uruguayens et brésiliens pendant le déroulement des opérations laissèrent des traces durables dans l'esprit des militaires de l'Empire, déjà très critiques à l'égard d'une institution comme l'esclavage ; un commandant paraguayen, le colonel Estigarribia, avait saisi l'opportunité de signaler avec ironie que les Brésiliens devaient commencer par libérer leurs propres esclaves avant d'entamer une « croisade libératrice » du peuple paraguayen, supposé avoir été « réduit en esclavage » par l'action de son président, Francisco Solano López. Même l'empereur, qui s'était rendu sur le front en septembre 1865, eut la conviction qu'il fallait faire quelque chose face au problème de l'esclavage. En rentrant à la cour de Rio, il chargea le leader conservateur Pimenta Bueno d'étudier un futur statut de l'institution ; de là sortit une commission du Conseil d'État et, quelques années plus tard, en 1871, la *Lei do ventre livre*, libérant de l'esclavage les nouveau-nés. Comme les propriétaires d'esclaves et leurs porte-parole dans le monde politique l'avaient prédit – ils avaient en mémoire l'expérience des Républiques sud-américaines, où la première loi de ce type datait de 1813 –, c'était ouvrir la boîte de Pandore de la fin de l'esclavage. Déjà, au plus fort de la guerre, quand on comprit qu'elle serait plus longue que prévu, le Conseil d'État avait discuté la possibilité d'une libération limitée de certains esclaves (ceux qui étaient propriété de l'État) ; beaucoup de membres du Conseil avaient manifesté leur opposition à cette mesure : faire appel aux esclaves pour résister à l'agression d'une petite République

aurait montré au « monde civilisé » la faiblesse de l'Empire, selon les mots d'un des conseillers. Et, comme l'affirmait un autre membre, le marquis de Olinda, « l'esclavage est une plaie qu'il ne faut pas toucher ».

Mais la guerre du Paraguay a eu une autre conséquence : la politisation du haut commandement militaire (processus qui avait déjà commencé auparavant, mais qui se cristallisa avec le conflit, en raison de sa longueur inattendue et de sa dureté). Ainsi, en évoquant la célèbre phrase de Clausewitz, W. Peres Costa nous montre de quelle façon, finalement, la « politique fut la continuation de la guerre » ; chaque parti avait ses généraux et chaque général avait son parti. Dans son dernier chapitre, l'auteur expose les différentes positions des historiens sur la question du rapport entre les militaires et les hommes politiques après le conflit, et l'on saisit comment la guerre du Paraguay fut un véritable *divortium aquarum* dans le cadre de la vie politique brésilienne de la seconde moitié du XIX^e siècle.

JUAN CARLOS GARAVAGLIA

1 - Voir, par exemple, pour le cas de la province de Rio de Janeiro, VICTOR IZERCKSON, « Recrutamento militar no Rio de Janeiro durante a guerra do Paraguai », in C. CASTRO, V. IZERCKSON et H. KRAAY, *Nova história militar brasileira*, Rio de Janeiro, FGV Editora, 2004.

2 - Voir ARIEL DE LA FUENTE, *Children of facundo: Caudillo and gaucho insurgency during the Argentine State-formation process (La Rioja, 1853-1870)*, Durham, Duke University Press, 2000, pour la province de La Rioja, dans le nord de l'Argentine.

Francisco Doratioto

Maldita guerra, nova historia da guerra do Paraguai

São Paulo, Companhia das Letras, 2002, 617 p.

Cet ouvrage est le fruit de quinze ans de travail qui ont permis à Francisco Doratioto de mettre au jour des documents inédits concernant le conflit qui opposa les Paraguayens aux Argentins, aux Brésiliens et aux Uruguayens entre 1865 et 1870, conflit connu sous le nom

de guerre de la Triple Alliance ou, souvent, dans l'historiographie brésilienne, guerre du Paraguay. L'auteur a également séjourné durant trois ans au Paraguay, où il a recueilli des témoignages oraux de cet événement encore présent dans la mémoire collective. À partir de l'utilisation de sources si diverses, F. Doratioto nous en propose une révision particulièrement réussie.

L'un des principaux apports de cet ouvrage réside dans la remise en cause de la responsabilité de l'Angleterre dans le déclenchement de la guerre. L'auteur montre en effet l'inconsistance de l'argument, largement répandu, selon lequel l'impérialisme anglais aurait manipulé les autres pays latino-américains, dans l'objectif de briser le Paraguay, qui échappait aux intérêts britanniques.

F. Doratioto adopte avec pertinence une autre approche. D'une part, il analyse cette guerre à partir de la formation historique du Río de la Plata, des enjeux concernant les conflits pour le contrôle politique et économique de cette région à la fin du XIX^e siècle, ainsi que le processus d'affirmation des États-nations. D'autre part, il restitue aux pays impliqués dans ce conflit leur part de responsabilité dans son déclenchement. Sans nier les visées britanniques sur le continent, il met également en évidence le fait que l'Angleterre n'avait en réalité aucun bénéfice à tirer de l'éclosion de la guerre, puisque contraire à la bonne marche des affaires.

Un autre apport essentiel de l'ouvrage tient à la déconstruction de l'image idéalisée d'un Paraguay disposant d'un modèle alternatif de développement économique, non seulement capable de résister à l'influence britannique mais encore ayant mis en place une société presque socialiste. Au lieu de cela, l'auteur décrit les conditions de vie précaires de la grande majorité de la population, travaillant sur les terres collectives, surveillée par des polices politiques dans un climat de délation permanent. Pays pauvre, privé d'élites intellectuelles et bureaucratiques, le Paraguay s'était en outre doté d'un appareil étatique qui se confondait avec la famille des trois dictateurs (dont deux « élus » présidents) qui se sont succédé au pouvoir depuis 1813. F. Doratioto nous rappelle d'ailleurs que c'est le dernier

d'entre eux, Francisco Solano López, qui déclencha les hostilités à l'encontre du Brésil. Sous-estimant la capacité défensive brésilienne et surestimant les forces de son pays, il espérait, par une guerre éclair, imposer le Paraguay comme intermédiaire diplomatique dans une région marquée par d'incessants litiges frontaliers entre le Brésil et l'Argentine.

À l'encontre de ses prévisions, la guerre dura cinq années marquées par de violentes opérations fluviales et terrestres, entrecoupées par de longues périodes d'inaction. Ce conflit, l'un des plus sanglants d'Amérique latine, fit environ trois cent mille victimes (civiles et militaires), en raison non seulement des affrontements mais aussi de la famine et des épidémies. Parmi les nombreux aspects de cette guerre, F. Doratioto analyse les dynamiques ainsi que les rivalités entre les généraux alliés. L'alliance alors conclue entre le Brésil et l'Argentine n'a jamais complètement effacé la méfiance qui régnait entre ces deux pays.

En raison de sa documentation solide et inédite, ainsi que de ses analyses neuves, ce travail constitue un ouvrage de référence important pour la compréhension d'une guerre qui représenta un tournant dans l'histoire des pays qui y furent impliqués.

PATRICIA SAMPAIO SILVA

Eliana de Freitas Dutra

*Rebeldes literários na República:
História e identidade nacional
no Almanaque Garnier (1903-1914)*
Belo Horizonte, Editora UFMG,
2005, 253 p.

C'est au cours de la première décennie du XX^e siècle que la Librairie Garnier, une des plus traditionnelles et prestigieuses maisons d'édition de Rio de Janeiro, alors capitale fédérale, décida de publier un almanach qui allait être marquant : l'*Almanach brésilien Garnier* (1903-1914). Une option peu banale, car on utilisait la tradition des imprimés populaires – consacrée en Europe depuis fort longtemps et bien connue au Brésil – pour attirer des lecteurs, tout en faisant connaître, de préférence, des auteurs et des livres édités par Garnier. Il

s'agissait là, sans doute, d'une stratégie moderne de marché, mais qui ne portait en rien préjudice à la possibilité de transmettre des idées et des valeurs à un grand nombre de lecteurs, quelques années avant la proclamation de la République (1889). Telle était l'idée des éditeurs, Ramiz Galvão et João Ribeiro, ainsi que du groupe d'intellectuels mobilisés par eux pour contribuer au succès de l'entreprise. Comme le montre l'auteur, le but était de faire de l'*Almanach brésilien Garnier* un « vecteur culturel » capable d'instruire et de civiliser le peuple de la nation nouvelle, si dépourvue d'écoles et de livres, un « substitut fonctionnel du livre », une espèce de « bibliothèque portable » et, comme tel, un instrument efficace pour la diffusion d'un projet politique et intellectuel (à cette époque indissolubles) tourné vers la construction d'un Brésil républicain et moderne.

Eliana de Freitas Dutra se sert de cet imprimé, source et objet de son livre, comme d'une clef pour nous faire pénétrer dans le monde des lettres et de la politique des débuts de la Première République (1889-1930). Le Brésil connaissait alors une relative stabilité politique, garantie par le pacte récent des élites oligarchiques, et une croissance économique modérée, soutenue par les exportations de café et de caoutchouc. Une époque qui n'avait pas encore connu les bouleversements de la Première Guerre mondiale, qui ébranla les certitudes politiques et intellectuelles dans le progrès, la science, l'humanité, etc., partagées par les collaborateurs de l'*Almanach* et par tous ceux qui, au Brésil comme ailleurs, croyaient en la valeur de l'éducation et au rôle de guide éclairé des intellectuels. Nationalistes, en ce qui concerne le groupe de Garnier, leurs convictions valorisaient et travaillaient au maintien du régime républicain en tant que forme de gouvernement, accompagnant les pratiques politiques d'une critique virulente, que les élites adressaient alors aux instances dirigeantes.

Le livre se situe ainsi dans un courant historiographique qui tend à reconsidérer la Première République, l'envisageant comme une période riche et stratégique quant à l'histoire politique et culturelle du Brésil. Venant compléter les études sur l'histoire du livre

et de la lecture, il met en relief les efforts déployés par ceux, intellectuels et hommes politiques tout à la fois, qui ont cherché à élaborer une « pédagogie de la nationalité ». Comme le montre bien l'examen attentif des pages de l'*Almanach* et du travail d'édition mené à bien chez Garnier, ces intellectuels ont échafaudé des stratégies politiques et rhétoriques complexes pour atteindre leur but. Ainsi, l'économie de l'ouvrage met en évidence le fait que le « sens de la nationalité » est alors en cours d'élaboration par les éditeurs dans leurs articles, non à partir de la seule chronologie des publications. L'option méthodologique employée dégage bien les thèmes forts du périodique, grâce à une lecture intertextuelle attentive à la publicité et aux images, pour analyser le contenu de ces thèmes à travers les rubriques. Parmi celles-ci on compte des articles de critique littéraire, des notices biographiques, des discours, des nécrologies, des rapports de voyage, des comptes rendus d'ouvrages, des nouvelles de l'Académie brésilienne des lettres, des études de folklore, des informations pratiques et des conseils divers, etc.

Dans une première partie du volume, l'auteur examine la tradition de la littérature de colportage et rend compte de la position de la librairie Garnier, qui publiait à l'époque les œuvres des plus fameux écrivains du pays et fonctionnait comme un important lieu de sociabilité à Rio de Janeiro. E. de Freitas Dutra note ensuite la stabilité de la maquette de l'*Almanach* et détecte les vastes réseaux de ses lecteurs, déployés sur plusieurs États de la Fédération mais composés surtout de personnes appartenant aux classes moyennes urbaines. L'un de ces réseaux est saisi, par exemple, à partir des abondantes « réclames et annonces », comme elles étaient désignées, dont le nombre était encouragé par les agents des ventes sous forme d'abonnements.

Ce n'est qu'avec la deuxième et la troisième partie que l'auteur commence à examiner ce qu'elle nomme la syntaxe de l'*Almanach Garnier*, ou plutôt la nature de son projet politico-culturel qui, hétérogène et non dénué de tensions, se composait d'une plate-forme d'idées et d'idéaux républicains. Quelques thématiques occupent de nombreuses pages, dégagées davantage d'après la logique de la

structure intertextuelle – moins visible – que par l'organisation de ses sections – beaucoup plus évidente. Cette stratégie de production de sens identifiée, on assiste à quelques débats centraux pour le début de la période républicaine, articulant toujours politique et culture, c'est-à-dire se rapportant toujours à la question de fond qui fait tenir ensemble les deux dimensions : comment faire du Brésil une nation moderne ? Sans doute, selon les éditeurs, comptait-on déjà sur la République, régime « plus évolué », bien que déprécié et, pour cette raison, fréquemment dénoncé comme un simple « vivier pour le barreau », ce qui n'empêchait pas de reconnaître ses contributions au progrès du pays.

Malgré cela, selon le diagnostic du périodique (et pas uniquement de ce dernier), presque tout faisait défaut au Brésil : investir dans la langue portugaise locale – différente et plus riche que celle du Portugal en raison des apports des Indiens, des Noirs et des différentes vagues de migrants – car elle est un instrument fondamental pour une nation, politiquement et culturellement parlant ; un territoire qui, par son immensité et ses richesses potentielles, restait à « conquérir » : il devait encore être connu et représenté (par des descriptions et des données statistiques), peuplé et unifié, par la colonisation et grâce aux réseaux de communication, tels le télégraphe et les chemins de fer ; des politiques d'investissements publics (éducation du peuple, modernisation, diversification de l'agriculture, stimulation de la recherche scientifique et technique).

Comme le fait remarquer E. de Freitas Dutra à la fin de son ouvrage, manquait aussi la production d'une écriture de l'histoire, dont « l'esprit » nécessitait d'être véritablement national ou, plutôt, républicain, puisque trouvant ses fondements dans l'action d'un peuple métis, finalement reconnu comme sujet actif du temps et de l'espace brésiliens. Une histoire qui se veut mémoire de la nationalité, toutes les deux expressions de ce peuple et de cette patrie en formation. Sur de telles bases, événements et personnages du passé (colonial et impérial) et du présent (républicain) étaient relus et interprétés dans la perspective d'un avenir incertain, mais cependant prometteur.

La République est ainsi, dans les pages de l'*Almanach*, une réalité du présent autant qu'un espoir pour l'avenir. Elle est, surtout, une promesse de progrès, identifiée à la richesse du pays et du peuple ainsi qu'à l'instruction de ce dernier. La République – mot utilisé de manière suggestive comme synonyme de Brésil et de patrie –, étant donné son caractère récent et prometteur, avait besoin de construire et d'organiser, de toute urgence, « son » peuple et « son » territoire. Le rôle attribué et assumé par les intellectuels de l'*Almanach* dans cet effort est évident ; ils forment des diagnostics et établissent des pronostics critiques, qui cherchent à construire une « opinion publique », à instruire le peuple et à créer de nouvelles élites, plus éclairées et républicaines. Un projet ambitieux qui, avec l'idée maîtresse de la production d'une « culture historique républicaine », fondement et sens de la communauté politique nationale, demandait du temps et de la compétence. Un projet civilisateur, partagé par beaucoup d'intellectuels et d'hommes politiques, Brésiliens ou non, qui se devaient de commencer « par le haut », mais sans nécessairement le concours direct de l'État. En ce sens, la proposition de l'*Almanach Garnier* (de ses éditeurs comme de ses collaborateurs) possède une dimension plus ample, internationale, et ce livre est un précieux exercice de réflexion sur les intellectuels, la culture, la politique et les nationalismes de la première moitié du XX^e siècle.

ANGELA DE CASTRO GOMES

Maria Lucia Pallares-Burke

Gilberto Freyre, um Vitoriano nos Trópicos
São Paulo, Editora UNESP, 2005, 482 p.

Peu de livres ont autant contribué au renouveau des catégories de pensée sur le Brésil que *Casa-grande e senzala*, publié à Rio de Janeiro en 1933, traduit en français en 1952 par Roger Bastide sous le titre *Maîtres et esclaves*, avec une préface de Lucien Febvre, après l'édition anglaise de 1946. La valorisation du métissage comme caractéristique nationale contraste fortement avec la longue série des écrits d'auteurs brésiliens, depuis 1870, associant métissage et

dégénérescence de la population et donc son incapacité à accéder à la civilisation. Mais l'apport de Gilberto Freyre ne se limite pas à combattre la honte de soi des Brésiliens en tant que peuple métis, à travers la réaffirmation de l'opposition entre race et culture ; son livre cherche à étudier la matrice sociale du métissage dans l'espace brésilien, depuis les débuts de la colonisation portugaise.

Le pouvoir des maîtres blancs et polygames s'est inscrit dans l'espace des immenses plantations de cultures tropicales, à travers l'opposition maison de maîtres/masures d'esclaves (*casa-grande/senzala*), et aussi dans les corps des individus, car tout métissage est devenu l'indice d'une relation plus ou moins ancienne, plus ou moins durable, entre un maître blanc et des femmes noires, amérindiennes ou métisses. Le lien stable avec l'épouse blanche, sanctionné par un mariage catholique et la résidence dans la maison de maître, n'empêchait nullement la multiplicité d'unions contractées par les patriarches, temporaires ou durables, à l'origine d'une nombreuse progéniture souvent revendiquée par les hommes comme une preuve de leur virilité. Sans doute aucun, l'ouvrage de Gilberto Freyre accorde une place restreinte à l'examen des conditions économiques ou des rapports politiques sous le régime esclavagiste, au profit d'une attention privilégiée aux relations sexuelles. Comme les liens familiaux avaient pour norme la morale catholique, Freyre n'étudie pas les pratiques d'alliances et de filiations légitimes, mais bel et bien les effets multiples de la polygamie des patriarches blancs sur la « vie intime des Brésiliens ». Lucien Febvre, dans sa préface, ne soulignait-il pas que « l'on comprend pourquoi, dans ce livre courageux de Gilberto Freyre, la question sexuelle tient une si grande place. C'est qu'elle est au cœur même du sujet – qui n'est pas l'« Histoire du Brésil, du débarquement hasardeux de Cabral à la fin de la prépondérance sucrière », mais bien l'étude des rapports, si complexes, de trois grandes masses humaines¹ ».

L'un des mérites de Maria Lucia Pallares-Burke est de retracer l'itinéraire des études et des séjours internationaux de Gilberto Freyre, aux États-Unis et en Europe, pour analyser tout ce que *Maîtres et esclaves* doit à ses lectures, aux

cours et conférences fréquentés par son auteur lors de longs séjours internationaux. Elle procède à l'examen détaillé des études accomplies aux États-Unis, des diplômes obtenus et des liens d'amitié noués qui ont contribué à l'élaboration de son projet intellectuel. S'obligeant à suivre un plan chronologique strict, pour éviter le piège de ne voir dans la trajectoire de Freyre que la lente maturation de son chef-d'œuvre, M. L. Pallares-Burke détruit bien des mythes sur la formation intellectuelle de Gilberto Freyre, y compris ceux que l'écrivain ou ses proches ont propagés, et reconstruit son cheminement intellectuel aussi bien au Brésil qu'aux États-Unis et en Europe. Ayant pu accéder aux archives familiales, notamment la correspondance, les journaux intimes et les cahiers de notes, et attentive aux traces de son activité de lecteur, elle s'est rendue également aux États-Unis pour connaître la formation universitaire du jeune Freyre, reconstituant l'offre des cours, les programmes de lectures obligatoires, les examens et les notes de l'étudiant, les débats intellectuels et politiques de cette époque et l'offre culturelle extra-universitaire, évoquant les professeurs et camarades avec qui il avait noué des liens. Cet énorme travail lui a permis de comprendre le parcours universitaire de Gilberto Freyre, d'une façon nouvelle, y compris le rapport aux enseignements de Franz Boas à l'université de Columbia.

Né dans une famille aristocratique et catholique de Recife en 1900, Gilberto Freyre fit des études secondaires au lycée baptiste américain de la capitale du Pernambouc, s'étant converti au protestantisme à l'âge de seize ans. La guerre en Europe et ses convictions religieuses ont contribué à l'orienter vers l'université de Baylor, située à Waco (Texas). Cet établissement, fortement imprégné de puritanisme religieux, était au cœur du *Bible belt*, Waco étant parfois présentée comme la « Rome baptiste ». Seul étranger, en octobre 1918, parmi 867 étudiants, il tissa des liens privilégiés avec le directeur du département d'anglais, Andrew Armstrong, qui l'avait remarqué et lui prodigua des marques d'affection. Freyre y suivit des études littéraires, mais il comprit très vite que son diplôme ne lui ouvrirait pas les portes d'une carrière d'écrivain ou d'universitaire aux États-Unis. Par

ailleurs, le jeune Nordeste ne s'habitua pas aux rigueurs de l'éthique puritaine.

Son séjour à l'université de Columbia entre 1921 et 1922 permit à Freyre de connaître l'atmosphère cosmopolite de New York et d'infléchir son parcours intellectuel vers les sciences sociales. M. L. Pallares-Burke a minutieusement analysé le dossier du jeune Brésilien et a tiré au clair l'orientation de ses études doctorales. Sous la direction de William Shepherd (1871-1934), spécialiste de l'histoire de l'Amérique du Sud, il se contenta d'un Master en sciences sociales. Il suivit essentiellement des cours d'histoire, associés à d'autres portant sur le droit, la sociologie et l'anthropologie ou les beaux-arts. L'un des cours d'anthropologie était dispensé par Franz Boas, déjà célèbre pour son combat anti-raciste. Mais il n'y a pas trace d'un lien particulier entre le jeune Nordeste et le savant allemand. Freyre a sensiblement modifié et augmenté son mémoire de Master, quand il l'a publié dans les années 1950, avec pour sous-titre « L'embryon de *Maîtres et esclaves* ». L'examen de la version originale de 1922 suggère plutôt que ses idées étaient alors fort éloignées de celles développées dans *Casa-grande e senzala*. Comme l'attestent aussi ses articles publiés dans les journaux du Pernambouc, Freyre était partisan du « blanchiment de la race » par l'arrivée massive d'immigrés européens, afin que le Brésil accède aux bienfaits de la civilisation.

S'il a suivi les cours de Franz Boas, l'adoption de ses idées et l'usage de ses outils conceptuels pour comprendre les fondements et les effets du métissage ne sont évidents que dans l'ouvrage de 1933. Lors d'un nouveau voyage aux États-Unis en 1926, où il visita le Vieux Sud (Virginie et Maryland), il évoque, dans des articles de presse empreints de nostalgie, la similitude entre cette région et le Nordeste brésilien quant au caractère aristocratique de leur organisation sociale. Il va même jusqu'à faire l'éloge d'un ancien gouverneur de la Caroline du Sud après la guerre de Sécession, Benjamin Ryan Tillman (1847-1918), partisan de la violence contre les Noirs pour assurer la suprématie des Blancs, et appelle de ses vœux l'émergence d'un leader politique capable d'unifier les maîtres de moulins nordestins sur le déclin pour restaurer leur ancien pouvoir.

Les séjours à l'étranger n'étaient pas perçus par Freyre et sa famille comme le moyen d'acquérir des connaissances littéraires et scientifiques sanctionnées par un diplôme universitaire. Ils s'inscrivaient dans la tradition de ces voyages visant à ouvrir le jeune aristocrate à des horizons sociaux et culturels plus vastes et à lui permettre de se constituer un cercle de relations mobilisables tout au long de sa vie. Le jeune Gilberto est en Europe entre août 1922 et mars 1923, et séjourne en France, en Allemagne, en Angleterre et au Portugal. M. L. Pallares-Burke attire l'attention sur le passage de Freyre à l'université d'Oxford. Il s'y lia d'amitié avec un étudiant du très chic St John's College, Linwood Sleight (1902-1965), une relation homosexuelle assumée, décrite plus tard comme « lyrique plus que sensuelle » (p. 124). Cet « écart » par rapport aux normes rigides du système patriarcal brésilien offre sans doute une clé pour comprendre l'objectivation ultérieure des rapports entre maîtres et esclaves, focalisée sur la sexualité. Son souci explicite d'analyser « la psychologie intime des Brésiliens », marquée par l'expérience des grandes plantations sucrières basées sur l'esclavage de populations africaines, peut ainsi trouver un élément d'explication dans cette double condition d'héritier de l'aristocratie des maîtres de moulins et d'individu en rupture avec les normes morales censées réguler les comportements. M. L. Pallares-Burke débusque les traces de cette expérience anglaise. Les amitiés homosexuelles entre jeunes étudiants étaient courantes dans les *public schools* et les universités, cultivées dans une référence à la Grèce antique, comme le montre la défense d'Oscar Wilde à l'occasion de son procès.

Mais M. L. Pallares-Burke ne réduit jamais son modèle explicatif à un seul facteur, si important et original soit-il. Contrairement aux idées reçues, elle signale que d'autres carrières s'offraient à Gilberto Freyre à son retour au Brésil, et qu'il hésita même à s'installer à Recife après les sollicitations que des intellectuels de São Paulo lui adressèrent. En 1926, il accepta l'offre du gouverneur du Pernambouc, Estácio Coimbra, de devenir son principal adjoint; ce poste lui ouvrait toutes grandes les portes d'une carrière politique nationale, mais supposait de renoncer à ses projets d'écriture.

La révolution de 1930, à l'instigation de Getulio Vargas, avec l'éviction d'Estácio Coimbra, mina le capital politique des élites de la « vieille République » ; la carrière politique de Gilberto Freyre était stoppée net. C'est au cours d'un nouveau voyage en Europe et aux États-Unis que fut rédigé *Casa-grande e senzala*, qui assura la notoriété de son auteur. En restituant les hésitations de Gilberto Freyre au début de sa carrière – écrivain ou universitaire dans le monde anglo-saxon, journaliste, homme politique ou sociologue universitaire au Brésil –, M. L. Pallares-Burke met en exergue toute la portée des efforts de Gilberto Freyre pour conférer, aux débuts des années 1930, un nouveau rôle aux intellectuels brésiliens. Ce qui éclaire l'énigmatique phrase d'ouverture de la préface à la première édition de son grand œuvre : « Exilé en octobre 1930, je fus d'abord à Bahia, puis au Portugal, en faisant escale en Afrique. »

Le livre de M. L. Pallares-Burke, qui se réclame des questionnements ouverts par les travaux portant sur l'histoire de la lecture, et par la sociologie du champ intellectuel, démontre comment la reconstitution des modes de circulation internationale et des parcours de formation de tout écrivain rend caducs les faux débats entre analyses internalistes et approches externalistes des œuvres. Gilberto Freyre a ouvert une perspective nouvelle pour comprendre l'après-esclavage dans le Nouveau Monde, puisque les marques de la hiérarchie-antérieure se sont inscrites dans le corps des individus et que les principes de celle-ci ont survécu dans les classements qui stigmatisent ou valorisent le corps métis.

AFRÂNIO GARCIA

1 - GILBERTO FREYRE, *Maîtres et esclaves. La formation de la société brésilienne*, Paris, Gallimard, « Tel », [1952] 1978, p. 16.

Laurent Vidal

De Nova Lisboa à Brasília: l'invention d'une capitale (XIX^e-XX^e siècles)

Paris, IHEAL Éditions, 2002, 344 p.

Enfin un ouvrage clair sur les différents projets qui conduisirent à l'édification en plein *sertão*

de la ville nouvelle de Brasília et à son succès comme nouvelle capitale du Brésil, après Salvador de Bahia (capitale du gouvernement général jusqu'en 1763), puis Rio de Janeiro.

Certes, il existait nombre d'ouvrages en portugais et en anglais sur le sujet. Certes, les projets de construction de villes nouvelles – car c'est de cela qu'il s'agit – ont fait l'objet d'innombrables publications, y compris historiques. De même, la ville inaugurée en 1960 par le président brésilien Juscelino Kubitschek n'est pas la première concrétisation d'un transfert de capitale, et l'histoire urbaine est constituée, depuis le début des années 1970 et la publication de travaux fondateurs, en « histoire-problème ». Laurent Vidal n'est donc pas le premier à décrypter aussi bien les processus de décision conduisant aux projets ou à l'édification d'une ville nouvelle que son rapport symbolique à l'histoire nationale ; il y ajoute le dialogue avec l'histoire de l'art et l'architecture.

C'est donc l'étude historique récente d'une ville brésilienne la plus réfléchie publiée en français. C'est ensuite un ouvrage important pour tout historien du fait urbain et des utopies urbaines. C'est enfin un ouvrage d'historien fort bien documenté et illustré.

Les six projets urbains sont étudiés successivement selon un découpage chronologique qui s'impose mais ne conduit heureusement pas l'auteur à « lisser » l'histoire et à survaloriser la continuité d'un processus ayant abouti à une réalisation exceptionnelle. Du projet de nouvelle capitale pour une cour portugaise en exil, à la suite de l'invasion de la métropole par les armées napoléoniennes, à la concrétisation de l'article 3 de la constitution brésilienne qui prévoit, dès 1891, l'établissement de « la future capitale de l'État fédéral » « dans le Planalto central de la République », le projet, en l'espace d'un siècle et demi, est passé par Cidade Pedrália, Imperatória, Tiradentes et Vera Cruz. Six chapitres donc, auxquels s'ajoute une judicieuse « réflexion sur les usages de l'histoire dans les procédures et rituels de fondation d'une ville », donnant alors une autre dimension, bienvenue, de la ville en projet.

Ce livre est appelé à devenir un classique des études françaises d'histoire urbaine, d'architecture comme d'histoire brésilienne ; il mérit

terait d'ailleurs une édition d'art. Le lecteur n'a au demeurant qu'un regret : que le titre ne mentionne pas le mot « projet ». En ouvrant ce livre, on s'attend à être emmené sur les traces du vécu de la capitale ; mais l'étude s'achève pour l'essentiel avec son inauguration. Or l'on sait aujourd'hui que la ville satisfait une grande partie du pari des concepteurs : avec ses « villes-satellites », elle est le cœur

d'une agglomération de quelque deux millions d'habitants, qui continue de croître aujourd'hui et sait retenir une partie des enfants nés en son sein. Brasília n'est pas l'échec prédit par beaucoup, et cette capitale, qui vit à plus de 1 000 km de Rio ou de São Paulo, est aussi objet d'histoire.

DENIS ROLLAND

